

ADRESSES

internationalisme et démocr@tie

N° 20 – 12 juin 2026





Pour nous écrire :

Adresses.la.revue@gmail.com

ABONNEZ-VOUS, C'EST GRATUIT

SYLLEPSE

Directeur de publication : Michel Lanson

ISSN : 3038-9798

Téléchargement sur Entre les lignes entre les mots, www.syllepse.net et Réseau Bastille

Éditions Syllepse, 69 rue des Rigoles, 75020 Paris

Toutes les photos sont de Catherine Le Taxin que nous remercions, sauf : p. 15 (© Pussy Riot) et 62 (collection privée).

LISTE DES ADRESSES

ADRESSES : INTERNATIONALISME ET DÉMOCRATIE

Le soutien à la République islamique d'Iran ou la dérive
d'un anti-impérialisme étatique 5

Lorenzo Leschi

ADRESSE N° 20 / 228

Ce n'est pas le monde souhaité par la Russie 8

Hanna Notte

ADRESSE N° 20 / 229

«Nous sommes en guerre contre Poutine» 13

Un entretien avec Nadya Tolokonnivova (membres des Pussy Riot)

ADRESSE N° 20 / 230

L'internationalisme n'est pas un luxe, mais un mécanisme de survie 18

Un entretien avec Leila al-Shami et Oleksandr Kyselov

ADRESSE N° 20 / 231

Du « droit des citoyen·nes » au « privilège de l'État » :
la fin de l'Internet libre en Iran 24

Ali Fotovvati

ADRESSE N° 20 / 232

La Syrie aujourd'hui. Où en était-elle ? Où en est-elle ? Et où va-t-elle ? 29

Yassin al-Haj Saleh

ADRESSE N° 20 / 233

Damas reproduit-il le modèle iranien de l'État sous-traitant ? 35

Muslim Abdul Talas

ADRESSE N° 20 / 234

Iran : les travailleu·euses supportent le coût de la crise
et de la guerre 39

Siyavash Shahabi

ADRESSE N° 20 / 235

La question linguistique met à rude épreuve le fédéralisme indien 43
Ashok Vardhan Shetty

ADRESSE N° 20 / 236

L'assassinat des femmes comme politique sexuelle 55
Andrea Dworkin

ADRESSE N° 20 / 237

Un néo-bundisme bricolé : l'exemple de l'Union des progressistes
juifs de Belgique 63
Henri Goldman

ADRESSE N° 20 / 238

Le Bund est de retour! 66
Joseph Mogul

ADRESSE N° 20 / 239

Ici, là où nous vivons, c'est notre pays 70
Sam Adler-Bell

Le soutien à la République islamique d'Iran ou la dérive d'un anti-impérialisme étatique

Lorenzo Leschi

5

Depuis le début de l'agression impérialiste contre la République islamique d'Iran lancée par Israël et les États-Unis qui n'en finissent plus de piétiner le droit international¹, la répression menée par le régime des mollahs bat son plein. Dans la continuité des manifestations de masse de janvier où les Gardiens de la révolution mitraillaient le peuple iranien désarmé faisant plus de 30 000 morts², les exécutions d'opposant-es politiques se multiplient dans une indifférence quasi générale. Le 19 mars, Saleh Mohammadi, lutteur membre de l'équipe nationale iranienne, condamné pour « *moharebeh* » ou hostilité contre Dieu après des aveux arrachés sous la torture, était pendu en public huit jours après son 19^e anniversaire³.

Quelques jours plus tard, le 28 mars, des soutiens du régime des mollahs défilaient à Paris pour la Journée de la Terre et en soutien au peuple palestinien, drapeaux de la République islamique flottant au vent, brandissant des pancartes d'Ali Khamenei et chantant à la gloire des Gardiens de la révolution⁴. On pourrait croire à un événement isolé et sans importance, symptôme d'une gauche qui se dit « décoloniale » en décomposition, mais cette manifestation était soutenue par l'inter-syndicale qui a donc défilé en se bouchant le nez aux côtés de drapeaux de la République islamique et n'a pas jugé nécessaire de dénoncer leur présence dans un communiqué.

1. Voir dans ce numéro « Ce n'est pas le monde souhaité par la Russie », p. 8.

2. « La répression en Iran aurait fait plus de 30 000 morts... », *Courrier international*, 27 janvier 2026.

3. « Iran : quatre exécutions politiques à la veille du Nouvel An iranien », *Le Monde*, 20 mars 2026.

4. « Mise au point du NPA-R autour d'une fake-news indigne », 6 avril 2026.

Il est urgent de construire une véritable solidarité internationale avec les classes laborieuses dans le monde en réfléchissant à l'articulation entre la lutte contre les agressions impérialistes et la lutte contre la répression interne des régimes fascistes. Par exemple par le soutien à la résistance armée populaire et démocratique et aux mouvements sociaux locaux, notamment ceux de l'Ukraine envahie et bombardée par Poutine et l'impérialisme russe. Malheureusement, nous en sommes encore loin...

En 2018, Leila Al-Shami écrivait un texte intitulé « [La Syrie et l'anti-impérialisme des imbéciles](#) » et dénonçait une gauche « pro-fasciste aveugle à toute forme d'impérialisme qui n'est pas d'origine occidentale ». Une décennie plus tard, ce texte reste parfaitement valable. Ainsi, le 10 avril paraissait sur le site américain *Counterpunch* un texte intitulé « [A Declaration to the Conscience of Humanity](#) » qui décrit Ali Khamenei comme « une voix contre l'arrogance et le terrorisme » et explique que si l'Iran « tombe, l'espoir d'un avenir meilleur et éclairé pour le monde s'évanouira ». Au-delà des positions délirantes de ce texte présentant la République islamique d'Iran comme le dernier rempart face à la barbarie, il a la particularité d'être signé par des personnalités classées à gauche comme le penseur décolonial Ramón Grosfoguel ou l'éditeur et historien marxiste Vijay Prashad ainsi que par des membres de l'extrême droite française comme Alain de Benoist, Dieudonné ou Yvan Benedetti, ancien dirigeant du Parti nationaliste français.

Loin de se réduire à une absence de vigilance, ce regroupement rouge brun découle finalement d'une même lecture nationaliste et populiste des rapports de force internationaux, lecture basée non pas sur une analyse de la division internationale du travail mais

fondée sur un rapport de substitution entre «le peuple» et le leader autoproclamé qui l'incarne et sur la défense de la collaboration de classe en assimilant pleinement les intérêts des classes subalternes à ceux des États-nations.

Le 4 juin, Marjane Satrapi nous quittait. En parallèle des hommages officiels, sa disparition a relancé une campagne de calomnie abjecte sur les réseaux sociaux. *Persepolis* serait une BD islamophobe et orientaliste qui participerait à la stigmatisation des femmes musulmanes et servirait de justification à l'«impérialisme américano-sioniste⁵». Notons le racisme de ces critiques qui semblent assimiler l'ensemble des femmes musulmanes aux membres de la police des mœurs iranienne. Si dans un contexte d'offensive raciste de l'extrême droite en France et dans le monde, il est légitime de dénoncer une critique tronquée du patriarcat perçue uniquement comme une émanation de la culture musulmane, Marjane Satrapi a toujours rappelé que la guerre contre les femmes n'était pas spécifique au monde musulman, comme le rappelle le discours d'Andrea Dworkin à la suite du massacre de l'école polytechnique de Montréal en 1990⁶.

Au fond, ce qui est reproché à Marjane Satrapi, c'est d'avoir critiqué les Gardiens de la révolution et leurs proxys du Hamas et du Hezbollah car, au sein de la gauche dite décoloniale, certains considèrent que la destruction d'Israël émancipera l'humanité. La priorité accordée au combat contre l'«entité sioniste» et son allié américain justifie ainsi le sacrifice des peuples iranien, palestinien, syrien dont les droits humains et les luttes politiques importent peu du moment que les armées de l'«axe de la résistance» restent opérationnelles.

Dans leur entretien publié ici, Leila Al-Shami et Oleksandr Kyselov regrettent l'incapacité de la gauche occidentale à sortir d'une lecture purement géopolitique pour adopter une analyse de classe qui permettrait de soutenir les peuples en prenant en compte «les dynamiques internes et les conflits

sociaux à l'intérieur d'un État⁷». En effet, une analyse en termes de classe permettrait de montrer que derrière l'«anti-impérialisme» et la défense des intérêts du peuple iranien revendiqué par le régime iranien, se cache la défense des intérêts économiques et matériels des Gardiens de la révolution qui, loin d'être uniquement une milice au service du régime, ont pénétré les grands secteurs économiques du pays⁸ et, en plus de leur guerre contre les femmes, mènent une guerre contre les travailleurs iraniens⁹.

La répression du mouvement social en Iran passe également par la création d'une «forme d'internet à caractère de classe¹⁰» où l'accès dépend de la position économique et institutionnelle des personnes. Le contrôle d'Internet permet au régime des mollahs de renforcer l'isolement politique des classes populaires en restreignant l'accès à l'information et les possibilités de communication avec le monde extérieur. Celles et ceux qui cherchent à faire taire les voix d'artistes en exil montrant la diversité de la société iranienne, comme Marjane Satrapi, contribuent finalement à la même volonté d'invisibilisation des conflits sociaux internes pour ne retenir qu'un peuple homogène et uni derrière son gouvernement.

La même logique est d'ailleurs à l'œuvre lorsque Nadav Lapid, cinéaste israélien en exil en France, dénonçant dans ses prises de position et ses films les crimes du gouvernement israélien, est boycotté¹¹ ou encore quand les militant·es de Standing Together, organisation israélo-arabe en première ligne des manifestations contre les guerres à Gaza, en Iran et au Liban et défendant physiquement les Palestinien·nes contre les attaques des suprémacistes juifs en Cisjordanie, sont accusé·es d'être des traîtres et de normaliser l'État d'Israël¹². À l'inverse, les liens éta-

5. Lucas Rayski, «"Qu'elle pourrisse en enfer" : après la mort de Marjane Satrapi, un déferlement de haine sur les réseaux», *Marianne*, 8 juin 2026.

6. Voir «L'assassinat des femmes comme politique sexuelle», p. 55.

7. Voir «L'internationalisme n'est pas un luxe, mais un mécanisme de survie», p. 18.

8. Voir «Damas reproduit-il le modèle iranien de l'État sous traitant?», p. 35.

9. Voir «Iran : les travailleur·euses supportent le coût de la crise et de la guerre», p. 39.

10. Voir «Du "droit des citoyen·nes" au "privilège de l'État" : la fin de l'Internet libre en Iran», p. 24.

11. «Le boycott culturel du réalisateur israélien Nadav Lapid est une faillite intellectuelle», *Le Monde*, 9 juin 2026.

12. <https://ujfp.org/standing-together-au-service-de-la-propagande-de-lapartheid-israelien/>.

blis entre Nadya Tolokonnikova – membre fondatrice du collectif féministe et d'art performatif russe Pussy Riot – et les forces armées ukrainiennes montrent comment la résistance anti-impérialiste bénéficie des alliances avec les forces d'opposition nationales¹³.

Il est surprenant de retrouver des logiques similaires dans les dynamiques à l'œuvre au sein des gauches juives en Europe et surtout aux États-Unis qui tendent à homogénéiser la société israélienne et à se reconfigurer autour de l'antisionisme. En prenant l'exemple du Bund, une partie des Juifs et des Juives de la diaspora revendique une identité juive diasporiste, fondée sur la revendication de la culture yiddish et de l'héritage politique révolutionnaire du mouvement ouvrier juif en opposition au sionisme¹⁴. Si cette volonté de redynamiser les diasporas juives et de lutter contre le basculement réactionnaire des institutions juives est intéressante, ces tentatives de reconfiguration souffrent de plusieurs contradictions. La première est liée à sa volonté de mimétisme anachronique. Les conditions matérielles qui ont permis l'émergence du Bund à la fin du 19^e siècle en Russie et en Pologne n'existent plus. Le yiddishland, sa vie culturelle et sa population ont été détruits de manière irréversible par la Shoah et le yiddish ne possède plus qu'une poignée de locuteurs et locutrices. Il n'existe plus en Europe ou aux États-Unis, de communauté juive structurée au quotidien autour de l'usage d'une langue qui lui serait propre. Ainsi, la recomposition politique de la diaspora juive en France et en Europe ne peut se faire qu'en intégrant sa diversité sociale et culturelle, et en particulier la culture séfarade.

La seconde contradiction consiste en la réduction à l'antisionisme, reléguant au second plan la question de la lutte des classes et l'autonomie nationale-culturelle sur le modèle prôné par [Vladimir Medem](#). Le Bund ne s'est pas structuré en opposition au sionisme mais pour lutter contre l'oppression capitaliste et contre l'antisémitisme¹⁵. Malgré l'opposition profonde du Bund au sionisme, à

différentes reprises, les bundistes s'allient aux sionistes socialistes pour constituer des milices d'autodéfense et protéger les communautés juives contre les pogroms dans les zones de résidence de l'empire tsariste. Par ailleurs, le Linke Poale Tzion ou l'Hashomer Hatzair, deux mouvements sionistes et socialistes, étaient fortement influencés par l'école marxiste autrichienne et sa théorisation de l'autonomie non territoriale¹⁶.

Le Bund peut encore servir d'exemple, en particulier pour penser la question des minorités nationales, mais une tentative nostalgique et fantasmée de le faire renaître avec comme seul programme l'antisionisme est vouée à l'échec. La reconfiguration politique de la diaspora juive ne pourra se faire qu'en repartant de l'analyse des conditions matérielles d'existence du peuple juif. C'est-à-dire en prenant en compte la diversité sociale et culturelle des travailleurs juifs et des travailleuses juives, dont une grande partie vit désormais en Israël, en apportant une réponse politique efficace à la montée de l'antisémitisme au niveau mondial, en réfléchissant au rapport entre la diaspora et Israël qui n'est plus un projet utopique et minoritaire comme au temps du Bund mais une réalité concrète qui ne disparaîtra pas et avec laquelle les diasporas juives doivent composer. Ainsi, il serait nécessaire, pour construire un mouvement juif de masse, socialiste et internationaliste, d'essayer de former des alliances entre la gauche juive en diaspora et les mouvements sociaux israéliens en opposition au gouvernement Netanyahu et aux crimes commis à Gaza, en Cisjordanie et au Liban. Cette alliance ne pourra se réaliser qu'avec un programme clair basé sur la liberté et l'égalité entre Israélien·nes et Palestinien·nes incluant la reconnaissance de la Nakba et des mesures de réparation symboliques et matérielles, la fin des politiques coloniales israéliennes et le respect des droits à l'autodétermination et à la sécurité des peuples palestinien et israélien.

Lorenzo Leschi est porte parole de Golem, collectif juif antiraciste, antifasciste et internationaliste. Il prépare une thèse sur les liens entre Juifs et Africains-Américains dans le cinéma hollywoodien.

13. Voir « Nous sommes en guerre contre Poutine », p. 13.

14. Voir « Un néobundisme bricolé... », p. 63 et « Le Bund est de retour », p. 66.

15. Voir « Ici, là où nous vivons, c'est notre pays », p. 70.

16. Otto Bauer, *La question des nationalités*, Paris, Syllepse, 2017.

Ce n'est pas le monde souhaité par la Russie

Hanna Notte

Des États-Unis agressifs font échouer la stratégie de Poutine

L'invasion de l'Ukraine en 2022 n'a marqué que l'apogée du long virage de la Russie vers le révisionnisme. Depuis la fin de la Guerre froide, la Russie a cherché à façonner l'architecture de sécurité européenne et à imposer sa volonté aux petits États voisins. Le Kremlin s'est également heurté aux États-Unis et à l'Europe aux Nations unies et au sein d'autres instances multilatérales. Ses dirigeants ont condamné le concept d'un ordre international fondé sur des règles, le qualifiant d'invention occidentale destinée à consolider l'hégémonie américaine. Se présentant comme l'avant-garde d'un ordre plus multipolaire, la Russie a cherché à accroître son influence mondiale, sans être entravée par des contraintes ni des règles.

Mais elle se retrouve aujourd'hui dans la curieuse situation de voir les États-Unis se comporter davantage comme elle-même. À première vue, cela peut sembler une aubaine pour le président russe Vladimir Poutine. Au lieu d'avoir à composer avec un Washington qui s'oppose à ses annexions de territoires et se dispute avec lui dans les forums multilatéraux, il a désormais un président américain sympathisant qui semble adhérer à sa vision du monde selon laquelle «la force fait le droit». Donald Trump a fustigé les institutions internationales dans un langage rappelant les tirades russes, retirant les États-Unis de dizaines d'agences de l'ONU et les privant de financement tout en lançant un organe rival de règlement des conflits, le Conseil de la paix. Il a également revendiqué le droit de contraindre, voire d'attaquer, les petits pays à la manière des intimidations russes.

Mais à long terme, ce revirement de situation pourrait bien se révéler une perte pour la Russie. La stratégie de Poutine n'a réussi que dans la mesure où les États-Unis ne l'a pas copiée – en d'autres termes, tant que Moscou s'est affranchie des règles tout en insistant pour que Washington reste enchaîné. En vérité, alors même que la Russie dénonçait les institutions internationales traditionnelles, elle s'en servait comme levier, utilisant son droit de veto au Conseil de sécurité pour exercer son influence. Les actions de Trump menacent désormais d'affaiblir ce pouvoir. Pris dans la [guerre contre l'Ukraine](#), Poutine a dû rester les bras croisés et regarder Trump utiliser la force militaire américaine pour étrangler deux partenaires clés de la Russie, l'Iran et le Venezuela.

Le Kremlin tire un certain profit de l'approche brutale de Trump envers ses adversaires. La [guerre américano-israélienne contre l'Iran](#) a permis à la Russie d'enregistrer des milliards de dollars de recettes pétrolières supplémentaires. La Russie peut espérer que Trump s'empêtre dans une succession de désastres en matière de politique étrangère, affaiblissant au final la position mondiale des États-Unis et aidant la Russie à survivre à l'Occident en Ukraine. Mais il est loin d'être certain que Poutine puisse tirer durablement parti de la belligérance «coup de poing» de Trump – et c'est une erreur d'imaginer que si les États-Unis commencent à se comporter davantage comme la Russie, cela profitera automatiquement au Kremlin. Le scénario le plus probable est que la Russie verra son rayonnement mondial, déjà affaibli par sa guerre contre l'Ukraine, s'éroder davantage face aux États-Unis.

Jouer sur les deux tableaux

La Russie a longtemps canalisé sa résistance à la primauté américaine dans des désaccords avec les États-Unis et leurs alliés au sujet des traités et institutions internationaux.

Poutine a exprimé de manière mémorable ses frustrations lors d'un discours prononcé à Munich en 2007, déplorant le « mépris » des États-Unis pour le droit international et la transformation de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe en un « instrument vulgaire conçu pour promouvoir les intérêts de politique étrangère d'un ou d'un groupe de pays ». Après que l'administration Obama et ses alliés eurent réagi à l'annexion de la Crimée en 2014 par des sanctions et une réduction de leur coopération avec la Russie, les diplomates russes se sont heurtés encore plus fréquemment à leurs homologues occidentaux au sein des instances multilatérales. Lors des réunions de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques, par exemple, la Russie a été confrontée à des différends avec les États-Unis et leurs partenaires au sujet des efforts déployés par la Syrie, un allié russe, pour conserver et utiliser des armes chimiques. Ces querelles ont permis à Moscou de construire un discours selon lequel les États occidentaux n'utilisaient les institutions multilatérales que comme couverture pour faire avancer un programme anti-russe. La Russie a réussi à rassembler un petit cercle de partisans parmi les nations mécontentes de la domination occidentale. Elle a également mis des bâtons dans les roues de ces institutions traditionnelles, entravant leur capacité à remplir leurs mandats.

Dans le même temps, la Russie a clairement fait savoir qu'elle suivrait sa propre voie quand bon lui semblerait, en coopérant avec des pays partageant les mêmes idées plutôt qu'en s'en remettant à ce que Fiodor Loukianov, éminent expert en politique étrangère proche du Kremlin, a décrit avec mépris comme des « structures mondiales édictant des règles ». Le Concept de politique étrangère de la Russie de 2016 (un document exposant la vision du monde, les intérêts et les objectifs du pays) a annoncé l'intention de Moscou de s'orienter davantage vers la diplomatie en réseau, qu'elle a définie comme une « approche flexible de la participation aux mécanismes multilatéraux » – en d'autres termes, de travailler de manière sélective

avec les pays lorsque cela lui convenait. À partir de 2017, la Russie a mis cette théorie en pratique en rejoignant l'Iran et la Turquie dans le cadre du processus d'Astana pour négocier et superviser les zones dites de désescalade dans le conflit armé syrien ; le processus d'Astana a progressivement éclipsé le processus de Genève, plus inclusif et mené par l'ONU, dans la recherche d'un règlement politique. Et après son invasion à grande échelle de l'Ukraine, la Russie a porté la promotion de ces nouveaux formats à un niveau supérieur. Alors que la diplomatie américaine et européenne avec la Russie s'atrophiait, le Kremlin a défendu avec enthousiasme l'expansion de l'alliance non occidentale des BRICS, soutenant l'initiative de la Chine visant à ajouter de nouveaux membres, puis, en 2024, présidant des centaines d'événements en tant que président pour intégrer les nouveaux venus.

Mais dans le même temps, le Kremlin a jalousement préservé son droit de veto au Conseil de sécurité de l'ONU. Après son invasion de l'Ukraine, la Russie s'est d'abord montrée prudente pour ne pas paralyser le Conseil, coordonnant ses actions avec les membres occidentaux sur des questions telles qu'un nouveau régime de sanctions contre les gangs haïtiens et l'acheminement de l'aide vers l'Afghanistan. Mais alors que la guerre en Ukraine s'est installée dans une lutte d'usure acharnée, la Russie a commencé à user de son droit de veto au profit de gouvernements ou de factions alliés au Mali, en Corée du Nord et en Syrie. La Russie a contribué à la paralysie de l'ONU tout en continuant à considérer cette institution comme un vecteur clé pour projeter son influence.

L'appétit de Moscou pour la perturbation s'est étendu à l'Assemblée générale des Nations unies : en septembre 2024, les diplomates russes ont déployé des efforts cyniques pour empêcher l'adoption du Pacte pour l'avenir, pourtant largement soutenu. Bien que la Russie ait échoué, son intervention a considérablement compliqué ce qui était déjà un processus de négociation ardu, même selon les normes de l'ONU.

Au cours des dernières années, la Russie a également utilisé d'autres institutions multilatérales traditionnelles pour exercer son influence. Dans les forums de négociation sur

le nucléaire et les organes de gouvernance comme l'Agence internationale de l'énergie atomique, la Première Commission de l'ONU et le Traité de non-prolifération nucléaire, la Russie a suivi une double stratégie: elle a semé des obstacles procéduraux et la méfiance quant à l'impartialité de ces organes, tout en menant des actions de lobbying – par exemple auprès du Groupe des 77, une coalition de pays en développement à l'ONU – pour rallier des États à son programme anti-occidental.

S'associer pour conquérir

Au départ, le retour de Trump à la Maison Blanche en janvier 2025 semblait être un motif de réjouissance à Moscou. En février de la même année, Washington a rompu avec ses pratiques antérieures et s'est rangé du côté de Moscou en mettant son veto à une résolution de l'Assemblée générale des Nations unies condamnant la guerre menée par la Russie contre l'Ukraine. Le scepticisme de Trump à l'égard de l'OTAN, le démantèlement de l'Agence américaine pour le développement international et son offensive contre les politiques de protection des droits des personnes LGBT semblaient tous annoncer une nouvelle politique étrangère américaine contre le multilatéralisme, anti-interventionniste et antilibérale – et donc tout à fait au goût de la Russie.

Mais Trump a également commencé à prendre des mesures concrètes pour affaiblir le pouvoir de l'ONU et d'autres institutions multilatérales – une combinaison sur laquelle la Russie s'était appuyée pour se démarquer. Début février 2025, la Maison-Blanche a ordonné au Département d'État de réexaminer toutes les adhésions et le financement des États-Unis au sein des organisations internationales. Cet été-là, Trump a retiré les États-Unis de l'Unesco. En janvier 2026, il a annoncé que les États-Unis se retireraient de 66 organismes internationaux, dont 31 agences des Nations unies. Sous son mandat, les États-Unis ont également retardé le paiement de leurs cotisations annuelles à l'ONU et menacé de suspendre tout nouveau financement, aggravant ainsi les difficultés financières de l'organisation.

Et Trump a mis en œuvre sa propre version de la diplomatie de réseaux en créant le Conseil de la paix. Lorsqu'il a invité Poutine à

rejoindre le conseil, nombre d'experts américains en politique étrangère y ont vu un signe de réhabilitation de la Russie. Mais la création du conseil a placé la Russie dans une position particulièrement délicate dès lors qu'il est apparu clairement que Trump attendait d'elle bien plus que la simple mise en œuvre de son plan de paix pour Gaza. Trump a clairement indiqué qu'il était l'autorité suprême du conseil et que la Russie n'y jouirait pas des mêmes privilèges que ceux dont elle bénéficie au Conseil de sécurité de l'ONU.

Dans une tentative de flatter Trump, Poutine a proposé de soutenir le budget du Conseil à hauteur d'un milliard de dollars, provenant des avoirs russes actuellement gelés aux États-Unis. Mais la Russie a boudé la réunion inaugurale du Conseil, et son ministre des Affaires étrangères a depuis déclaré qu'il «évaluait» les «modalités» du Conseil – un jargon diplomatique pour dire «la Russie ne va pas y adhérer». Poutine était loin de se douter que sa stratégie pour exercer une capacité de puissance mondiale nécessitait une ONU fonctionnelle au sein de laquelle la Russie aurait un poids égal à celui des États-Unis; l'adhésion au Conseil de la paix est une rétrogradation.

Une leçon d'humilité

La politique étrangère – ouvertement fondée sur la loi du plus fort – menée par Trump a également bouleversé les aspirations de Moscou. Pendant plusieurs décennies, le révisionnisme de la Russie s'est appuyé sur une croissance de sa puissance militaire. La manne financière procurée par les prix élevés du pétrole au cours de la première décennie du 21^e siècle a accéléré la modernisation militaire du pays et lui a permis de mener une politique étrangère moins conciliante. La Russie a revendiqué environ 20 % du territoire géorgien en 2008. Elle a annexé la Crimée en 2014. Un an plus tard, elle est intervenue dans la guerre civile syrienne pour soutenir Bachar al-Assad, lançant ainsi sa première opération à grande échelle en dehors de l'ancienne Union soviétique depuis la fin de la guerre froide.

En 2022, Poutine s'avait acquis une certaine assurance qui, il y a quelques décennies, était l'apanage des États-Unis. Si les États-Unis pouvaient recourir à la force

militaire pour atteindre leurs objectifs, la Russie le pouvait aussi. La décision de Poutine de lancer une invasion à grande échelle de l'Ukraine démontrait sa conviction que la puissance de la Russie ferait désormais la loi – ou, comme l'a formulé un éminent spécialiste russe des relations internationales quelques jours après le début de la guerre, que «les grandes puissances se comportent comme des grandes puissances».

Trump, cependant, a poussé ce principe à des extrêmes inédits. Bien qu'il ait mené une campagne sur un programme antiguerre, il a ordonné en 2025 le recours à la force contre sept pays – plus que n'importe quel autre président américain de l'ère moderne. Et il a engagé l'armée américaine contre des partenaires proches de la Russie. Ces démonstrations de puissance américaine ont déconcerté Moscou: les blogueurs russes patriotes ont réagi avec envie aux frappes américaines de juin dernier contre l'Iran et à la destitution éclair du dirigeant vénézuélien plus tôt cette année. La rapidité et le succès apparent de ces interventions contrastaient fortement avec la soi-disant opération militaire spéciale de la Russie, qui se voulait tout aussi rapide mais qui s'enlise désormais dans sa cinquième année.

Les opérations menées ou soutenues par les États-Unis ont pris pour cible des chefs d'État, aboutissant à la capture du président vénézuélien Nicolás Maduro et à l'assassinat du Guide suprême iranien, l'ayatollah Khamenei. Cela a particulièrement effrayé Poutine, qui semble être devenu plus craintif face aux attaques de drones et même aux tentatives d'assassinat ces derniers mois.

Les initiatives de Trump ont également mis en lumière la capacité réduite de la Russie à projeter sa puissance militaire au-delà de l'Ukraine. En juin dernier, la Russie s'est mise en retrait lorsque les États-Unis et Israël ont attaqué l'Iran. Et bien qu'elle ait apporté un certain soutien à Téhéran sous forme de transmission de données de ciblage et de conseils opérationnels, Moscou s'est abstenue d'intervenir directement pour défendre l'Iran dans la guerre actuelle. Le refus de la Russie de s'engager envers ses partenaires relève d'un calcul politique, et non pas seulement d'un manque de ressources. Pourtant, selon Moscou, Trump est en train de façonner un monde où «les faibles sont



battus», comme l'a déclaré le ministre russe des affaires étrangères Sergueï Lavrov lors d'une interview en mars. Pour s'assurer que les États-Unis ne puissent pas vaincre la Russie, ont laissé entendre des experts et des responsables russes, celle-ci ne doit laisser aucun doute quant à la dangerosité de ses armes nucléaires.

Faites attention à ce que vous souhaitez

Pendant des années, la Russie s'est moquée des règles, des normes et des institutions internationales. Mais autant la Russie résistait à un ordre mondial qu'elle considérait comme défavorable, autant cet ordre lui conférait pouvoir et prévisibilité. Aujourd'hui, la volonté de Trump de contourner l'ONU et de s'engager dans une diplomatie non conventionnelle menace d'affaiblir le droit de veto de la Russie. Et son enthousiasme pour le déploiement de la force militaire américaine fait passer la Russie pour un acteur de second plan. Ce n'est donc pas exactement le monde que Poutine voulait. Il espérait voir la Russie libérée de toute contrainte, pas les États-Unis. Il voulait que la Russie soit consultée sur les questions d'importance mondiale, et non ignorée. Trump n'a d'ailleurs même pas pris la peine d'accepter l'offre de Poutine, faite en septembre dernier, selon laquelle les deux pays s'engageraient à respecter la limitation actuelle des ogives nucléaires après l'expiration du New Start, le dernier traité sur les armes nucléaires entre les États-Unis et la Russie. Trump nous ramène tous et toutes « dans un monde où rien n'existait avant – ni droit international, ni système de Versailles, ni système de Yalta », s'est plaint Lavrov en mars.

La Russie espère désormais que Trump a vu trop grand. Neuf semaines après le début de sa campagne contre l'Iran, le président américain peine à mettre fin à ce qu'il a qualifié de manière rhétorique de « mini-guerre » ou d'« excursion » – et la Russie en profite. La fermeture du détroit d'Ormuz par l'Iran a bouleversé les marchés énergétiques mondiaux, poussant les États-Unis à assouplir leurs sanctions pétrolières contre la Russie. Les blogueurs russes se sont moqués de la guerre de Trump avec l'expression « Téhéran en trois jours » – un clin d'œil à « Kiev en trois

jours », l'expression ironique utilisée pour décrire l'arrogance du Kremlin qui croyait pouvoir vaincre l'Ukraine rapidement. Plus la manœuvre de Trump au Moyen-Orient se prolonge sans issue claire, plus la Russie pourrait en tirer profit – grâce à la hausse des prix du carburant et des engrais qu'elle exporte, au détournement vers le golfe Persique de munitions américaines essentielles pour la défense aérienne de l'Ukraine, et à la mise en évidence de l'incompétence américaine.

Mais il n'en reste pas moins que le monde de Trump pourrait ne pas être un milieu hospitalier pour la Russie. Trump pourrait s'en prendre ensuite à Cuba, l'un des partenaires les plus proches de la Russie dans l'hémisphère occidental, érodant encore davantage le pouvoir du cercle d'amis de Moscou. Plus fondamentalement, Trump ne semble pas disposé à traiter la Russie comme une grande puissance égale aux États-Unis – à consulter Poutine sur l'Iran et d'autres dossiers géopolitiques ; à s'appuyer sur l'ONU, où Moscou est l'égal de Washington, en tant que principale instance mondiale de maintien de la paix ; et à accorder à la Russie sa sphère d'influence. Au contraire, en démantelant le système international de l'après-guerre froide, Trump limite la place de la Russie. Et Moscou devra faire face à une situation plus chaotique, un monde dépourvu de cadres stables ou de règles du jeu fiables.

Source : [Foreign Affairs](#), 7 mai 2026.
Traduction ML et publié sur le site du [Réseau Bastille](#).

Hanna Notte est directrice du programme de non-prolifération en Eurasie au James Martin Center for Nonproliferation Studies. Elle est l'auteure de [We Shall Outlast Them: Putin's Global Campaign to Defeat the West](#).

Voir les articles de Hanna Notte sur [Foreign Affairs](#).

«Nous sommes en guerre contre Poutine»

Un entretien avec Nadya Tolokonnivova (membres des Pussy Riot)

«Nous ne nous contentons plus de nous opposer à Poutine, nous sommes en guerre contre lui», a déclaré Nadya Tolokonnikova au *Kyiv Independent* lors d'une rencontre à Kyiv. «À mes yeux, a-t-elle ajouté, toute déclaration moins audacieuse ne saurait être à la hauteur de la situation.» Nadya Tolokonnikova n'a jamais hésité à dire la vérité au pouvoir. Membre fondatrice de Pussy Riot, le collectif féministe et d'art performatif russe, elle est rapidement devenue un symbole mondial de la résistance créative et de l'opposition inébranlable à l'autoritarisme en Russie. Elle utilise sa position au sein de la délégation russe nouvellement formée à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE) pour attirer davantage l'attention sur les besoins de l'armée ukrainienne – une position qu'elle souhaite voir exprimée plus fort et plus souvent par l'opposition russe, ainsi que par les alliés de l'Ukraine.

Dans cet entretien, son premier avec un média ukrainien, elle revient sur son rôle inattendu dans la sphère politique, sur les défis auxquels est confrontée l'opposition russe après la mort d'Alexeï Navalny, et explique pourquoi elle estime que la voix la plus authentique de la culture russe émane désormais des prisonnières politiques.

Avec ce mélange caractéristique de vision artistique et d'honnêteté sans compromis, Nadya Tolokonnikova évoque l'importance de la clarté morale en temps de guerre et ses derniers projets visant à contrecarrer les tentatives d'influence culturelle de l'État russe, notamment au sein de la Biennale de Venise.

Propos recueillis par Kate Tsurkan

Ce n'est pas votre première visite en Ukraine depuis le début de la guerre à grande échelle. Qu'est-ce qui vous a amenée à Kyiv cette fois-ci ?

Je suis ici à titre privé pour voir des ami·es et manger des raviolis végétaliens après une semaine mouvementée à l'APCE. Mais la raison principale de ma venue est de rencontrer divers groupes de combattants russes au sein des forces armées ukrainiennes, et d'écouter leurs points de vue sur les sujets susceptibles d'être abordés à l'APCE et auprès des responsables politiques européennes. Je crois qu'il faut donner la priorité à leurs voix quand je le peux, et si nous discutons de l'opposition à la Russie, nous ne pouvons pas avoir cette conversation en 2026 sans parler d'elles et eux.

Parlons davantage de la délégation russe à l'APCE. Qu'est-ce qui vous a poussée à vous impliquer ?

Honnêtement, comme pour beaucoup de choses dans ma vie, je me suis lancée un peu sur un coup de tête. Je ne m'attendais pas vraiment à ce qu'elles et ils m'élisent au sein de la délégation, mais elles et ils l'ont fait. C'est une partie de l'histoire. Plus sérieusement, j'avais l'impression que l'opposition russe ne se montrait pas assez démonstrative lorsqu'il s'agissait d'encourager un soutien militaire plus fort à l'Ukraine. Beaucoup semblaient hésitant·es ou peut-être simplement indécis, mais je voulais entendre davantage de voix s'exprimer à ce sujet. Je me suis donc dit : pourquoi ne pas tenter ma chance moi-même ?

Quel est votre bilan général du travail de la délégation jusqu'à présent ? La délégation semble avoir réuni des personnes aux opinions et aux stratégies de communication très diverses – pensez-vous que cette dynamique a été productive ?

Je me considère avant tout comme une artiste, donc ma motivation personnelle dans cette démarche n'est pas d'essayer d'assumer un rôle de dirigeante au sein de l'opposition russe. Je n'ai jamais vraiment eu le sentiment d'en faire partie, et je n'ai jamais voulu appartenir à un parti, un forum ou un groupe. Il est important pour moi de garder une vision claire et les sens en éveil. Pour moi, le rôle d'un artiste est d'interpréter la réalité et de l'exprimer à travers l'art, et j'ai le sentiment de pouvoir le faire au mieux lorsque je ne suis rattachée à aucun groupe politique.

Depuis l'assassinat d'Alexeï Navalny, l'opposition russe traverse une période très agitée. Que les personnes l'aiment ou le détestent, son champ d'attraction était si puissant qu'il définissait une base. Mes opinions politiques diffèrent assez des siennes, mais j'ai toujours pensé que nous pourrions régler ces divergences une fois que nous aurions renversé Poutine.

Je ne tiens pas pour acquis que la délégation ukrainienne à l'APCE ne se soit pas opposée à notre présence dans cette enceinte après tout ce que la Russie a fait. C'est un immense geste de générosité de leur part.

Après la première session, j'ai rédigé une déclaration appelant à un soutien, y compris militaire, à l'Ukraine – j'estimais qu'il fallait clarifier les vaines paroles souhaitant la victoire de l'Ukraine sans soutien direct aux forces armées. J'étais fière que quatorze membres l'aient signée.

Mais au-delà des «déclarations fermes», qui sont désormais un peu un mème, nous avons réussi à trouver nos marques au sein du système de l'APCE. Au cours de cette session, j'ai pu rédiger et transmettre la première déclaration écrite issue de la plateforme. Elle condamne le retour de la Russie à la Biennale de Venise, et 71 délégué·es l'ont signée. Elle a également été présentée sous forme de proposition de résolution, ce qui constituait le premier document de travail de ce type issu de la plateforme. Elle aura un réel impact lorsqu'il s'agira de créer un rapport et

un groupe de travail sur la lutte contre le soft power russe.

L'Europe a une responsabilité à cet égard, et le Conseil de l'Europe est en effet un cadre propice à ce type d'action, car il joue un rôle de conseil et d'information sur ces questions.

Garry Kasparov a présenté sa vision ambitieuse d'un organisme gouvernemental «Taiwan russe», qu'il estime nécessaire pour faire avancer les objectifs des personnes partageant les mêmes idées – j'ai apprécié qu'il parle de personnes s'identifiant comme étant «en guerre» contre le régime russe actuel, et en ce sens, elles étaient plus unies aux Ukrainien·nes.

Un écrivain russe en exil m'a dit un jour qu'il aurait souhaité que Navalny se rende en Ukraine après s'être remis de son empoisonnement, au lieu de retourner en Russie, pour déclarer que l'avenir d'une Russie démocratique devait être étroitement lié au soutien d'une Ukraine libre et indépendante. Je suis curieuse : dans quelle mesure êtes-vous d'accord avec cela ?

Nous ne pouvons que spéculer après sa mort, mais s'il avait pris cette décision un an plus tard – une fois la guerre totale déclenchée –, peut-être que les choses auraient été différentes. Honnêtement, j'aurais adoré voir Navalny se battre aux côtés de quelqu'un comme (le journaliste russe installé en Ukraine) Peter Rujavin, qui sert actuellement dans la brigade Khartia.

Quant à celles et ceux qui ont repris le flambeau de son mouvement, j'aimerais simplement les voir collaborer plus étroitement pour soutenir l'armée ukrainienne. Ce serait vraiment génial, franchement.

Il est de plus en plus difficile de savoir ce qui se passe réellement en Russie ces jours-ci – on commence à avoir un peu l'impression d'être en Corée du Nord dans ce sens. Mais je suis curieuse : selon vous, combien y a-t-il encore de personnes en Russie qui mènent des actions de protestation ? Sont-elles une exception ?

Eh bien, je ne veux pas brosser le tableau d'une Russie future idyllique. Pour moi, 2014 a marqué le point de non-retour, et après février 2022, il est devenu vraiment impossible pour toute personne ayant une conscience



d'ignorer cela. Honnêtement, je pense que nous avons raté notre véritable chance d'agir en 2011-2012. C'était le moment où une protestation pacifique et symbolique aurait pu réellement faire la différence pour arrêter Poutine.

Je me souviens qu'à l'époque, on avait le choix entre se rendre sur la place Bolotnaïa à Moscou pour une manifestation légale ou organiser une immense manifestation près du Kremlin, ce qui aurait été illégal. Pour moi, il était évident qu'il fallait se rassembler illégalement. On ne renverse pas un régime en le demandant poliment. Il faut faire preuve de courage, il faut montrer les dents. Nous n'avons pas su le faire à l'époque.

J'ai un immense respect pour le courage des personnes qui continuent de manifester en Russie. Ce qu'elles font est extrêmement dangereux. Mais il faut être honnête et reconnaître qu'elles ne pourront pas renverser le régime de Poutine à elles seules. Le fait que nous n'ayons pas fait suffisamment pression lorsque nous en avons l'occasion en 2011 est quelque chose qui me remplit toujours de regrets.

Ilya Yachine, figure de l'opposition russe, a récemment fondé son propre parti politique en exil et a affirmé qu'il était important

de lutter contre le régime de Poutine non seulement avec des armes, mais aussi avec des mots. Est-il contre-productif de parler de lutter avec des mots à ce stade de la guerre ?

Cela dépend en grande partie du cadre de référence que l'on utilise. En ce sens, je me rallie vraiment au point de vue de Garry Kasparov : nous ne nous contentons plus de nous opposer à Poutine, nous sommes en guerre contre lui. À mes yeux, toute approche moins audacieuse est insuffisante pour faire face à la situation actuelle, alors que nous entrons dans la cinquième année d'une invasion à grande échelle et que la Russie continue de bombarder des hôpitaux et des maternités.

La guerre requiert toute une gamme de compétences. On peut se battre avec des mots : la guerre culturelle, la lutte pour le sens, constitue une part importante de la guerre hybride menée par la Russie et de sa propagande vers l'Occident. Par exemple, la Russie fait son retour à la Biennale de Venise cette année, et il est important de riposter par le langage et les idées ; c'est ce que je fais en tant qu'actrice culturelle. Je ne me bats pas physiquement – en ce sens, je me bats aussi avec des mots, mais je collecte des fonds et je fais des dons à l'armée ukrainienne.

En temps de guerre – en situation d'urgence – tout devient noir ou blanc. Il faut choisir son camp, et il n'y a pas de place pour l'ambiguïté ou l'indifférence. Prétendre le contraire n'est qu'un déni.

Nous avons tous un devoir, que ce soit dans ce qu'on appelle la « guerre culturelle », dans la quête de sens, dans le soutien apporté à celles et ceux qui sont en première ligne, ou dans le choix d'aller se battre.

Mon choix est toujours d'aider la victime, qu'il s'agisse de lui fournir une arme, du spray au poivre ou tout autre moyen nécessaire.

Depuis 2022, un débat fait rage : les Ukrainien·nes appellent l'Occident à boycotter la culture russe, ou du moins à l'aborder sous l'angle de la décolonisation, tandis que certaines en Occident – et au sein même de la communauté des exilé·es russes – avancent des arguments tels que « (le poète russe du 19^e siècle Alexandre) Pouchkine n'a rien à voir avec la guerre ». Pendant ce temps, l'État russe tente d'instrumentaliser ce débat à son avantage. Comment pouvons-nous parler de culture de manière constructive dans ce contexte ?

En ce qui concerne les Ukrainien·nes, je tiens à dire sans détour qu'elles et ils ont tout à fait le droit de décider elles et eux-mêmes comment elles et ils souhaitent s'engager – ou non – au sujet de la culture russe. Il est important d'écouter leur point de vue à ce sujet.

Dans ce contexte, j'ai choisi d'aborder les petites erreurs ponctuelles que je remarque chez des personnes – ces moments où elles tombent inconsciemment dans une mentalité ou un cadre de pensée impérialiste. J'essaie toujours de les corriger dès que je les repère. Quand je discute avec un·e critique d'art, par exemple, je lui demande comment elle ou il désigne ce qu'on appelait autrefois l'avant-garde russe. C'était autrefois un terme générique pour désigner les artistes ukrainien·nes, russes et bélarusses, mais aujourd'hui, on ne peut vraiment plus, en toute bonne conscience, continuer à utiliser cette étiquette.

J'aime soulever ces questions et contribuer à faciliter ces conversations. Je n'ai pas toutes les réponses moi-même, et je ne pense pas que ce soit à moi de décider. Mais je peux au moins aider à lancer la discussion.

Vous avez tout à fait raison de souligner que l'État russe tente de manipuler ce débat à son propre avantage, en présentant la Russie – de manière tout à fait absurde – comme une victime de la censure. Cela semble ridicule parce que ça l'est, mais nous ne devons pas sous-estimer notre adversaire. La guerre culturelle que mène l'État russe est incroyablement bien préparée, très bien organisée et extrêmement bien financée. Malheureusement, quand on observe l'opposition russe, on ne constate pas toujours le même niveau de détermination et de compétences organisationnelles.

Je pense que lorsque l'on évoque le lien entre la culture russe et la politique, la plupart des Occidentales/Occidentaux ne saisissent pas à quel point ce lien peut être réel. La Biennale d'art de Venise en est un exemple : c'est le gouvernement russe qui nomme le commissaire du pavillon et qui le finance. Vous vous êtes activement mobilisée pour tenter d'empêcher leur retour imminent ; comment se déroulent ces efforts ?

Nous avons contacté Pietrangelo Buttafuoco, le directeur de la Biennale de Venise, tant publiquement qu'en privé, mais nous n'avons reçu aucune réponse. Étant donné qu'il s'agit d'un fasciste de droite admirateur de Poutine, cela n'est pas vraiment surprenant. Je soupçonne qu'il a joué un rôle direct dans la réintégration du pavillon russe.

Nous avons un meilleur plan que Buttafuoco pour le pavillon russe. Ma suggestion est simple : je veux que les artistes les plus censuré·es aujourd'hui – les artistes russes emprisonné·es pour des raisons politiques pour leur opposition à Poutine et pour avoir soutenu l'Ukraine – représentent la Russie à la Biennale en 2026, 2028, et tant que la guerre durera.

La Biennale rend l'accès à son site très difficile. Mais nous sommes débrouillard·es – pensez aux actions de protestation les plus bruyantes de Pussy Riot. C'est tout ce que je peux dire pour l'instant à ce sujet. J'aime vraiment ce défi.

Je pense que ce sont celles et ceux qui purgent actuellement une peine de prison pour avoir courageusement pris position contre le Kremlin qui incarnent le mieux la culture russe d'aujourd'hui, qu'elles ou ils aient commis des actes audacieux comme

l'incendie d'un bureau de recrutement militaire ou qu'elles ou ils se soient simplement exprimés ou aient envoyé de l'argent pour soutenir l'Ukraine. Ce sont ces personnes que je souhaite voir représenter une version meilleure de la Russie, et en les mettant en avant, nous lançons un puissant message de protestation.

Au cours de cette session de printemps de l'APCE, nous avons inauguré une exposition intitulée «Resistance Imprisoned» (La résistance emprisonnée), que j'ai organisée en collaboration avec Emma Mathieu de la galerie Ritsch-Fisch, présentant les œuvres d'art de prisonnier-es politiques incarcéré-es en Russie, et qui a été très bien accueillie. Nous avons également raconté les histoires des prisonniers de guerre ukrainiens Pavel Artemenko et Ihor Kim, dont les proches ont visité l'exposition et l'APCE, ainsi que celle d'une civile ukrainienne en captivité, Iryna Navalna.

J'ai récemment lu un article sur Oleksa Hirnyk, un dissident ukrainien qui s'est immolé par le feu en 1978 sur la tombe de Taras Tchevtchenko pour protester contre la répression soviétique de la langue, de la

culture et de l'histoire ukrainiennes. Vous serez peut-être intéressée de savoir que l'une des dernières choses qu'Hirnyk a écrites était que les Occidentales/Occidentaux, en particulier, ne saisissent pas vraiment la menace que représente la Russie parce qu'elles et ils n'ont pas connu le système carcéral russe.

Oh, wow. Je suis d'accord avec ça - il y a un véritable fossé entre celles et ceux qui ont vécu cette expérience et celles et ceux qui ne l'ont pas vécue. Ce n'est pas quelque chose que je souhaiterais à qui que ce soit. Mais je remarque une sorte de clarté morale chez celles et ceux qui ont passé du temps dans une prison russe pour le «crime» d'avoir dit la vérité.

Source: [The Kyiv Independent](#), 30 avril 2026.
Traduction DE.

Kate Tsurkan est journaliste au [Kyiv Independent](#), où occupe notamment la rubrique culturelle, «[Explaining Ukraine with Kate Tsurkan](#)». Elle est cofondatrice du magazine [Apofenie](#).



L'internationalisme n'est pas un luxe, mais un mécanisme de survie

Un entretien avec Leila al-Shami et Oleksandr Kyselov

Leila al-Shami et Oleksandr Kyselov
dont interrogés par Anna Jikhareva
du *Wochenzeitung* (Zurich).

En politique internationale, il semble que seule la loi du plus fort prévale désormais. Le Forum économique mondial (WEF), qui se tient cette semaine à Davos, en est également le symbole. Assistons-nous à une nouvelle vague d'expansion impérialiste ?

LEILA AL-SHAMI

Nous nous dirigeons sans aucun doute vers un ordre mondial multipolaire dans lequel différents impérialismes se font concurrence. Il est triste qu'une grande partie de la gauche occidentale considère les formes non occidentales d'impérialisme comme des alternatives et méconnaisse leur nature impérialiste. Un monde dans lequel des puissances impériales luttent pour établir des sphères d'influence ne conduit qu'à une plus grande instabilité.

OLEKSANDR KYSELOV

Je n'ai pas vécu la vague de concurrence impérialiste pendant la Guerre froide, mais elle me rappelle certainement quelque chose. Bien sûr, l'impérialisme occidental a toujours cherché à s'étendre, mais au moins essayait-on de dissimuler cette aspiration derrière un engagement en faveur du droit international. Aujourd'hui, c'est tout le système qui est ouvertement remis en question. Quand Donald Trump dit que l'Europe est faible, il a raison : non seulement l'Ukraine dépend des États-Unis, mais l'Europe aussi. Et la menace russe est réelle – du moins pour les territoires d'Europe de l'Est que le

Kremlin considère comme faisant partie de sa sphère d'influence – tandis que Trump tente d'arracher le Groenland à son principal allié.

LEILA AL-SHAMI

Nous assistons actuellement à l'effondrement complet des normes internationales, à une politique essentiellement déterminée par la violence brute et la puissance. Cela tient notamment au fait que la Russie, l'Iran et le régime Assad n'ont jamais été tenus responsables de leurs atrocités en Syrie¹ ou en Ukraine. Les conséquences de cette impunité sont visibles à Gaza ou au Venezuela. Le plus terrible, c'est que l'effondrement de l'ordre libéral ne produit pas d'alternative de gauche, mais aide plutôt le fascisme et l'autoritarisme à accéder au pouvoir.

ANNA JIKHAREVA

La critique anti-impérialiste reste généralement centrée sur l'impérialisme américain. Vous deux, en revanche, avez vécu les conséquences de l'impérialisme russe : avant que l'agression russe ne s'intensifie en Ukraine à partir de 2014, la Syrie était un terrain d'essai pour les armes et les tactiques russes. Comment la stratégie impérialiste a-t-elle évolué au fil du temps ?

LEILA AL-SHAMI

La principale différence est que la Russie revendique l'Ukraine comme faisant partie de son propre empire, alors que le conflit en Syrie était de nature géopolitique : la Russie

1. Sur les leçons de la Syrie pour comprendre la résistance ukrainienne, voir Exilés syriens, «La guerre en Ukraine : dix leçons de Syrie», [Europe solidaire sans frontières](#), mars 2022.

voulait de l'influence dans la région. Tandis que les troupes iraniennes étaient déployées au sol, l'armée de l'air russe contrôlait l'espace aérien ; le Kremlin faisait valoir son influence dans les négociations internationales, torpillant toute tentative de l'ONU de demander des comptes au régime Assad. L'approche brutale de la Russie contre les civils était d'ailleurs aussi un instrument dans la lutte contre l'Occident : la Russie a dévasté des villes syriennes et provoqué ainsi une vague massive de réfugiés vers l'Europe. En même temps, elle finançait des groupes d'extrême droite là-bas pour qu'ils agitent contre les réfugiés. Une politique délibérée de déstabilisation.

OLEKSANDR KYSELOV

Les médias russes présentaient alors des symptômes presque schizophrènes : ils défendaient l'intervention en Syrie en prétendant soutenir les « frères syriens » dans la lutte contre l'impérialisme américain. Mais au moment où ces frères franchissaient la frontière en fuyant la guerre, ils devenaient aussitôt des « terroristes islamistes » qui tentaient de détruire la civilisation européenne. Les mêmes médias diffusaient deux récits complètement opposés.

ANNA JIKHAREVA

Leila al-Shami, en 2018, vous avez écrit un texte très commenté sur « l'anti-impérialisme des idiots ». Comment êtes-vous arrivée à ce terme ?

LEILA AL-SHAMI

À l'époque, les États occidentaux ont attaqué des installations militaires syriennes et des installations d'armes chimiques après que le régime Assad eut attaqué sa propre population avec des armes chimiques. Cette intervention limitée pour protéger la population a conduit à une mobilisation massive de la gauche occidentale – ce qui était très frustrant pour moi, car ces gens n'étaient jamais descendus dans la rue pour condamner les attaques du régime contre les écoles et les hôpitaux. Au total, il y a eu trois mobilisations de la gauche occidentale concernant la Syrie – et elles critiquaient toujours des interventions occidentales ciblées contre des objectifs militaires. Mais quand il y a eu plus tard une intervention occidentale majeure en Syrie contre l'État islamique, au cours de laquelle la ville de Raqqa a été complètement

détruite, la mobilisation était absente. Il n'y a eu aucun tollé, pas même une demande de protection de la population civile.

OLEKSANDR KYSELOV

La position de la gauche anti-impérialiste en Occident reflète pour moi une sorte d'eurocentrisme – simplement inversé : on se considère comme le plus grand malfacteur mondial, rien ne peut être comparé à ses propres méfaits. Au fond, ils refusent aux autres la possibilité même d'être mauvais. En ce sens, on ne peut pas non plus s'opposer à l'impérialisme russe et iranien, ni au régime Assad – car ce sont des adversaires du grand méchant, les États-Unis.

ANNA JIKHAREVA

Comment expliquez-vous cette vision étroite ?

LEILA AL-SHAMI

C'est un retour à l'idéologie de la Guerre froide, quand on divisait le monde en deux blocs. Mais ce monde n'existe plus. J'y vois aussi un narcissisme occidental : l'idée que seuls les hommes blancs peuvent influencer l'histoire et que tous les autres sont sans importance. Cette attitude est couplée à un refus d'écouter les voix du terrain – ce qui est également évident en Iran actuellement. Les gens souffrent tellement sous le régime répressif qu'ils ont vraiment d'autres soucis que d'éventuelles attaques américaines. Tout ce qui se passe dans le monde ne peut pas être ramené à l'échiquier géopolitique. Au lieu de cela, une analyse de classe serait appropriée, regardant les dynamiques internes et les conflits sociaux à l'intérieur d'un État. Les régimes autoritaires ne nous libéreront pas, nous devons donc ramener une perspective révolutionnaire, réapprendre à croire que la libération ne peut venir que d'en bas.

OLEKSANDR KYSELOV

Prenons l'exemple du Venezuela : bien sûr, le renversement de Maduro seul n'apportera pas de changements radicaux, bien sûr son éviction est problématique du point de vue du droit international. Mais on devrait montrer plus d'empathie, ne pas partir de concepts géopolitiques abstraits, mais des personnes concernées. Bien sûr, le contexte est important. Je viens d'Ukraine, j'ai mes préjugés et mes traumatismes que je projette. Je m'imagine à la place des Vénézuéliens : si

Trump faisait disparaître Poutine, cela pourrait conduire à une escalade. Mais pendant un moment, je serais quand même soulagé. C'est un sentiment humain quand il s'agit de quelqu'un qui a infligé tant de souffrances à vos compatriotes.

ANNA JIKHAREVA

N'est-il pas vrai que les frappes militaires de l'extérieur affaiblissent de toute façon la construction de mouvements sociaux à l'intérieur ?

LEILA AL-SHAMI

Pour revenir une fois encore à la Syrie : la gauche occidentale s'est même opposée aux demandes syriennes d'une zone d'exclusion aérienne. Personne en Syrie ne demandait de troupes terrestres américaines ou une occupation américaine du pays – précisément dans cette région, les gens en savent plus sur l'impérialisme américain que quiconque en Occident ; les Syriens s'identifient fortement aux peuples d'Irak ou de Palestine. Ils voulaient simplement une intervention pour protéger la population civile. Et la gauche occidentale voulait qu'ils se taisent et meurent plutôt que de soutenir une telle intervention. Ce n'est même pas un principe politique, mais de l'humanité élémentaire. Ce qui me trouble, c'est l'incapacité à se mettre à la place des autres, à comprendre leurs traumatismes.

OLEKSANDR KYSELOV

La tragédie ukrainienne, c'est qu'on souhaite une intervention de l'extérieur parce qu'on est soi-même totalement impuissant. Et la tâche de la gauche serait de s'organiser autour d'un sentiment commun d'injustice – et non de regarder les gens de haut. J'ai souvent eu affaire à des Iraniens dans le passé : ils ont protesté contre le régime dans le pays même, ont essayé de quitter le pays. Maintenant, le régime exécute ouvertement des gens dans la rue. Mais la gauche est seulement obsédée par l'impérialisme américain.

LEILA AL-SHAMI

En Syrie, je me suis toujours prononcée contre l'ingérence extérieure, celle de l'Occident autant que celle de l'Iran et de la Russie. Mais aux premiers jours de la révolution, j'ai

soutenu l'appel de l'Armée syrienne libre² pour des armes, qui représentait alors encore le mouvement démocratique. Mais même cet appel à des armes pour l'autodéfense a été critiqué par la gauche occidentale. On ne permet donc pas aux Syriens de se défendre, mais on ne soutient pas non plus d'autres États dans leur défense. Les gens n'ont pas d'autre choix que de mourir.

ANNA JIKHAREVA

Et quelle est votre position sur les livraisons d'armes occidentales à l'Ukraine ?

LEILA AL-SHAMI

J'ai une totale compréhension pour la position ukrainienne. Se défendre n'est pas une question idéologique pour les Ukrainiens, mais une lutte existentielle pour la survie. Il s'agit de savoir s'ils peuvent continuer à exister en tant que société ou non.

OLEKSANDR KYSELOV

Le rejet des livraisons d'armes me semble n'être qu'une attitude moralement impuissante qui cache l'absence d'une stratégie viable. J'ai récemment rencontré un gauchiste lituanien qui s'était engagé avec Die Linke en Allemagne parce qu'il voulait convaincre ses compatriotes de voter pour eux. Et puis le parti s'est positionné contre l'envoi de soldats de la Bundeswehr en Lituanie, un pays ouvertement menacé par la Russie. Que sont censés penser les gauchistes lituaniens des actions du Parti de gauche ? C'est similaire avec l'Ukraine : Die Linke dit que les armes n'apporteront pas la paix. Pourtant, la capacité à négocier repose sur le fait de pouvoir rejeter des demandes – et pour cela, on a simplement besoin d'armes³.

ANNA JIKHAREVA

L'une des grandes questions qui préoccupe la gauche ici est le réarmement en Europe, qui est censé servir la défense et qui est

2. L'Armée syrienne libre (ASL) a été formée en juillet 2011 par des officiers militaires syriens déserteurs. Dans sa première phase, elle représentait un bras armé du soulèvement démocratique contre le régime Assad avant que le conflit ne devienne de plus en plus fragmenté et militarisé.

3. Sur les dilemmes de la gauche concernant l'Ukraine, voir Oleksandr Kyselov, « Ukraine : le dilemme de la gauche dans un ordre mondial qui s'effondre : se préparer à se battre ou laisser d'autres décider du résultat ? », *Europe solidaire sans frontières*, février 2025.

principalement financé par des politiques d'austérité dans le secteur social. Comment doit-on aborder cela ?

OLEKSANDR KYSELOV

Dans ce contexte, je ne parlerais pas de défense, mais de préparation. Si une crise survient dans l'un de vos pays voisins, qu'il s'agisse d'une catastrophe écologique ou d'une guerre, des milliers de personnes se mettront en route. Cela deviendra à son tour un défi pour les systèmes sociaux des pays de destination. En conséquence, il faut être capable d'organiser cette situation d'urgence. À la lumière de mon expérience ukrainienne, il me semble absurde de prendre l'argent pour la sécurité dans le secteur social. Il se peut qu'on doive vraiment dépenser de l'argent pour la défense, y compris les armes. Mais en cas de guerre, il faut aussi des hôpitaux fonctionnels; il faut être capable d'augmenter considérablement l'offre de soins. Qu'on puisse traiter les victimes de guerre en plus des malades ordinaires dépend de si l'on a suffisamment de personnel.

ANNA JIKHAREVA

Donc au lieu de programmes d'austérité, il faut des investissements dans les infrastructures ?

OLEKSANDR KYSELOV

L'infrastructure ukrainienne dépend actuellement fortement des chemins de fer – et dans certains pays européens, ceux-ci ne fonctionnent même pas en temps de paix. Et l'infrastructure énergétique en Europe a déjà tant de problèmes à cause d'événements naturels mineurs qu'elle survivrait à peine à une guerre. L'Ukraine survit probablement en partie parce que l'infrastructure a été construite à l'époque soviétique – quand nous nous préparions à une guerre mondiale – et est donc résiliente. Beaucoup dépend aussi de si les gens sont prêts à défendre. Pourquoi risquer sa vie si l'on n'a aucun intérêt dans une communauté, un lieu, un pays ? Pourquoi aller au front si l'on sait que, s'il vous arrive quelque chose, il n'y a pas de soutien social ? Parler de sécurité est important, mais si l'on se concentre uniquement sur l'achat d'armes et qu'on fait des économies ailleurs, cela n'apportera pas la sécurité. Cette critique de l'action gouvernementale incompétente devrait être la position de gauche – et non que

la sécurité en général soit sans importance, car les préoccupations sécuritaires des gens sont justifiées⁴.

ANNA JIKHAREVA (WOZ)

Vous plaidez pour un dialogue entre les gauches d'Europe de l'Est et de l'Ouest. Quelles expériences faites-vous ?

OLEKSANDR KYSELOV

Dans les pays nordiques, il est plus facile d'entrer en dialogue : bien que toutes les positions de gauche qui existent dans d'autres pays européens y soient représentées, elles ne sont pas si dominantes; les contributions aux débats sur la politique de sécurité sont également plus diverses. Le problème, cependant, c'est que même les gauchistes qui soutiennent l'Ukraine n'ont pas d'idée concrète de ce que cela signifie. Le camp pacifiste de gauche est favorable à la paix sans savoir comment cette paix peut être atteinte. Et ceux qui soutiennent l'Ukraine se voient moralement dans leur droit à la réalisation de la justice, mais n'ont aucune idée non plus de comment cette justice peut être atteinte et ce qu'elle signifierait même dans le contexte ukrainien.

LEILA AL-SHAMI

Dans le contexte syrien, par exemple, être de gauche est complètement discrédité – et ce pour deux raisons. Premièrement, parce que le régime Assad se présentait rhétoriquement comme un régime socialiste et laïc. Et deuxièmement, à cause des diffamations des gauchistes occidentaux. Aujourd'hui, il est donc très difficile en Syrie de représenter une position de gauche, parce que pour les gens, elle n'est associée à rien de positif.

ANNA JIKHAREVA

Avez-vous également perçu un processus d'apprentissage chez les anti-impérialistes ?

OLEKSANDR KYSELOV

Certainement ! Au cours des dix dernières années, on a discuté beaucoup plus et beaucoup plus ouvertement des problèmes de la pensée en bloc. Je crois aussi que beaucoup de ceux qui rejetaient la lutte des Syriens

4. Voir Oleksandr Kyselov, « On ne peut pas combattre le fascisme avec des fleurs », *Lignes de mire*, n°2, 30 août 2025.

ont changé d'avis concernant l'Ukraine parce qu'ils s'identifiaient plus fortement aux Ukrainiens, parce qu'il y avait de meilleures connexions là-bas. Je vois bien une plus grande volonté d'écouter qu'il y a dix ans.

LEILA AL-SHAMI

C'est comme si chaque nouvelle crise révélait la faillite de l'ancienne approche - quand on y est confronté, on est forcé de formuler une alternative.

ANNA JIKHAREVA

Leila al-Shami, vous faites partie du réseau The Peoples Want. De quoi s'agit-il ?

LEILA AL-SHAMI

C'était à l'origine une initiative de réfugiés et d'exilés syriens de différents pays qui se sont réunis pour discuter précisément des questions dont nous avons parlé - et pour réfléchir à ce à quoi pourrait ressembler un internationalisme progressiste pour le 21^e siècle. Entre 2009 et 2019, une décennie de soulèvements mondiaux de masse, nous avons régulièrement réuni des révolutionnaires et des personnes impliquées dans des luttes sociales partout dans le monde. Un réseau en est né dans lequel on cherche des moyens de vivre la solidarité pratique et de s'entraider. Notre manifeste récemment publié analyse la dernière décennie et présente une proposition pour un nouvel internationalisme.

ANNA JIKHAREVA

Et que proposez-vous ?

LEILA AL-SHAMI

C'est essentiellement simple: s'éloigner du regard géopolitique, vers les perspectives des gens sur le terrain. L'un de nos axes est de créer un espace de discussion et de collaboration, à travers des festivals ou des formats en ligne. Construire de vraies connexions, discuter des complexités, mieux se comprendre. Et - c'est le plus important - être solidaires et se soutenir mutuellement, pour que les gens ne restent pas coincés dans ces alliances tactiques inconfortables dont nous avons parlé: qu'ils doivent accepter des armes ou de l'argent d'autres États. Et se demander comment nous pouvons renforcer les mouvements eux-mêmes.

ANNA JIKHAREVA

Qui pourraient être les principaux acteurs du nouvel internationalisme ?

OLEKSANDR KYSELOV

Je ne crois pas qu'il faille des personnes différentes, mais plutôt une nouvelle approche: au lieu d'imposer ses propres idées aux autres, on devrait rassembler les gens autour des questions qui sont importantes pour eux, des questions sociales quotidiennes à la sécurité. De cette lutte commune, des connexions durables peuvent alors être construites - et de là à son tour quelque chose de politique peut être formulé. En Suède, où je vis, il y a un bon exemple d'organisation des communautés migrantes. Les Solidariska Byggare⁵, un syndicat syndicaliste, dit: d'accord, peut-être que les gens ne veulent pas parler de syndicalisme, mais de salaires. Alors ils ont commencé à organiser des migrants, la plupart venant d'Ukraine - d'abord des hommes du secteur de la construction, parce qu'ils étaient plus faciles à atteindre, maintenant beaucoup de femmes de ménage, dont la plupart sont des femmes. Avec le temps, ils ont aussi appris davantage sur le contexte politique des personnes concernées, leurs conditions de travail. Une lutte très inspirante.

ANNA JIKHAREVA

Cela peut fonctionner localement. Mais qu'est-ce qui pourrait être un facteur unificateur au niveau international ?

LEILA AL-SHAMI

À travers des discussions communes, les gens découvrent rapidement qu'ils ont plus de choses en commun que de choses qui les séparent. Des problèmes comme la crise climatique sont mondiaux, les ennemis sont aussi les mêmes - et bien organisés: nous sommes confrontés à une internationale fasciste mondiale. Nous devons donc nous organiser nous aussi, sinon nous sommes dans une position faible. L'internationalisme n'est pas un luxe qui s'ajoute à la lutte nationale

5. Solidariska Byggare (Bâisseurs solidaires) est un syndicat syndicaliste suédois affilié à la SAC (Sveriges Arbetares Centralorganisation), qui organise les travailleurs indépendamment de leur statut migratoire et a été particulièrement actif dans la défense des droits des travailleurs migrants.

et locale – c’est un mécanisme de survie. On le voit aussi dans le fait que les mouvements qui ont fait de l’internationalisme une stratégie clé sont les seuls à avoir survécu à long terme – les Kurdes, les Palestiniens ou les zapatistes⁶.

OLEKSANDR KYSELOV

Ce qui compte, ce sont les intérêts communs. Souvent, la gauche a un vocabulaire très élaboré pour décrire la situation dans le monde. Un vocabulaire qui m’est à peine compréhensible même avec un diplôme en sociologie. Au lieu de cela, on devrait commencer son analyse par ce qui est important pour les gens. J’aime l’idée de frapper aux portes. La gauche aux États-Unis fait cela; entre-temps, la pratique est de plus en plus adoptée en Europe aussi. On n’y va pas pour agiter les gens, mais pour demander ce qui est important dans leur quartier. On construit une connexion en écoutant. Sur cette base, des idées peuvent être formulées dans lesquelles les gens se reconnaissent.

ANNA JIKHAREVA

Qu’est-ce que le mouvement d’exil syrien et la résistance ukrainienne peuvent apprendre l’un de l’autre ?

LEILA AL-SHAMI

Je crois que nous avons déjà beaucoup appris les uns des autres. L’ampleur de la solidarité mutuelle est vraiment belle à voir – et une partie vient du fait que nous avons un ennemi commun en Russie. L’autre est une sorte de lien traumatique qui est né de la réaction d’une grande partie de la gauche occidentale à notre situation. Je connais beaucoup de Syriens qui ont été en Ukraine ces dernières années, des médecins, des membres de la défense civile. Je me souviens encore comment les Casques blancs syriens⁷ ont

informé les Ukrainiens des attaques «double tap» de la Russie : que l’armée bombarde un bâtiment puis attend l’arrivée des secours pour frapper à nouveau, afin qu’il y ait le plus de victimes possible. De telles connexions ne feront qu’augmenter. En fait, je suis assez optimiste en ce moment. Plus la situation empire, plus les gens comprennent qu’ils doivent s’organiser.

OLEKSANDR KYSELOV

C’est là-dessus que je fonde aussi mon espoir. Dans une situation de crise, il est très difficile de changer quoi que ce soit parce que la plupart des gens sont occupés à survivre. Mais les crises ne se produisent pas partout simultanément – il reste donc encore du temps pour se préparer.

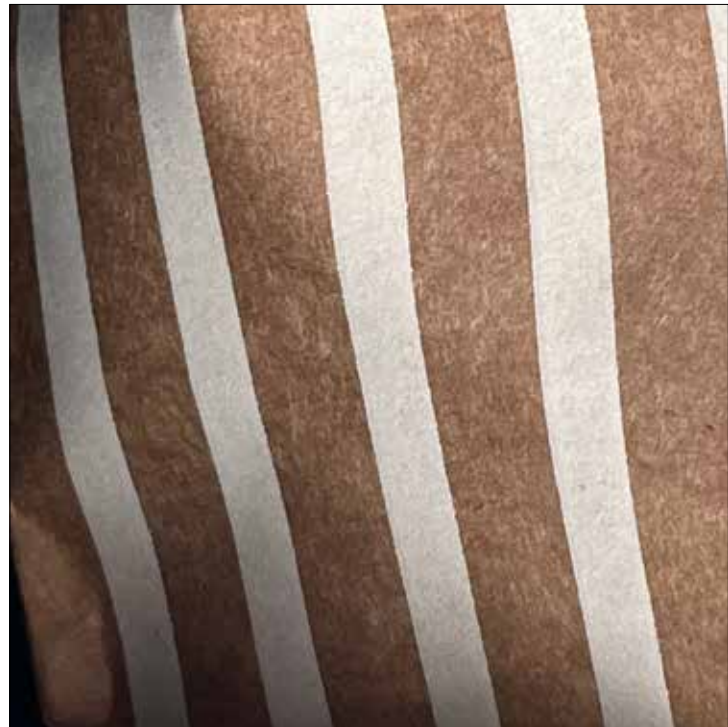
Source : *Die Wochenzeitung*. Traduit pour ESSF par Adam Novak.

Britannico-syrienne, Leila al-Shami vit en Écosse et est coautrice de *Burning Country. Syrians in Revolution and War* (2016). Elle est engagée dans le réseau internationaliste The Peoples Want, dont le manifeste est disponible sur <https://thepeopleswant.org/en/manifesto>.

Oleksandr Kyselov est membre du conseil de Sotsialnyi Rukh une organisation socialiste ukrainienne fondée en 2015. Originaire de Donetsk, il est actuellement assistant de recherche à l’Université d’Uppsala en Suède.

6. Sur la position zapatiste concernant l’Ukraine, voir «Aucune concession à aucun impérialisme ! La position claire des zapatistes sur l’Ukraine», *Europe solidaire sans frontières*, juillet 2025.

7. Les Casques blancs, officiellement connus sous le nom de Défense civile syrienne, sont une organisation de volontaires opérant dans les zones de Syrie tenues par l’opposition. Fondés en 2014, ils effectuent des recherches et des sauvetages urbains en réponse aux bombardements et on leur attribue le sauvetage de milliers de vies.



Du « droit des citoyen·nes » au « privilège de l'État » : la fin de l'Internet libre en Iran

Ali Fotovvati

Dans une conversation avec Ali Fotovvati de Radio Zamaneh, Amir Rashidi, expert en sécurité numérique, met en garde contre le fait que l'Iran est en train de remplacer le droit à l'accès à Internet par un système de connectivité privilégiée fondé sur les classes sociales.

Amir Rashidi soutient que les attaques militaires et les tensions politiques ont donné aux autorités une occasion en or de finaliser l'ancien projet d'« accès classifié » ; un système dans lequel l'accès au monde libre n'est plus un droit, mais un privilège distribué en fonction de la profession, de l'âge et du statut social. Rashidi estime que nous devons nous préparer aux pires scénarios.

La perturbation prolongée d'Internet en Iran, comme le montrent les données de *NetBlocks*, est devenue une situation stable et structurelle ; une situation qui, après avoir dépassé les 55 jours, figure parmi les plus longs cas de « black-out numérique » dans les pays connectés à l'Internet mondial. L'enregistrement de plus de 1 272 heures de coupure ou de perturbation grave n'est pas seulement un indicateur quantitatif de cette crise, mais aussi le signe d'un changement dans l'approche de l'État vis-à-vis d'Internet en tant qu'infrastructure publique.

Dans de telles conditions, ce qui importe encore plus que la coupure elle-même, ce sont ses conséquences à plusieurs niveaux : de l'économie à la structure sociale, en passant par la perception publique de la situation du pays. Des rapports publiés par des médias tels que Reuters montrent que les restrictions d'accès à Internet ont directement exacerbé les inquiétudes liées aux moyens de subsistance et aggravé le sentiment d'incertitude au sein de la société. Cette

préoccupation ne découle pas seulement de la perturbation des communications, mais du fait que, ces dernières années, Internet est devenu l'un des principaux piliers de l'économie et de l'emploi, et que sa suppression ou sa restriction entraîne une série de bouleversements économiques.

Au niveau microéconomique, les entreprises dépendantes des marchés internationaux ou même des réseaux sociaux ont dû faire face à la perte de client·es étranger·es et à l'interruption de leurs sources de revenus en devises étrangères. Pour les *start-ups* et les petites entreprises en particulier, cela signifie la suspension, voire la destruction totale de leur activité. Au niveau macroéconomique également, certaines estimations font état de pertes se chiffrant en milliards de dollars.

Parallèlement, les conséquences sociales et en matière de droits humains sont également importantes. La restriction de l'accès à Internet perturbe la libre circulation de l'information et réduit la possibilité de suivre la situation des détenu·es ou de mener des reportages indépendants. Cela devient particulièrement grave dans des contextes où la transparence officielle est limitée, et peut laisser les familles et l'opinion publique dans un état d'ambiguïté et d'incertitude.

Un modèle d'accès sélectif

La transformation la plus importante ici est peut-être la consolidation progressive d'un modèle d'« accès sélectif » à Internet, modèle actuellement mis en œuvre par le biais de programmes tels que « Internet Pro ». Dans ce cadre, Internet n'est plus défini comme un droit universel, mais

est transformé en un service soumis à autorisation dont la disponibilité dépend de la position professionnelle, économique ou institutionnelle des personnes

Les informations actuelles suggèrent qu'« Internet Pro » n'est pas simplement un ensemble de services techniques destinés au commerce, mais un régime d'accès par liste blanche dans lequel les secteurs approuvés bénéficient d'une connectivité mondiale plus stable et moins filtrée par l'intermédiaire des chambres de commerce, des structures d'octroi de licences et des opérateurs de télécommunications. Les médias liés à l'État l'ont décrit comme une option spécialisée pour les « activités professionnelles », tandis que les observateurs/observatrices des droits numériques y voient la poursuite d'une trajectoire politique visant à créer des canaux privilégiés pour certains groupes plutôt qu'à rétablir un accès ouvert pour tous et toutes.

Le lundi 20 avril 2026, des informations ont fait état du fait que le secrétariat du Conseil suprême de sécurité nationale, dans une décision qui a servi de base à la mise en œuvre du programme « Internet Pro », avait établi un nouveau cadre régissant l'accès sélectif à l'Internet international pour les entreprises. Le même jour, Reza Alizadeh, président de la Commission de l'industrie et des mines du Parlement, a annoncé que, dans un premier temps, les titulaires de cartes commerciales avaient obtenu un accès stable à l'Internet international par l'intermédiaire de la Chambre de commerce ; dans un deuxième

temps, les organisations et institutions liées à la production et au commerce ont également été connectées à ce réseau, sous réserve de « considérations de sécurité ». Il a souligné que toute décision concernant l'extension ou la restriction de ces formes d'accès relevait en dernier ressort du Conseil suprême de sécurité nationale. Dans ce même cadre, les opérateurs de téléphonie mobile ont également été tenus de mettre en œuvre le programme « Internet Pro ».

L'émergence d'une forme d'Internet à caractère de classe

Les déclarations de responsables tels que Reza Alizadeh suggèrent que ce processus n'est probablement pas temporaire, mais s'inscrit dans une politique structurelle décidée au niveau de la sécurité. Le résultat concret de cette approche est l'émergence d'une forme d'Internet à caractère de classe : un système dans lequel une partie de la société a accès à un Internet international stable, tandis que la majorité des utilisateurs/utilisatrices se retrouve confrontée à de sévères restrictions, à des coûts élevés et à des outils de connexion peu sûrs. Il s'agit d'un système fondé sur les classes sociales, car la connectivité n'est plus distribuée sur la base d'une citoyenneté égale, mais en fonction du statut institutionnel, du pouvoir d'achat et de la proximité avec les secteurs agréés. Les détenteurs/détentrices de cartes commerciales, les entreprises agréées et les personnes liées à des institutions reconnues



bénéficient d'un accès privilégié, tandis que les utilisateurs/utilisatrices ordinaires sont contraint·es de se tourner vers des services dégradés, des outils de contournement coûteux et des marchés opaques. En ce sens, l'État ne se contente pas de restreindre l'Internet ; il le stratifie.

Ce fossé ne fait pas que creuser les inégalités numériques, mais alimente également la croissance de marchés opaques, tels que celui de la vente de VPN, et accroît même les risques de sécurité pour les utilisateurs/utilisatrices.

Dans l'ensemble, il semble que ce qui s'est passé au cours de ces 55 jours et jusqu'à présent soit le signe d'un changement de paradigme dans la gouvernance de l'Internet en Iran. S'il venait à se consolider, ce paradigme pourrait avoir des conséquences bien au-delà des communications, affectant l'économie, la société et même la relation entre les citoyen·nes et la structure du pouvoir.

Lors de notre entretien avec Amir Rashidi, expert en sécurité numérique, nous avons exploré ces transformations. Il souligne que l'un des enjeux majeurs réside dans le fait que ce dont on parle aujourd'hui sous des appellations telles que « Internet Pro », « VPN légal » ou « Internet de classe » n'est en réalité pas un phénomène nouveau, mais un projet qui, selon ses propres termes, existe dans l'élaboration officielle des politiques depuis au moins sept ou huit ans, son infrastructure ayant été progressivement mise en place au fil du temps. Selon M. Rashidi, la guerre récente n'a fait que servir d'« accélérateur », en fournissant la volonté politique nécessaire à la mise en œuvre complète de ce projet.

Rashidi explique que le principal changement ne s'est pas produit uniquement au niveau technique, mais aussi au niveau de la définition des notions de « droit » et de « privilège ». Dans ce nouveau modèle, dit-il, l'Internet est devenu un privilège pouvant être attribué de manière sélective ; un privilège accordé en fonction des caractéristiques personnelles ou professionnelles des individu·es. Cela signifie que certain·es utilisateurs/utilisatrices peuvent avoir accès à des parties d'Internet qui restent bloquées pour d'autres, tandis que de larges segments de la société sont de fait privés d'un accès libre à l'information. Rashidi explique :

Nous entrons dans un domaine où Internet n'est plus reconnu en Iran comme un « droit », mais plutôt comme un « privilège ». En termes simples, cette approche signifie que l'accès des personnes aux contenus en ligne sera classé en fonction du statut professionnel et, probablement à l'avenir, selon des facteurs tels que le sexe, l'âge, le niveau d'éducation et d'autres critères similaires ; de telle sorte que certains groupes ne seront autorisés à consulter que des parties spécifiques du contenu Internet et se verront interdire l'accès à d'autres parties. Ce qui était autrefois prédit comme « l'avenir d'Internet en Iran » est désormais devenu la réalité actuelle. En résumé, la conséquence de ce processus est que la notion même de « droit à l'accès à Internet » n'existera plus en Iran et sera remplacée par un « privilège d'accès ».

Il poursuit en soulignant les conséquences concrètes de ce changement, affirmant que même dans des conditions où l'on pourrait croire qu'Internet a été « rétabli », les indicateurs de trafic montrent que l'accès réel a fortement diminué. Faisant référence à la période qui a suivi le soulèvement de janvier 2026, il explique que, bien que les VPN aient été actifs, le volume global du trafic Internet du pays avait chuté d'environ 50% ; un signe qu'une grande partie des utilisateurs/utilisatrices avait, dans la pratique, été exclue du cycle d'accès. Selon lui, même si Internet revient en termes relatifs dans un avenir proche, il est peu probable que les conditions reviennent à leur état antérieur, et ce même schéma d'accès limité et inégal se poursuivra très probablement.

L'avenir des VPN et la fracture numérique

Nous lui avons demandé si les outils de contournement de la censure pouvaient encore garantir un accès libre. Il répond que, à court terme, ces outils pourraient encore conserver une certaine efficacité relative, mais qu'à long terme, à mesure que les infrastructures de contrôle et de gestion du trafic seront achevées, même ce niveau d'accès limité pourrait disparaître. En d'autres termes, le scénario dans lequel seule une partie de la société a accès à l'Internet mondial pourrait progressivement s'ancre :

Je pense que, dans un avenir pas si lointain, les communications seront coupées, même si nous n'en serons peut-être pas témoins dans l'immédiat. Par exemple, nous avons constaté qu'après les événements du soulèvement de janvier 2026, alors que l'impression générale était que l'Internet avait été rétabli et que de nombreux VPN étaient actifs et utilisés par les internautes, une analyse du trafic total entrant et sortant de l'Iran a révélé une baisse de 50%. En d'autres termes, bien qu'Internet ait été reconnecté et que les VPN fonctionnaient, la moitié du trafic réseau avait disparu. Cette situation correspondait à la période précédant l'attaque américaine et israélienne contre l'Iran. Si l'on imagine que demain un accord soit conclu au Pakistan ou ailleurs, que la guerre prenne fin et qu'Internet soit rétabli, alors au mieux, nous connaissons des conditions similaires à celles qui ont suivi le soulèvement de janvier 2026 ; ce qui signifie que nous serons probablement confrontés à une baisse de 50% du trafic. Dans ces conditions, les VPN fonctionneront probablement encore, mais comme je l'ai mentionné, je pense qu'à long terme, nous devons nous préparer à une situation où même ces 50% de trafic restants pourraient ne plus exister.

Au cours de notre entretien, nous avons également abordé l'un des termes qui fait beaucoup parler de lui ces derniers temps : la « vente de configurations ». Rashidi explique qu'une « configuration » est en réalité un fichier ou un ensemble de paramètres qui indique à une application VPN comment se connecter à un serveur spécifique. Mais le point crucial est que, dans les conditions actuelles, ces services sont fournis depuis l'intérieur de l'Iran, ce qui, selon lui, est pratiquement impossible sans un accès spécial ou sans disposer de Starlink. Il évoque deux scénarios principaux : soit les fournisseurs de ces services disposent d'une forme d'accès à une infrastructure officielle et « sur liste blanche », soit ils utilisent des outils tels que l'Internet par satellite. Dans les deux cas, ce qui s'est mis en place, c'est un marché opaque au chiffre d'affaires élevé, dans lequel l'accès à Internet est lui-même devenu une marchandise que l'on peut acheter et vendre. Comme le fait remarquer Rashidi :

En général, il n'y a que deux possibilités. La première concerne les personnes qui, d'une manière ou d'une autre, ont des liens avec la structure et l'appareil derrière les coupures et le filtrage d'Internet, et dont les serveurs ont en fait été validés, mis sur liste blanche. L'autre groupe est constitué de celles et ceux qui possèdent Starlink, ou qui opèrent via Starlink et l'utilisent pour créer et vendre ces VPN. Ou bien il y a des personnes qui possèdent Starlink et veulent simplement aider, et mettent ces outils à la disposition des gens gratuitement. D'une manière générale, cela ne sort pas du cadre de ces deux possibilités : soit vous êtes lié d'une manière ou d'une autre à un endroit où vous pouvez tirer profit de la corruption et de la discrimination et gagner de l'argent, soit vous avez pris ce risque, vous disposez de Starlink et vous fournissez ces services via la connexion Starlink dont vous disposez.

En ce qui concerne la sécurité de ces outils, Rashidi souligne qu'il n'existe pas de réponse définitive. Selon lui, le niveau de sécurité dépend d'une série de facteurs, notamment le degré de confiance accordé au fournisseur, la mise en œuvre technique et le type d'attaques susceptibles d'être menées. Dans le cas le plus simple, le fournisseur peut voir à quels services l'utilisateur se connecte, mais dans des scénarios plus complexes, il peut également être possible d'accéder au contenu des communications ou de le manipuler.

En réponse à la question de savoir si cette situation peut perdurer, Rashidi estime que le gouvernement iranien se prépare à un tel scénario depuis des années, et que les coûts économiques à eux seuls ne suffiront probablement pas à mettre fin à cette politique ; surtout dans un contexte où des crises plus importantes, telles que des tensions militaires ou des pressions internationales, sont déjà en cours.

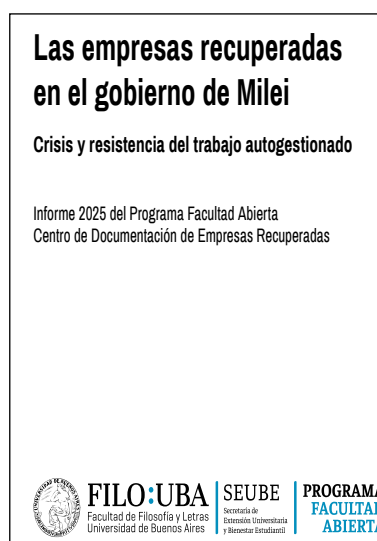
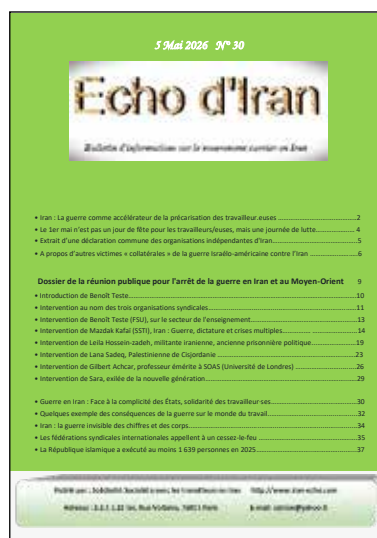
Selon lui, espérer que la pression économique à elle seule conduise à la réouverture d'Internet n'est pas particulièrement réaliste. Il souligne plutôt que les utilisateur-trices et les militant-es doivent se préparer aux « pires scénarios » ; un scénario dans lequel l'Internet libre n'est plus une condition par défaut, mais une possibilité limitée, instable et inégale :

Ils se préparent à de telles conditions depuis des années, et malheureusement, les avertissements que nous avons lancés ne se sont pas révélés très efficaces. C'est pourquoi je ne pense pas que le simple fait d'espérer que cela engendre des coûts économiques puisse suffire à mettre fin à un tel système. À l'heure actuelle, vous êtes en situation de guerre. Si la fermeture du détroit d'Ormuz et la politique américaine se poursuivent, je doute que la situation économique du pays puisse rester stable plus d'un ou deux mois. En conséquence, vous vous trouvez confronté·es à des problèmes bien plus graves. Si l'on parle d'économie, je ne pense pas que cela puisse laisser beaucoup d'espoir que la pression économique puisse réduire les restrictions. Je ne suis pas très optimiste quant à un tel scénario, et je pense qu'il est absolument urgent que nous changions nos stratégies et, en fonction des nouvelles conditions, que nous envisagions de nouvelles méthodes et de nouvelles stratégies et que nous nous préparions aux pires scénarios.

Source [Radio Zamaneh](#), 23 avril 2026.
Traduction DE.

ADRESSES À VISITER

[CLIQUER SUR LES IMAGES](#)



La Syrie aujourd'hui. Où en était-elle ? Où en est-elle ? Et où va-t-elle ?

Yassin al-Haj Saleh

29

La Syrie a connu deux révolutions après 2011 : une révolution contre le régime d'Assad, animée par un esprit démocratique et une profonde dimension nationale et populaire, s'appuyant sur des formes de contestation d'abord pacifiques, puis à la fois pacifiques et armées, dans le sillage du « Printemps arabe ». La seconde révolution, apparue en 2012, était de nature salafiste djihadiste. Elle s'inscrivait dans un contexte rappelant la guerre civile en Irak consécutive à l'occupation américaine, privilégiant des méthodes d'action élitistes et fondamentalement violentes. Nous parlons de « révolution » dans ce dernier cas car elle aspirait à un changement radical fondé sur la théorie salafiste et la méthode djihadiste. La révolution syrienne était celle de la société, elle émanait de la base, alors que la révolution salafiste djihadiste était une révolution imposée à la société, venue d'en haut. Le Front al-Nosra, puis Daech ont été les deux forces radicales de cette « révolution nihiliste », hostile à l'État, à la société, à l'entité syrienne et au monde entier. Toutefois, leur modèle dominant a influencé d'autres formations salafistes, notamment Jaych al-Islam (Armée de l'islam) et Ahrar al-Cham (Mouvement islamique des hommes libres de Cham), qui étaient, il n'y a pas si longtemps, des « frères de doctrine ».

Ces deux révolutions ont été vaincues. La révolution syrienne a été écrasée par le régime, à partir de la mi-2012, lorsque le cadre national du conflit syrien a commencé à s'effondrer, puis par les salafistes djihadistes en 2013 et 2014. Toute une génération de révolutionnaires, hommes et femmes, qui avaient pensé la politique et la révolution dans un cadre national et développé une conscience politique et des droits humains,

a été tuée, portée disparue, arrêtée, torturée, ou contrainte à l'exil dans des pays proches ou lointains. Les salafistes djihadistes, quant à eux, ont été défaits entre 2016 et 2017. La première année, Hayat Tahrir al-Cham (HTC), anciennement le Front al-Nosra, a rompu avec Al-Qaïda et entamé des efforts pour se normaliser dans sa zone qu'il contrôlait à Idleb et sur la scène internationale. L'année suivante, Daech a été anéanti par une coalition internationale dirigée par les États-Unis, dont le Parti de l'union démocratique (PYD) kurde constituait les forces terrestres.

En [décembre] 2024, le régime d'Assad s'est lui-même défait, payant cet échec de sa survie. Les trois principaux acteurs du conflit syrien ont ainsi été vaincus. Qui a donc gagné ? « L'Entité sunnite ».

L'Entité sunnite

Il s'agit d'une force politico-religieuse qui dominait Idleb et certaines de ses régions, y imposant une forme stricte de régime autoritaire conservateur. Elle s'est cependant distinguée par une discipline relativement forte, un instinct de survie aiguisé et une grande capacité d'adaptation aux bouleversements : accords de désescalade sous l'égide de la Russie et de la Turquie, amélioration des relations avec le voisin turc, et tentatives de rapprochement avec les Américains et les puissances occidentales en rejetant le terrorisme et en épargnant les intérêts occidentaux. Elle a ensuite su tirer parti de l'affaiblissement de l'influence iranienne et de la puissance du Hezbollah à la suite de la guerre israélienne contre ce dernier en 2024.

Depuis un an et quatre mois, la Syrie est gouvernée par une coalition élargie autour

de la force centrale de cette entité sunnite : Hayat Tahrir al-Cham. Son style de gouvernance ne présente aucune spécificité radicale qui la distinguerait des autres régimes arabes ou de son prédécesseur, le régime d'Assad. La composition de ce nouveau régime est certes structurellement extrémiste, mais il ne s'agit pas de l'idéologie salafiste djihadiste, mais plutôt de sectarisme sunnite. L'extrémisme consiste pour un groupe social spécifique à chercher à se substituer à tous les autres ou à les annuler politiquement. Le sectarisme (ou confessionnalisme) consiste pour des élites confessionnelles à accaparer l'État public, avec tout ce que cela implique de marginalisation des autres. Nous avons donc affaire à un extrémisme aux racines sectaires qui limite le pouvoir aux personnes issues de la « communauté sunnite », plutôt qu'à une idéologie militante se référant au djihad. En cela, aucune différence probante avec l'extrémisme structurel du régime d'Assad.

Qu'est-ce qui caractérise cette communauté sunnite aujourd'hui ? Le fait qu'une grande partie d'entre elles est l'héritière d'une expérience de déracinement [déplacement] violente, prolongée et traumatisante, qui a touché des millions de personnes dans toutes les régions du pays : de Hauran au sud, aux quartiers les plus pauvres de Damas, à ses banlieues et campagnes, en passant par Homs (ville et campagne), les zones rurales de Hama, d'Alep-est et ses campagnes, jusqu'à Raqqa et Deir ez-Zor. S'en trouvent exclues les classes moyennes supérieures des villes (certaines villes, pas toutes). Il ne s'agit pas systématiquement d'un déracinement géographique, même si celui-ci est massif (plus de deux millions de déplacés dans le Nord, plus d'un million dans des camps, sans compter les réfugiés dans les camps d'Al-Tanf en Syrie, en Jordanie, au Liban, en Turquie, et les millions d'autres exilés à travers le monde). Bien au-delà de la géographie ce déracinement se traduit par une vulnérabilité politique, sociale, sécuritaire et psychologique extrême, qui est le fruit des conditions de guerre, de l'absence de services, de l'effondrement de l'éducation et de l'aggravation de la pauvreté. Cette situation a perduré douze ans, de la seconde moitié de 2012 (lorsque certaines régions ont échappé au contrôle du régime) jusqu'à sa chute fin

2024. Ces années correspondent à la durée de la scolarité pré-universitaire en Syrie. Il y a aujourd'hui trois millions de jeunes « ensauvagés », qui ont atteint l'adolescence et l'âge adulte sans éducation, dans un pays où prolifèrent les armes et, bien souvent, le captagon [médicament à base d'amphétamines transformé en drogue produit et exporté par le régime d'Assad, ce qui en fait un narco-État]. On pourrait résumer la condition sauvage de larges pans de la population syrienne, majoritairement sunnite, par la combinaison entre la testostérone, le captagon et les armes. La violence devient alors l'exutoire à de multiples privations, et le clan offre un cadre pour cette violence et pour la « solidarité tribale » (*Al-Faz'a*).

L'Entité sunnite compte d'autres composantes que cette frange livrée à elle-même. La plus en vue est bien sûr Hayat Tahrir al-Cham elle-même (anciennement le Front al-Nosra), dont les membres occupent les postes de pouvoir dans le régime post-Assad. Viennent ensuite les secteurs socialement conservateurs, patriarcaux et machistes, qui, pour la plupart, n'ont pas subi le déplacement et l'exil, ayant vécu sous l'autorité du régime d'Assad ou lui étant restés fidèles jusqu'à sa chute. La surenchère religieuse sert ici à masquer un passé politique discutable. En définitive, le sectarisme sunnite qui imprègne l'État aujourd'hui est le produit de dynamiques combinées (du sommet et de la base) : la nature des nouveaux dirigeants et de leurs ralliés d'une part, et le besoin d'un vaste public vulnérable qui cherche à exister, à obtenir réparation et à inspirer la peur d'autre part.

Transition d'où, transition vers où ?

Tout cela se déroule alors que le pays traverse une phase de transition, doté d'institutions fragiles et englué dans un effondrement économique, social et psychologique. En Syrie, on ne fait pas la distinction de sens entre « transition » et « phase de transition ». Le premier sens désigne objectivement ce qui commence après un bouleversement politico-social tectonique consécutif à des catastrophes prolongées. La transition est ici un « départ de », défini par ce qui a précédé. Le second sens est institutionnel et juridique,

la transition y est alors un « aller vers », défini par l'avenir.

Nous sommes incontestablement dans une phase de transition: un ordre sociopolitique qui a duré plus de deux générations s'est effondré dans une société très jeune dont la majorité n'a rien connu d'autre. Vers quoi nous dirigeons-nous? Nous savons du moins vers quoi nous n'allons pas. Certainement pas vers une Syrie démocratique, en raison de la combinaison de l'écrasement de la composante démocratique de la révolution et des racines idéologiques du groupe dominant (des théocrates farouchement hostiles à la démocratie il y a encore quelques années). Ni vers un système de libertés publiques et un État de droit, en raison de la composition sociale du pouvoir actuel (déracinement et ensauvagement, nature complexe du pouvoir, et effacement des frontières entre ce pouvoir et de larges pans de la communauté sunnite). Le régime dispose d'une abondance de partisans déracinés et vulnérables, qui pourraient constituer une armée de réserve répressive, des milices faciles à mobiliser. C'est peut-être pour cela que l'équipe au pouvoir n'a pas besoin d'imposer une conscription obligatoire: elle dispose d'un vivier inépuisable de volontaires sunnites sans autre perspective. Ce n'est pas sans rappeler la situation des Alaouites après l'indépendance, alors que les Sunnites des villes préféraient le commerce et les professions libérales et que ceux des campagnes voyaient en l'État une force d'occupation hostile qui les enrôle de force et les maltraite. Le régime d'Assad avait ses hommes de main, les « *Chabihas* ».

Cette condition structurelle reflète dans les deux cas l'échec de la construction de l'État: hier, nous manquions d'un État, et cette carence se reproduit aujourd'hui. D'ailleurs, cette condition de « précarité » touche aujourd'hui aussi de larges secteurs de la communauté alaouite, qui est peut-être le groupe social syrien le plus vulnérable déjà sous l'ère Assad (avec la militarisation de générations aujourd'hui désœuvrées et la dépendance totale à l'emploi public désormais précaire). Cela les rend plus vulnérables aux déplacements, aux intempéries et aux migrations (y compris leur retour forcé vers les zones rurales) que quiconque aujourd'hui. Une situation similaire a été observée en Irak



après l'occupation américaine et la chute de Saddam Hussein, dont Daech fut l'un des fruits empoisonnés.

Par ailleurs, nous ne nous dirigeons pas non plus vers un régime islamique ou un État fondé sur la charia, en raison de la défaite des salafistes djihadistes et de la volonté de ses anciens partisans de s'en distancier (allant jusqu'à rejoindre la Coalition internationale contre Daech). Cela n'empêche pas, çà et là, des tentatives d'instaurer des gouvernances locales basées sur la charia. Il est évident que l'environnement régional ne tolérera ni un régime islamique ni une démocratie. La communauté internationale ne veut pas non plus d'un pouvoir islamique, et la démocratie est aujourd'hui dans une phase de faiblesse mondiale la plus critique depuis la Seconde Guerre mondiale.

Vers quoi allons-nous donc ? Vers un régime autoritaire conservateur, fondé sur un sectarisme sunnite actif, s'efforçant de ressembler aux autres pays arabes ou à leur image publique. L'Arabie saoudite a été la porte d'entrée vers la normalisation en lien avec le monde arabe, et les États-Unis vers la normalisation à l'international ; deux normalisations qui favorisent également la formule d'un pouvoir autoritaire conservateur.

Il convient ici de s'arrêter un instant sur le livre *Transformed by the People: Hayat Tahrir Al-sham's Road to Power in Syria* [Hurst Publisher, août 2025] de Patrick Haenni et Jérôme Drevon. Il semble inexact de n'expliquer la trajectoire modérée d'Ahmed al-Charaa (Abou Mohammad al-Joulani) et du Hayat Tahrir al-Cham (HTC) que par la volonté du «peuple». L'élément le plus déterminant réside dans la prise en compte des obstacles internationaux et régionaux au projet djihadiste (qui se met à dos le monde entier et de nombreux Syriens dont beaucoup de sunnites) pour répondre au besoin de normalisation et d'adaptation à l'environnement. L'abandon par ce groupe de la révolution salafiste djihadiste au profit d'une modération au sens classique du terme – ne pas provoquer les puissants, diluer l'élément idéologique dans la politique, et faire preuve de pragmatisme – tend à confirmer cette interprétation. La transformation s'est faite d'un extrémisme absolu et idéologique vers un extrémisme structurel non idéologique (sectarisme), renvoyant aux conditions de

déracinement et d'ensauvagement mentionnées plus haut. Les auteurs s'approchent de cette conclusion vers la fin de leur ouvrage.

Néolibéralisme djihadiste

Il semble qu'il existe un domaine de substitution à la religiosité salafiste djihadiste vers lequel se tournent les élans militants des dirigeants du HTC et de leurs partisans : l'économie. Ce sont des néolibéraux djihadistes. Tout est sujet à privatisation : la santé, l'éducation, les transports, les services, sans parler des secteurs de production. S'y ajoutent des pratiques mafieuses d'expropriation, fondées sur l'abus de pouvoir, l'exploitation du passé djihadiste ou la loi du talion, particulièrement au détriment des Alaouites. Tout cela s'accompagne d'une atrophie dramatique du sens social et de la responsabilité sociale de l'État. Ainsi le nihilisme social du néolibéralisme remplace le nihilisme politique et juridique du salafisme djihadiste.

L'idée selon laquelle le régime d'Assad était «socialiste» et «anti-islam (sunnite)» semble répandue dans ces cercles, faisant ainsi du «fondamentalisme de marché» et du culte de la privatisation la politique officielle de l'«Entité sunnite». Implicitement, il y a une volonté de tourner la page baassiste de l'histoire du pays, pendant laquelle les milieux sunnites avaient perdu le pouvoir et le leadership économique. Cela se fait par des personnes dont les origines sociales ne diffèrent pas de celles des baassistes ; ils sont simplement plus avides et plus pressés d'amasser des richesses.

L'idéologie religieuse, utilisée pour faire main basse symboliquement sur le pays (changement des noms d'écoles, des espaces publics) et contrôler les comportements (apparence des femmes, alcool), sert surtout à encadrer et à absorber le mécontentement social potentiel des anciens déracinés dont sont issus les défenseurs de cette nouvelle équipe. Quant à la lame de fond «takfiriste» de la religion [dimension d'excommunication], elle est dirigée contre les intellectuels, les militants politiques et les artistes, potentiels opposants. Cela rappelle l'«ouverture économique» (*Infitah*) de l'Égypte sous Sadate : une volonté de liquider totalement le passé récent, de brûler les étapes sans se soucier des conséquences sociales, avec l'ascension fulgurante d'une classe rapace

dépourvue de toute retenue dans sa soif de pouvoir, tout en utilisant la religion à la fois comme idéologie de terreur d'un côté, et de pacification sociale de l'autre.

À travers ce glissement du salafisme djihadiste vers le néolibéralisme djihadiste, la «richesse» remplace la «révolution». Les survivants des révolutionnaires de 2011 sont écartés au profit d'opportunistes de tous bords, dont certains étaient d'anciens loyalistes d'Assad. Il y a une logique à cela : les anciens soutiens d'Assad sont dociles (soit par habitude de soumission, soit parce qu'ils doivent leur survie à leurs nouveaux maîtres); on n'attend d'eux qu'obéissance, contrairement aux anciens révolutionnaires qui ne nourrissent aucun complexe d'infériorité face aux puissants d'aujourd'hui.

Une «Restauration» syrienne

Le rejet de la spécificité radicale de la situation syrienne actuelle lui laisse-t-elle la moindre spécificité? Les choses sont-elles aussi banales que le suggèrent les lignes précédentes? Pas tout à fait ni définitivement. Si les analyses précédentes sont proches de la vérité, il existe une spécificité riche et complexe, qui ne contredit pas notre estimation selon laquelle le pari du pouvoir actuel est de devenir un régime arabe ordinaire, semblable à ses homologues conservateurs. L'équipe au pouvoir a endossé costumes et cravates en un temps record, bien que leurs corps et leurs vêtements semblent encore mal assortis.

Premièrement, cette équipe est composée de quadragénaires qui étaient des salafistes djihadistes il y a peu (certains les accusent de l'être encore). Leurs personnalités clés ont un passé (qui perdure?) personnel fascinant, sans équivalent dans le monde arabe ou ailleurs, et elles font tout pour prouver que tout cela appartient au passé.

Deuxièmement, ces hommes sont arrivés au pouvoir après une révolution (qu'ils veulent enterrer dans l'oubli), une guerre civile (dont ils sont sortis vainqueurs, monopolisant les armes pour contrôler d'éventuelles répliques) et des interventions internationales de toutes sortes (avec lesquelles ils cherchent des accords). C'est-à-dire après une série de conflits dont la Syrie est sortie affaiblie et presque à l'agonie.

Troisièmement, il existe une demande générale des Syriens pour la guérison, le retour à la stabilité et la reconstruction.

Mais l'élément le plus important qui confère une spécificité à la situation actuelle est sans doute ce climat politico-psychologique de «Restauration» ou «retour à la propriété»: le retour du pouvoir à ses propriétaires «légitimes». Cela ressemble à ce qu'a connu la France pendant quinze ans après Napoléon ou à l'Espagne entre 1874 et 1931. Les différences sont grandes entre le retour des Bourbon au pouvoir dans ces deux pays après un bouleversement majeur, qu'il soit révolutionnaire, républicain ou impérial, et le retour du pouvoir aux mains des sunnites en Syrie. Mais celle-ci partage avec ces deux pays européens la volonté de mettre le passé entre parenthèses, voire de l'effacer. Or, ce projet est voué à l'échec.

Par nature, les Restaurations - qui recyclent d'anciens droits au lieu d'en produire de nouveaux - ont tendance à être des périodes de transition tourmentées qui échouent plus ou moins rapidement. Cela est d'ailleurs inscrit dans l'idée même de «l'Entité sunnite», concept le moins syrien et le plus extrémiste que le pays ait connu en un siècle. À ce propos, si cette Restauration syrienne devait avoir un théoricien, ce serait Ahmad Muaffaq Zaidan, un journaliste islamiste qui a passé des décennies en Afghanistan et ailleurs avant de s'installer à Idlib quand Al Nosra en a pris le contrôle. Il est l'auteur de l'expression «Entité sunnite» et actuel conseiller média du président de la transition.

Un effondrement généralisé n'est pas le scénario le plus probable pour la fin de cette Restauration, bien qu'il ne soit pas à exclure en raison de plusieurs facteurs: l'étroitesse d'esprit et l'incompétence des nouveaux dirigeants dont la soif de pouvoir l'emporte sur leurs compétences en matière de gouvernance; l'expansion du secteur des jeunes «ensauvagés» et souvent violents (les massacres du littoral et de Soueïda sont de leur fait, non des djihadistes) qui sont sources d'instabilité et d'insécurité; la montée du mécontentement social face au népotisme et à la corruption rampante; le facteur israélien puissant et inflexible; et les aléas imprévisibles de l'Histoire sur un pays fragile dominé par une élite vulnérable aux capacités

limitées. L'idée même de Restauration, qui consiste à gouverner par un retour en arrière, permettra de tourner la page, peut-être après qu'elle se soit consumée elle-même, et pas nécessairement sous la forme d'un effondrement général imminent.

Les politiques des puissances arabes et internationales semblent conçues pour éviter l'effondrement par crainte de ses conséquences (violences, réfugiés, résurgence du nihilisme djihadiste). Mais ces politiques n'empêchent pas l'aggravation de la question sociale, la confessionnalisation de l'État et l'émergence d'une nouvelle « aristocratie de pacotille ». Les risques d'effondrement viendront probablement de ce côté-là : celle du nihilisme néolibéral, et non de l'ancien nihilisme. Même si l'on peut exclure la superposition de ces deux moteurs qui ont causé la chute (la mort) d'Anouar el-Sadate en Égypte après seulement 11 ans de pouvoir.

Une politique démocratique ?

Les plus grands perdants parmi les trois sont la génération des révolutionnaires de 2011 qui ont survécu au régime Assad et aux djihadistes. Quel pourrait être le socle d'une politique démocratique renouant avec les aspirations de cette révolution ?

À la lumière de l'analyse ci-dessus concernant le néolibéralisme djihadiste et l'extrémisme sectaire, la question sociale devrait être placée au premier plan et ce, après un abandon ou presque au cours des décennies précédentes. Il s'agit ensuite d'une politique s'opposant au sectarisme et à la réduction de la Syrie à une entité dominée par les sunnites. Le remède est social : éducation, emploi, services, et tout ce qui peut relever de la « civilisation » (l'ensauvagement étant la perte de la civilité). Le fondement de la résistance au sectarisme provient de l'idée qu'il sape l'identité nationale de l'État, voire abolit l'État lui-même, ce dont la Syrie a souffert pendant des décennies sous le régime d'Assad. La Syrie a besoin d'un État pour devenir une nation car aujourd'hui comme hier elle n'était ni un État, ni une nation.

Par conséquent, les piliers d'une politique démocratique en Syrie consistent à se préoccuper de la question sociale pour élever le niveau de vie de la majorité appauvrie, puis à résister à l'extrémisme sectaire et la

libération de son emprise sur l'État. Sous ce socle se déploie une multitude de piliers.

Il sera peut-être nécessaire de raviver certaines traditions des anciennes organisations politiques : produire une analyse socio-économique riche en données fiables sur la situation actuelle, en clarifiant la distinction entre la répartition des richesses et celle du pouvoir, ainsi qu'un programme politique détaillé qui oriente le travail des militants démocrates potentiels.

Cela dit, la situation syrienne actuelle malgré ses dangers reste plus ouverte qu'elle ne l'était sous le régime d'Assad.

Source : *Al Jumhuriyah* (Turquie), 13 avril 2026. Traduction de l'arabe, pour *À l'encontre* par Suzanne Az.

Membre du Parti communiste syrien, Yassin Al Haj Saleh a été emprisonné par le régime des Assad de 1980 à 1996. Clandestin, il participera à la révolution syrienne. En 2013 il doit s'exiler et se réfugier en Turquie. Il est un critique reconnu du régime « installé » depuis décembre 2024 à Damas.

Du même auteur :

- « Quand le monopole de la violence est-il légitime ? », *Entre les lignes entre les mots*.
- « L'État hésitant : entre modération et extrémisme en Syrie aujourd'hui », *Entre les lignes entre les mots*.



Damas reproduit-il le modèle iranien de l'État sous-traitant ?

Muslim Abdul Talas

35

Le cas syrien aujourd'hui ne se résume pas à un simple changement de visages, ni même à une transformation de l'organisation du système politique. Bien plus important encore, le pays semble entrer dans une nouvelle phase de réorganisation de son économie politique : une redéfinition des relations entre la présidence, les ministères, les finances publiques, l'investissement et la richesse.

La question centrale n'est pas de savoir si la Syrie s'oriente vers une économie de marché ou si elle demeure un État centralisé, mais plutôt si elle est en train d'évoluer vers une troisième configuration : un État qui maintient la décision politique concentrée entre les mains de la présidence, tout en transférant l'exécution économique effective à des conseils, des fonds et des instances parallèles à l'État officiel, gérés par des proches du président et de son entourage. C'est précisément ce qui rend utile le concept d'« État sous-traitant » – employé par Kevin Harris¹ pour décrire l'économie politique de l'Iran sous le régime des mollahs – afin de comprendre des aspects essentiels du cas syrien.

Ce concept ne décrit pas un État faible ou se retirant de l'économie. Au contraire, il renvoie à un État politiquement fort, qui ne gère pas directement l'économie à travers ses ministères et sa bureaucratie, mais via un réseau d'entités semi-officielles et semi-publiques, politiquement liées au système du pouvoir et opérant en sa faveur sur le plan économique.

1. Kevan Harris, chercheur au département d'études du Moyen-Orient de l'Université de Princeton (États-Unis). Ses recherches portent sur les changements sociaux et politiques dans la République islamique et notamment sur les relations entre « le monde des affaires » et l'État.

Dans le cas iranien, l'État ne s'est pas retiré de l'économie après la révolution ; il l'a plutôt redistribuée au sein d'une nouvelle structure combinant clergé, institutions parapubliques et Gardiens de la révolution. De sorte que la décision est restée concentrée au sommet, tandis que l'exécution a été confiée à des acteurs économiques et politiques qui lui sont subordonnés. Ainsi apparaît le lien avec ce qui est communément appelé « pseudo-privatisation » : un processus qui ne conduit pas à un marché concurrentiel autonome, mais au transfert des actifs et des fonctions économiques vers des réseaux loyaux au pouvoir [qui peuvent obéir à une orientation de fond néolibérale].

Si l'on observe la Syrie sous cet angle, ce qui frappe le plus n'est pas seulement la suppression du poste de Premier ministre ou la marginalisation des ministères, mais l'émergence d'une structure complète de conseils, de fonds et d'organismes suprêmes qui assument désormais des fonctions historiquement attribuées aux ministères de l'économie, des finances et de l'administration publique. C'est là que réside le cœur de la transformation. Il ne s'agit pas simplement d'une réforme administrative, mais d'un transfert progressif des fonctions de l'État vers une structure parallèle, plus proche de la présidence que du gouvernement.

Une comparaison pertinente avec l'Iran

Il convient d'abord de noter que la suppression du poste de Premier ministre ne relève pas d'un simple réajustement constitutionnel symbolique. En règle générale, cette fonction crée un niveau intermédiaire entre



le sommet politique et l'appareil exécutif. Sa disparition en Syrie signifie que la présidence n'est plus seulement la plus haute autorité politique, mais devient aussi la voie directe pour les décisions économiques et administratives. Les ministères ne constituent plus des centres relativement autonomes pour l'élaboration des politiques publiques ; ils deviennent des unités d'exécution subalternes, tandis que la planification et la coordination effectives sont transférées à des institutions supérieures liées au palais présidentiel. Cela s'est notamment traduit par l'extension manifeste du rôle du secrétariat général de la présidence jusqu'à vider le conseil des ministres de sa valeur politique autonome pour en faire un simple instrument d'exécution des décisions présidentielles.

Ce vide a été comblé par de nouvelles structures. La plus importante, à mon sens, est le Conseil supérieur de développement économique et les fonds de développement souverains qui lui sont associés. C'est ici que se manifeste le véritable tournant : ni les ministères de l'économie ou des finances, ni le conseil des ministres, ne définissent plus les politiques d'investissement ni ne coordonnent le financement ou fixent les priorités de développement, c'est cette institution alternative qui assume désormais l'ensemble de ces fonctions sous des labels de développement, de reconstruction ou de réforme. Ce glissement sémantique est crucial, car l'utilisation de termes apparemment techniques et neutres comme «développement», «fonds» ou «conseil supérieur» a une fonction politique claire : retirer la décision économique des institutions publiques traditionnelles pour la concentrer dans un cercle restreint, susceptible d'être contrôlé personnellement.

C'est précisément ici qu'il faut souligner le rôle de la famille présidentielle et de son entourage immédiat. Le problème ne réside pas seulement dans la création de nouveaux conseils et fonds, mais dans leur mode de gestion. Lorsque le Conseil supérieur de développement économique est directement rattaché à la présidence et que sa supervision effective est assurée par le frère du président ou par des personnalités issues de son cercle rapproché, il ne s'agit plus d'une institution publique au sens moderne, mais d'un centre de concentration du pouvoir économique au

sein d'une structure familiale-présidentielle. Les fonds cessent alors d'être de simples outils de financement pour devenir des canaux de redistribution des contrats, de contrôle des priorités d'investissement et de sélection des acteurs admis sur le marché. Le développement se transforme ainsi en mécanisme de reproduction de l'élite au pouvoir.

C'est cet aspect qui rend la comparaison avec l'Iran pertinente. Là-bas, les fondations *bonyads*² ne sont pas de simples institutions caritatives, mais des instruments de collecte et de gestion des ressources en dehors de la bureaucratie étatique classique, tout en restant liées au centre du pouvoir. La force des Gardiens de la révolution ne tient pas seulement à leur puissance militaire, mais à leur capacité à pénétrer les grands secteurs économiques via leurs entreprises et réseaux. L'exécution économique se trouve ainsi répartie entre des entités qui paraissent distinctes de l'État, mais qui opèrent en réalité sous son autorité politique. En Syrie, il n'existe pas encore d'équivalent institutionnel pleinement développé, mais les fonds et les conseils de développement pourraient remplir une fonction similaire: gérer les finances publiques, les investissements et les actifs en dehors des ministères, mais au profit de la présidence et de son entourage.

Cette dynamique apparaît encore plus clairement si l'on considère la création d'organismes comme l'Autorité générale des points de passage terrestres et maritimes et l'Autorité générale des approvisionnements. Ces institutions ne relèvent pas d'une simple modernisation administrative: la première signifie en pratique le contrôle des frontières, du commerce, des flux douaniers et des chaînes d'import-export – autrement

2. Les *bonyads* sont desdits fonds caritatifs iraniens qui contrôlent une part importante du PIB de l'Iran. Mis en place après la révolution iranienne de 1979, ils ont été créés pour, initialement, redistribuer les revenus du pétrole aux pauvres et aux familles des martyrs. Aujourd'hui, ils constituent des consortiums de compagnies qui sont exemptés d'impôts. Ils sont présents dans les secteurs clés de l'économie et sont contrôlés par les instances suprêmes ainsi que les Gardiens de la révolution. Ils combinent des structures clientélistes, nourrissent la corruption et sont des instruments de pouvoir. Les sanctions économiques et les diverses crises et guerres ont renforcé la place de ces fondations – en particulier dans le secteur militaire – aux mains de Gardiens de la révolution.

dit, d'un des principaux leviers de l'économie réelle. La seconde permet de maîtriser les achats publics, les contrats, les dépenses et les procédures de passation des marchés, des fonctions autrefois au cœur des prérogatives du ministère des finances et de l'administration publique. Lorsque ces compétences sont retirées aux ministères pour être confiées à des entités directement liées à la présidence, on assiste à un déplacement du centre de gravité économique de l'État. Les ministères subsistent formellement, mais les véritables leviers financiers et commerciaux sont ailleurs.

C'est là le sens concret de l'idée d'«État sous-traitant»: non pas la disparition de l'État, mais sa transformation en simple façade, tandis que le pouvoir réel s'exerce à travers des intermédiaires tels que conseils, fonds ou agences. Cette nouvelle structure est plus flexible que les ministères, moins soumise au contrôle, et plus facilement confiscable par un pouvoir personnel. Elle permet également de conclure des accords rapides, de redistribuer les actifs et de gérer les alliances avec les investisseurs locaux et régionaux. Cela explique la prolifération actuelle d'entités aux appellations liées au développement et à l'investissement: elles constituent la forme institutionnelle la plus adaptée à une économie politique combinant hyperprésidentialisme, libéralisme sélectif et contrôle en réseau des ressources.

Transfert des ressources et nouvelle oligarchie

Dans ce contexte, il convient d'être très prudent face au discours sur l'«économie de marché» en Syrie. Certes, il existe un langage assumé autour de la privatisation, de l'encouragement à l'investissement et de la réduction du secteur public. Mais la question essentielle n'est pas de savoir si les actifs sont vendus, mais à qui ils sont transférés. Si les ressources des anciens monopoles sont cédées à des conseils, fonds et sociétés écrans liés au nouveau pouvoir, il ne s'agit pas de libéralisation économique mais de pseudo-privatisation. Cela apparaît clairement dans le déplacement du contrôle des

actifs des «monopoles Makhlouf³» vers les «réseaux al-Charaa», via des arrangements opaques et des commissions secrètes plutôt que par des voies judiciaires transparentes. Dans ce cas la richesse n'est pas destinée à la société ni à un marché ouvert, mais se concentre entre les mains d'une nouvelle oligarchie.

De plus, cette oligarchie n'est pas seulement économique, mais aussi politique, familiale et technocratique. Elle regroupe des membres de la famille présidentielle, des figures issues des cercles sécuritaires et administratifs, des technocrates émergents de l'expérience d'Idleb [capitale du gouvernorat du même nom où Ahmed al-Charaa - Abou Mohammed al-Joulani - a fait l'expérience d'une gestion «gouvernementale» avant la prise du pouvoir à Damas] et de nouveaux hommes d'affaires liés au pouvoir. Cette configuration offre au régime un double avantage: elle lui permet de se présenter comme réformateur et modernisateur, tout en garantissant que les leviers économiques restent sous son contrôle. Cela rappelle fortement le modèle iranien, où légitimité idéologique, contrôle institutionnel et réseaux économiques semi-officiels sont étroitement imbriqués.

Une évolution à l'iranienne

Il faut toutefois éviter toute simplification excessive: la Syrie n'est pas l'Iran, et ce modèle n'est pas encore pleinement appliqué. L'État syrien reste plus fragile, le monopole de la violence n'y est pas totalement établi, et ses nouvelles institutions sont encore en formation contrairement aux institutions iraniennes solidement implantées et pérennes. Mais la tendance générale est claire: la Syrie

3. Rami Makhlouf est un homme d'affaires et milliardaire syrien. Cousin de l'ancien président Bachar el-Assad, il est considéré comme l'homme le plus riche de la Syrie d'Assad. Il faisait partie du cercle restreint du président Assad et aucune entreprise étrangère ne pouvait faire d'affaires en Syrie sans son consentement et son partenariat. Il contrôlait, entre autres, le réseau de téléphonie mobile, outre ses «affaires» dans l'immobilier et la banque. Fraudes, corruptions et divers trafics lui sont imputés. Il est en exil à Moscou depuis fin 2024. Il semble avoir une présence indirecte dans les affrontements liés aux heurts entre le gouvernement et les Alaouites sur la région côtière. Voir son intervention dans une vidéo publiée par [The Arabe Weekly](#) en janvier 2026,

évolue d'un État bureaucratique centralisé vers un État présidentiel en réseau, où les ressources sont gérées davantage par des fonds et des conseils parallèles que par les ministères.

Cette transformation est à la fois dangereuse et significative. Elle est dangereuse parce qu'elle peut reproduire un autoritarisme économique sous une forme plus moderne et flexible, où le monopole n'apparaît plus dans les ministères et la bureaucratie, mais dans les fonds, les conseils et les agences. Elle est significative parce qu'elle montre que ce qui est présenté comme une réforme peut en réalité être une reconfiguration du pouvoir plutôt qu'un démantèlement de celui-ci.

La véritable question aujourd'hui n'est donc pas de savoir si l'État est de retour ou si le marché est en progression, mais quel type d'État se forme? Quel type de marché émerge? Et au profit de qui?

Dans cette perspective, la Syrie semble bien s'orienter vers un modèle proche de celui de l'«État sous-traitant»: un État qui ne se retire pas de l'économie, mais qui ne la gère plus directement par ses ministères, préférant déléguer à de nouveaux intermédiaires/acteurs politiques - conseils, fonds et hautes instances - gravitant autour de la présidence. Si cette trajectoire se poursuit, le risque majeur ne sera pas seulement un ré-accaparement des richesses, mais une re-définition même de la notion d'État, institution publique, théoriquement régie par des règles, vers un réseau de pouvoir concentrant décisions et richesses au nom du développement et de la réforme.

Source: *Al Jumhuriyah*, 8 avril 2022. Traduction de l'arabe par Suzanne Az pour [Alencontre.org](#). Les notes et les intertitres sont de la rédaction.

Muslim Abdul Talas est rédacteur pour le site *Al Jumhuriyah*.

Iran : les travailleuses supportent le coût de la crise et de la guerre

Siyavash Shahabi

La guerre n'a pas provoqué la crise de l'emploi en Iran, mais elle l'a aggravée, mettant davantage en évidence la manière dont l'inflation, les licenciements et les salaires impayés pèsent sur la vie des travailleurs et des travailleuses.

À la fin de l'année dernière, l'inflation annuelle s'élevait à 50,6 %. Au-delà des simples données économiques, ce chiffre indiquait que la société iranienne était entrée dans une nouvelle phase d'érosion des moyens de subsistance. Dans le contexte de la guerre, cette crise plus ancienne réapparaît aujourd'hui avec une intensité accrue sous la forme de licenciements, de salaires impayés, de suspensions de production et d'une sécurité de l'emploi qui s'effondre. Les récentes manifestations des travailleurs/travailleuses de la raffinerie de gaz d'Illam et de ceux de Darugar à Téhéran n'en sont que deux exemples. Dans un cas, il s'agit de licenciements massifs et de chômage; dans l'autre, de mois de salaires impayés. Dans les deux cas, le même schéma se dessine: les coûts de la crise sont répercutés de l'État et des employeurs sur la vie des travailleurs et des travailleuses.

Un chiffre qui n'est pas qu'un simple chiffre

Le Centre statistique iranien a indiqué qu'en mars 2026, l'inflation annuelle s'élevait à 50,6 % et l'inflation sur douze mois à 71,8 %. Dans le même temps, l'inflation mensuelle dans la catégorie des produits alimentaires et des boissons a atteint 8,6 %, tandis que l'inflation sur un an dans cette même catégorie a atteint 112,5 %. En d'autres termes, la pression la plus forte ne pèse pas

simplement sur la consommation en général, mais sur les aspects les plus essentiels de la vie des classes populaires: l'alimentation, la survie et la reproduction quotidienne de la vie elle-même.

Lorsque les prix des denrées alimentaires augmentent à cette échelle, il ne s'agit plus d'une « forte inflation » au sens ordinaire du terme. Ce qui se passe, c'est qu'une grande partie de la population, en particulier les salarié·es, les retraité·es et les travailleuses précaires, est poussée d'un niveau de vie à un autre, plus bas. Non pas par un effondrement dramatique, mais par une érosion quotidienne: achats à crédit, suppression de produits de première nécessité, report de soins médicaux et recul constant par rapport au strict minimum nécessaire pour vivre.

La guerre n'a pas provoqué la crise; elle l'a aggravée

Avant même l'escalade des hostilités, l'économie iranienne subissait déjà de fortes pressions dues à l'inflation structurelle, à la récession, aux sanctions, à la corruption et à l'instabilité chronique du marché du travail. La guerre a agi comme un catalyseur. Il faut le dire clairement: la guerre n'est pas la cause première de cet effondrement. Mais dans un tel contexte, chaque nouveau choc, qu'il s'agisse de perturbations dans les transports et les communications ou d'incertitudes dans la production et les échanges, se répercute immédiatement sur les prix, l'emploi et les salaires.

Concrètement, cela signifie que l'écart de longue date entre les salaires et le coût de la vie s'est considérablement creusé. Avant même cela, de nombre de salarié·e touchant



le salaire minimum ne parvenaient pas à couvrir le coût réel de la vie. En temps de guerre, cet écart ne se traduit plus seulement par une privation progressive ; il signifie que des pans entiers de la société sont poussés vers la pauvreté pure et simple, l'endettement et l'insécurité totale. Le problème n'est pas simplement que «la vie est devenue plus difficile». Le problème est que la société entre dans une phase d'effondrement des moyens de subsistance où les licenciements, le travail non rémunéré et la survie grâce au crédit deviennent la norme.

Pour les travailleuses la guerre se traduit par des licenciements

La manifestation des licencié·es de la deuxième phase de la raffinerie de gaz d'Illam, à Chavar, illustre clairement ce processus. Selon l'ILNA, environ 350 salarié·es travaillent sur ce projet par l'intermédiaire de l'entreprise sous-traitante Jahanpars. Entre le début du mois de Mehr 1404 (fin septembre 2025) et le mois de Farvardin 1405 (mars-avril 2026), plus de 150 d'entre elles et eux, pour la plupart des locaux, ont perdu leur emploi à l'expiration de leur contrat. Les salarié·es se sont d'abord rassemblé·es devant l'agence pour l'emploi d'Illam, puis ont déplacé leur manifestation vers le gouvernorat de Chavar.

Ces licenciements n'ont pas été effectués dans le cadre d'une fermeture officielle et transparente du projet, mais par le biais du mécanisme bien connu de «l'expiration du contrat». C'est précisément là que le système de sous-traitance en Iran révèle sa véritable fonction : non pas comme un modèle de gestion, mais comme un outil permanent visant à priver les salarié·es de sécurité et de protections. Un employeur peut garder un·e salarié·e sur un projet pendant des années, mais dès qu'une crise survient, celui-ci devient soudainement rien de plus qu'un contrat arrivé à expiration - sans sécurité de l'emploi, sans aucune garantie claire de retour au travail, et pris au piège dans le jeu sans fin du renvoi de responsabilité entre les institutions concernées.

Le rapport de l'ILNA a également relevé des versions contradictoires quant au rôle de la préfecture dans la réduction des effectifs. Le sous-traitant affirme que les licenciements

ont eu lieu à la connaissance de la préfecture; la préfecture nie cette affirmation. Cette contradiction fait elle-même partie du fonctionnement de la crise. Lorsque la responsabilité est répartie entre le sous-traitant, l'employeur et les autorités locales, il n'en résulte pas seulement une confusion administrative. Il en résulte une situation d'impuissance pour les travailleurs/travailleuses. Tout le monde est présent, mais personne n'est responsable.

Quand être salarié·e ne signifie plus être payé·e

À Darugar, à Téhéran, la crise prend une autre tournure. Ici, les ouvrier·es sont toujours à l'usine, mais elles et ils n'ont pas été payés depuis des mois. L'agence ILNA a rapporté que les ouvrier·es de l'usine n'avaient pas perçu leurs salaires depuis trois à cinq mois, sans compter les primes de fin d'année et autres primes impayées, et qu'un·e ouvrier·e avait déclaré ne plus pouvoir subvenir aux besoins alimentaires de sa famille. Quelques jours plus tard, l'ILNA a rapporté qu'un seul mois d'arriérés avait été payé, tandis que la plupart des réclamations des travailleurs/travailleuses restaient en suspens.

Cela montre qu'en Iran, être employé·e ne signifie pas nécessairement recevoir un salaire. On peut se présenter tous les jours au travail et vivre néanmoins dans des conditions proches d'un chômage au ralenti: sans revenu suffisant, sans possibilité de planifier l'avenir, et dépendant de l'endettement et du crédit. En ce sens, les arriérés de salaire ne constituent pas seulement une violation de la part de l'employeur; ils constituent un moyen de transférer le risque économique sur la main-d'œuvre elle-même. L'usine continue de fonctionner, les problèmes de gestion et financiers persistent, mais c'est le ou la salariée qui doit vivre dans l'incertitude, avec une table vide et des retards constants dans le paiement de son salaire.

État et employeur privé: deux facettes d'une même logique

À ce stade, ce serait une erreur de dissocier le comportement de l'État de celui de l'employeur. Dans la structure actuelle, les deux agissent souvent de concert. Les employeurs licencient ou retardent le paiement



des salaires; l'État, quant à lui, reste les bras croisés ou, par ses retards, son ambiguïté et son inaction, contribue à normaliser précisément cette situation. Le problème ne réside pas simplement dans un manque de contrôle. Le problème plus profond est que, dans l'ordre actuel, la protection des profits et la maîtrise de la crise l'emportent sur la protection des moyens de subsistance des travailleurs et des travailleuses.

C'est pourquoi la guerre n'est pas seulement une situation exceptionnelle pour l'État et les employeurs; c'est aussi une opportunité. Une opportunité de justifier les licenciements, de retarder les paiements, de faire taire les protestations au nom de l'état d'urgence, et d'imposer l'idée que ce n'est pas le moment de formuler des revendications, mais celui de prendre son mal en patience. Mais dans la vie réelle des travailleurs/travailleuses, cet appel à la «patience» signifie la faim, des loyers impayés, des traitements médicaux reportés et l'effondrement progressif de la vie quotidienne.

Ces manifestations montrent également que la crise du travail en Iran n'est pas seulement une crise des salaires ou de l'emploi; c'est aussi une crise du pouvoir. Dans ces deux cas, et dans bien d'autres similaires, les travailleurs/travailleuses se sont tournés vers les institutions officielles sans obtenir de résultat significatif. Cela signifie que pour une grande partie de la main-d'œuvre, les voies officielles de règlement des conflits et de défense des droits ne sont ni efficaces ni dignes de confiance. Les travailleurs/travailleuses se retrouvent confrontés à la fois à l'employeur, au système de sous-traitance, à l'inaction des institutions et à des conditions de guerre.

Dans cette situation, la fragmentation des manifestations s'inscrit dans une impasse. Dans un lieu de travail, les salaires ne sont pas payés; ailleurs, des travailleurs/travailleuses ont été licenciés; ailleurs encore, un projet est à moitié à l'arrêt. Mais tant que ces crises restent déconnectées les unes des autres à un niveau plus large, l'ordre établi peut réduire chacune d'elles à un problème local, administratif ou technique. C'est précisément là que la question de l'organisation indépendante, des conseils de travailleurs/travailleuses et des réseaux de solidarité

dépasse le stade du slogan pour devenir une nécessité matérielle de survie.

De la pauvreté chronique à une crise encore plus grave

Une inflation de 50,6 %, une inflation alimentaire supérieure à 112 %, des licenciements dans les grands projets et des mois d'arriérés de salaire dans les unités de production: tout cela indique une seule chose: la classe ouvrière iranienne ne vit pas simplement sous le poids d'une pauvreté chronique. Elle entre dans une phase plus grave d'effondrement de ses moyens de subsistance. Ce processus ne sera pas stoppé par des appels à la morale, des promesses ponctuelles ou des références incessantes à des «circonstances particulières».

Ce que nous observons aujourd'hui est une tendance claire: l'État ne gère pas la crise; il la répercute sur la société. Les employeurs n'absorbent pas les coûts; ils les répercutent sur les travailleurs et les travailleuses, et la guerre rend cela encore plus brutalement visible. Dans ce contexte, les manifestations des travailleurs à/travailleuses Ilam et à Darugar ne sont pas simplement des réactions à des injustices isolées. Elles sont les signes d'une rupture plus profonde: un fossé entre la vie réelle des travailleurs et des travailleuses et un ordre qui assure sa propre survie en déstabilisant ces mêmes vies.

Source: [Radiozameh](#), 23 avril 2026.

Traduction DE.

Siyavash Shahabi: « En 2005, j'ai commencé à tenir un blog alors que je vivais en Iran. Mon blog a été censuré à plusieurs reprises et supprimé des plateformes iraniennes. En raison de ma situation de demandeur d'asile, qui a duré huit ans, j'ai dû interrompre mon blog à plusieurs reprises, mais me revoilà: [The Fire Next Time](#) ».

La question linguistique met à rude épreuve le fédéralisme indien

Ashok Vardhan Shetty

La riche diversité linguistique de l'Inde constitue un atout pour sa civilisation. Cependant, le compromis linguistique inscrit dans la Constitution a conduit, au fil des décennies, à une prédominance de l'hindi et a suscité des tensions sur le plan linguistique. Il est temps de procéder à une réforme constitutionnelle qui garantisse un respect égal pour toutes les communautés linguistiques.

La commission Kurian Joseph sur les relations entre les États et l'Union, mise en place par le gouvernement du Tamil Nadu en avril 2025, a présenté la première partie de son rapport en février 2026. La commission a examiné de manière approfondie la question linguistique, l'un des défis les plus persistants et les plus épineux du fédéralisme indien, et a formulé quatorze recommandations d'une grande portée. Cet article s'appuie sur le chapitre 4 du rapport.

Combien de langues compte l'Inde ? La réponse dépend de la définition que l'on donne au terme « langue » : s'agit-il de la phonologie, de la grammaire, de la syntaxe, du vocabulaire, de l'écriture, de l'intelligibilité mutuelle ou d'une classification administrative ? Étant donné que des critères différents donnent des résultats différents, les estimations de la diversité linguistique de l'Inde varient considérablement. Quelle que soit la méthode utilisée, la conclusion est claire : l'Inde figure parmi les civilisations les plus diversifiées sur le plan linguistique au monde.

Il y a un siècle, l'étude linguistique de l'Inde menée par George Abraham Grierson répertoriait 179 langues et 544 dialectes. Aujourd'hui, Ethnologue, une base de données mondiale reconnue, recense 454 langues vivantes en Inde (424 autochtones et 30 non

autochtones). Le People's Linguistic Survey of India (2010-2012), un projet indépendant de la société civile dirigé par le célèbre linguiste G.N. Devy, a recensé 780 langues.

Pourtant, pendant une grande partie de l'histoire de l'Inde indépendante, l'Union a eu tendance à considérer cette extraordinaire diversité linguistique comme une menace plutôt que comme une force. L'hypothèse dominante a été que l'unité nationale exigeait une uniformité linguistique, notamment par la diffusion de l'hindi. Cette mentalité se reflète dans les statistiques officielles de deux manières significatives.

Tout d'abord, les chiffres officiels sous-estiment systématiquement la diversité linguistique de l'Inde. Comme l'explique Devy dans *India : A Linguistic Civilisation*, le recensement de 2011 avait initialement recensé 19 569 langues maternelles déclarées par les personnes interrogées. À la suite d'un processus de « rationalisation » administrative, ce nombre a été ramené à 1 369 langues maternelles « validées ». Seules les langues comptant plus de 10 000 locuteurs/locutrices ont été répertoriées séparément - une règle en vigueur depuis 1971 -, réduisant ainsi la liste officielle à seulement 121 langues. Cette sélection bureaucratique rend de fait invisibles des centaines de langues minoritaires et autochtones, soit absorbées dans des catégories linguistiques dominantes, soit reléguées dans une colonne indifférenciée intitulée « Autres ».

Deuxièmement, les statistiques officielles gonflent le nombre de locuteurs/locutrices natifs/natives de l'hindi. Le recensement de 2011 indique que 43,6 % des Indiens parlent l'hindi. Selon Devy, cependant, ce chiffre résulte du classement erroné de

53 langues distinctes comme «dialectes de l'hindi». Parmi celles-ci figurent le bhojpuri, le rajasthani, le chhattisgarhi, le magadhi, le haryanvi, le khortha, le bundeli et l'awadhi - chacune possédant sa propre grammaire, son vocabulaire et sa tradition littéraire, bien plus anciens que l'hindi moderne lui-même. Les traiter comme des dialectes de l'hindi est aussi illogique que de décrire le latin comme un dialecte de l'italien. Certaines, comme le powari, ne sont même pas mutuellement intelligibles avec l'hindi. Vingt-six d'entre elles comptent plus d'un million de locuteurs/locutrices natifs/natives. Une fois ces classifications erronées corrigées, les véritables locuteurs/locutrices de l'hindi ne représentent guère plus de 25 % de la population indienne.

En termes démographiques, par conséquent, chaque langue indienne - y compris l'hindi - est à la fois une langue régionale et une langue minoritaire.

Le recensement de 2011 montre également que l'Inde reste une société profondément ancrée dans ses régions. Environ 62 % des Indien·nes n'ont jamais quitté leur dernier lieu de résidence, près de 85 % vivent dans leur district d'origine et plus de 95 % résident dans leur État d'origine. La vie quotidienne - dans les domaines de l'éducation, du travail, de la politique, de l'administration et de la culture - se déroule donc majoritairement dans les langues régionales.

Recommandation 1

L'Union devrait corriger les distorsions du recensement en mettant fin à la classification erronée de 53 langues indépendantes telles que le bhojpuri, le rajasthani, le chhattisgarhi, le magadhi, le haryanvi, le khortha, entre autres, en tant que «dialectes de l'hindi», et présenter le pourcentage réel de locuteurs/locutrices de l'hindi (environ 25 %, et non 43,6 %).

L'érosion du patrimoine linguistique de l'Inde

L'annexe 8 de la Constitution, initialement destinée à reconnaître et à promouvoir les principales langues de l'Inde, s'est transformée en un instrument de reconnaissance politique sélective plutôt qu'en un cadre linguistique cohérent. Elle répertorie actuellement 22 langues réparties dans quatre

grandes familles linguistiques. Quinze appartiennent à la famille indo-aryenne: l'assamais, le bengali, le dogri, le gujarati, l'hindi, le cachemiri, le konkani, le maithili, le marathi, le népalais, l'odia, le pendjabi, le sanskrit, le sindhi et l'ourdou. Quatre appartiennent à la famille dravidienne: le kannada, le malayalam, le tamoul et le télougou. Le santali représente la famille austro-asiatique, tandis que le bodo et le manipuri représentent la famille tibéto-birmane.

Même un examen superficiel révèle plusieurs anomalies. La liste sous-représente les traditions linguistiques classiques du sud de l'Inde et les riches langues tribales du centre, de l'est et du nord-est de l'Inde. L'anglais, quant à lui, brille par son absence, bien qu'il soit la langue principale de l'enseignement supérieur, du droit, des sciences, du commerce, des médias et de la diplomatie, et qu'il serve de seule langue officielle au Nagaland et en Arunachal Pradesh, ainsi que de langue officielle supplémentaire dans plusieurs autres États. Le recensement de 2011 indique que l'anglais n'est parlé que par 0,02 % de la population - un chiffre manifestement en décalage avec la réalité sociale.

Ces incohérences apparaissent encore plus nettement lorsque l'on examine les langues individuellement. Le sanskrit, qui compte moins de 25 000 locuteurs/locutrices natifs/natives, bénéficie du statut de langue classée en raison de son ancienneté et de son prestige culturel. Pourtant, le pali et le prakrit - les langues classiques des traditions bouddhiste et jaïniste - restent exclus. De même, le sindhi (2,8 millions de locuteurs/locutrices), le dogri (2,6 millions) et le konkani (2,3 millions) sont inclus, tandis que le bhili (10,4 millions), le gondi (3 millions) et le kurukh/oraon (2 millions) restent en dehors de la liste. De telles disparités suggèrent que c'est l'influence politique, plutôt que l'importance démographique, le patrimoine littéraire ou la contribution culturelle, qui a souvent déterminé la reconnaissance constitutionnelle.

La doctrine judiciaire n'offre aucun recours. Dans l'affaire *Kanhaiya Lal Sethia c. Union of India* (1997), la Cour suprême a examiné un recours contre le soixante-et-onzième amendement constitutionnel (1992), qui a ajouté le konkani, le manipuri



et le népalais à l'annexe 8 tout en excluant le rajasthani. La Cour a estimé que l'inclusion dans l'annexe relevait de la politique législative, relevant du domaine exclusif du Parlement, et échappait donc à toute intervention judiciaire. Cette position a été réaffirmée dans l'affaire Ripudaman Singh c. Union of India (2023), où la Cour a de nouveau refusé d'ordonner l'inclusion du rajasthani.

Les conséquences sur le plan éducatif

L'inscription à l'annexe 8 a des conséquences qui vont bien au-delà d'un simple prestige symbolique. Le statut de langue inscrite à l'annexe influe sur l'accès au soutien de l'État, au financement institutionnel, aux ressources éducatives et à la visibilité médiatique. Les langues exclues de l'annexe doivent souvent lutter pour leur reconnaissance et leur survie.

Des conséquences sur le plan éducatif particulièrement graves

L'article 350A oblige les États à dispenser un enseignement primaire dans la langue maternelle des enfants appartenant à des groupes linguistiques minoritaires - un principe approuvé par l'Unesco et réaffirmé dans la Politique nationale de l'éducation (NEP) 2020. Dans la pratique, cependant, la plupart des écoles adoptent la langue dominante de l'État - presque toujours une langue classée - ou l'anglais comme langue d'enseignement. Les langues non répertoriées

font rarement leur entrée dans les salles de classe, car elles manquent d'enseignant·es formé·es, de manuels scolaires et de soutien pédagogique. Il en résulte non seulement une marginalisation, mais aussi une dérive progressive vers l'extinction linguistique.

Dans *The Right To Mother Tongue Medium Education - The Hot Potato In Human Rights Instruments* (2004), la linguiste finlandaise Tove Skutnabb-Kangas a saisi ce danger avec une clarté saisissante: Comme l'ont noté de nombreuses et nombreux chercheurs... les écoles peuvent, en l'espace de quelques générations, faire disparaître des langues qui avaient survécu pendant des siècles, voire des millénaires, lorsque leurs locuteurs/locutrices n'étaient pas exposé·es à un enseignement formel de type moderne. Les écoles peuvent aujourd'hui contribuer à commettre un génocide linguistique par leur choix de la langue d'enseignement formel - et c'est ce qu'elles font.

Une urgence linguistique

L'enquête linguistique populaire menée en Inde a lancé un avertissement sans équivoque. Près de 250 langues ont disparu au cours des cinq dernières décennies, et plus de 400 autres risquent de s'éteindre dans les cinquante prochaines années. Lorsqu'une langue meurt, ce ne sont pas seulement des mots qui se perdent. C'est toute une vision du monde qui disparaît avec elle: ses métaphores, ses mythes, son savoir botanique, ses

traditions de guérison et sa mémoire culturelle. Une partie de l'âme civilisationnelle de l'Inde meurt avec chaque langue perdue. Si la biodiversité mérite d'être protégée en tant que patrimoine national, il en va de même pour la diversité linguistique sans pareille de l'Inde, archive vivante de sa civilisation.

En Inde aussi, l'extinction linguistique est le résultat involontaire de choix politiques. Les politiques gouvernementales relatives aux langues officielles, aux langues répertoriées et aux langues d'enseignement accélèrent la disparition des langues moins privilégiées. Sans intervention urgente, les quelque 780 langues de l'Inde pourraient se réduire à quelques dizaines d'ici la fin de ce siècle, voire plus tôt.

Recommandation 2

Afin de préserver le patrimoine linguistique de l'Inde, l'annexe 8 devrait inclure toutes les langues comptant plus d'un million de locuteurs/locutrices natifs,/natives y compris celles actuellement classées à tort comme « dialectes de l'hindi ». Un seuil inférieur, fixé à 100 000 locuteur-trices pourrait être adopté pour les langues tribales vulnérables. Le pali et le prakrit devraient être inclus aux côtés du sanskrit. Les futurs recensements doivent recenser correctement le nombre de locuteurs/locutrices de l'anglais, et l'anglais devrait également être inclus dans la huitième annexe. La directive de l'article 350A visant à dispenser l'enseignement primaire dans la langue maternelle de l'enfant devrait être mise en œuvre dans la lettre et l'esprit.

Recommandation 3

Étant donné que près de 250 langues indiennes ont disparu au cours des cinquante dernières années et que 400 autres langues sont menacées d'extinction au cours des cinquante prochaines années, l'Union doit cesser de privilégier une seule langue (l'hindi) pour se concentrer sur la sauvegarde du vaste patrimoine linguistique de l'Inde. Les responsables des minorités linguistiques devraient être remplacés par une Commission nationale des langues chargée de mettre en œuvre des programmes de préservation et de revitalisation linguistiques.

3. Le mythe de « une nation, une langue »

L'Inde indépendante a adopté presque sans réserve la conviction selon laquelle l'unité nationale exigeait une langue dominante unique - un concept européen du 19^e siècle ironiquement repris par une Inde décolonisée. Des pays comme la France, l'Allemagne et l'Italie ont atteint l'homogénéisation linguistique en supprimant les langues locales mineures. Ce modèle, adapté à des sociétés petites et relativement homogènes, est totalement inadapté à une civilisation aussi vaste et plurielle que l'Inde. Imposer l'uniformité linguistique ici reviendrait à transformer une forêt tropicale en plantation d'eucalyptus : ordonné, peut-être, mais profondément contre nature et voué à l'échec.

Les nations ne restent pas unies parce que tous et toutes les citoyen·nes parlent la même langue ; elles perdurent parce que chaque citoyen·ne se sent libre de parler la sienne. Une véritable unité ne naît pas de l'uniformité linguistique, mais de l'égalité linguistique - l'assurance qu'aucune communauté n'est amenée à se sentir culturellement ou politiquement inférieure en raison de sa langue maternelle.

Quand la langue devient une ligne de fracture

L'histoire nous offre des leçons qui donnent à réfléchir sur les dangers de l'imposition linguistique. Dans son essai *The Role of Language in the Dissolution of the Soviet Union* (1992), David F. Marshall explique comment la politique linguistique a contribué à la fragmentation de l'Union soviétique. La politique initiale de Lénine encourageait les langues locales et favorisait la loyauté parmi les nationalités non russes. Mais en 1938, Staline a brusquement renversé cette politique, rendant obligatoire l'enseignement du russe et institutionnalisant la russification par le biais du système éducatif. Au lieu de renforcer l'unité, cette politique a exacerbé le ressentiment. Dans les années 1980, les revendications en faveur de la justice linguistique étaient devenues des cris de ralliement pour les mouvements nationalistes à travers les républiques soviétiques. Lorsque l'Union soviétique s'est effondrée en 1991, la langue est devenue un marqueur

central de la souveraineté dans les États nouvellement indépendants.

L'expérience du Pakistan offre un avertissement similaire. Après l'indépendance, le pays a imposé l'ourdou – parlé par une petite minorité d'élite – comme seule langue nationale. Cela a aliéné la majorité bengalophone du Pakistan oriental et déclenché le Mouvement pour la langue bengalie, qui a culminé avec les fusillades policières de 1952 à Dacca. Bien que la Constitution de 1956 ait finalement reconnu le bengali, le mal était irréversible. La langue n'était pas la seule cause de l'éclatement du Pakistan, mais elle a constitué l'une des premières lignes de fracture qui ont finalement abouti à la création du Bangladesh en 1971.

La leçon est claire : *une langue commune ne garantit pas l'unité ; en imposer une est souvent le chemin le plus sûr vers la désunion.*

L'Inde elle-même a été confrontée à cette réalité dans les premières années de la République. L'idée fautive selon laquelle des États linguistiques mettraient en danger l'unité nationale a retardé la réorganisation linguistique pendant des années. Pourtant, lorsque cette réorganisation a finalement eu lieu en 1956, loin d'affaiblir l'Union, elle l'a renforcée. Comme l'observe l'historien John Key dans *Midnight's Descendants* (2014), c'est cette flexibilité linguistique – si différente de la rigidité du Pakistan – qui a contribué à préserver l'unité de l'Inde.

Leçons comparatives tirées du monde entier

Les démocraties modernes nous enseignent que c'est l'adaptation, et non l'assimilation, qui préserve l'unité.

La Suisse prospère avec quatre langues nationales : l'allemand, le français, l'italien et le romanche. L'article 4 de la Constitution suisse les reconnaît toutes, tandis que l'article 70 protège l'autonomie linguistique des cantons.

Le Canada préserve sa fédération grâce au bilinguisme constitutionnel. L'article 16 de la Loi constitutionnelle de 1982 déclare l'anglais et le français langues officielles jouissant d'un statut égal dans toutes les institutions fédérales, ce qui est renforcé par la Loi sur les langues officielles de 1985.

L'Afrique du Sud a adopté une approche encore plus inclusive. L'article 6 de

la Constitution de 1996 reconnaissait onze langues officielles, et en 2023, la langue des signes sud-africaine a été ajoutée comme douzième langue.

La Belgique assure l'équilibre entre le néerlandais, le français et l'allemand grâce à un cadre territorial établi par l'article 4 de sa Constitution, empêchant ainsi la domination d'un groupe linguistique particulier.

Singapour offre un autre exemple instructif. Bien que comptant une majorité chinoise (environ 74,5 %), aux côtés de Malais-es (13,5 %), de Tamoul-es (9 %) et d'autres minorités linguistiques, le pays a adopté l'anglais comme lingua franca. Comme l'a écrit Lee Kuan Yew dans *From Third World to First: The Singapore Story 1965-2000* (2000), « L'anglais, en tant que langue de travail, a empêché l'émergence de conflits entre nos différentes ethnies et nous a donné un avantage concurrentiel. » La résistance initiale des éducateurs/éducatrices et des organismes culturels chinois a été surmontée grâce à une politique bilingue : l'anglais pour la mobilité économique et l'engagement mondial, et la langue maternelle – le chinois, le malais ou le – pour préserver l'identité culturelle. Il en a résulté une cohésion sociale, une gouvernance inclusive et une croissance économique fulgurante.

Même l'Union européenne – une entité composée de 27 pays – fonctionne avec 24 langues officielles en vertu de l'article 342 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne. Loin d'affaiblir l'Union, le multilinguisme renforce sa légitimité démocratique.

Au sein de l'Assemblée constituante

Parmi tous les débats qui ont eu lieu à l'Assemblée constituante, aucun n'a suscité autant de passion ni provoqué de divisions aussi marquées que la question de la langue. Comme le rapporte Granville Austin dans *The Indian Constitution: Cornerstone of a Nation* (1966), les partisan-es intransigeants de l'hindi soutenaient que le maintien de l'anglais était incompatible avec l'indépendance et que l'hindi devait donc devenir la langue nationale. Elles et ils soutenaient que le multilinguisme menaçait l'unité nationale et faisaient pression pour l'adoption de l'écriture et des chiffres devanagari, ainsi que d'une forme de l'hindi fortement sanskritisée. Selon les termes d'Austin, elles et ils

«étaient prêt-es à risquer de diviser l'Assemblée et le pays dans leur quête irrationnelle d'uniformité».

Les modéré-es de l'hindi s'opposaient à cette position, arguant que l'anglais et les langues régionales pouvaient coexister dans leurs sphères respectives. Les représentant-es des régions non hindiphones ont insisté pour que l'hindi reste inclusif, que l'anglais soit maintenu pendant au moins quinze ans afin d'assurer une transition en douceur, et qu'il n'y ait aucune «tyrannie linguistique» sur les chiffres.

Plusieurs membres ont lancé des avertissements sévères contre toute forme de coercition linguistique. Syama Prasad Mookerjee a déclaré :

Si quelqu'un-e prétend qu'en adoptant un article de la Constitution indienne, une langue va être imposée à tous et toutes par la contrainte, je vous dis, Monsieur, que cela ne sera pas possible.

Il a accusé les partisan-es intransigeant-es de l'hindi de tenter de priver les non-locuteurs/locutrices de l'hindi «des mêmes facilités que même le régime étranger tant détesté n'avait pas osé leur refuser».

L.K. Maitra a mis en garde les partisan-es intransigeant-es de l'hindi contre le «fanatisme linguistique» qui finirait par «aller à l'encontre de l'objectif même qu'elles et ils poursuivent». T.T. Krishnamachari a tiré la sonnette d'alarme de manière encore plus virulente, avertissant qu'une pression excessive pourrait attiser les sentiments séparatistes dans le Sud et que la promotion agressive de l'hindi pourrait être perçue comme un «impérialisme hindi».

Dans le même temps, plusieurs membres ont souligné l'importance persistante de l'anglais. Jawaharlal Nehru a fait remarquer :

L'anglais doit rester une langue de première importance en Inde, que de nombreuses personnes apprennent et peut-être apprennent de manière obligatoire... L'anglais est aujourd'hui bien plus important dans le monde qu'il ne l'était lorsque les Britanniques sont arrivés ici. Il est sans aucun doute aujourd'hui ce qui se rapproche le plus d'une langue internationale... Il est absurde pour nous d'essayer d'oublier ce que nous savons ou de ne pas tirer parti de ce que nous avons appris.

Frank Anthony a exhorté l'Assemblée constituante à ne pas «laisser notre ressentiment envers les Britanniques se répercuter sur notre attitude envers la langue anglaise». L.K. Maitra est allé plus loin, décrivant l'anglais comme «une chose inestimable que nous avons acquise au milieu de toutes nos humiliations, misères et souffrances sous la domination».

Les dispositions linguistiques de la Constitution, adoptées le 14 septembre 1949 - et contenues dans la partie 17 - Langue officielle (articles 343 à 351) - constituaient, selon les termes d'Austin, «un compromis timide»: suffisant pour préserver l'unité à un moment fragile, mais intégrant un penchant constitutionnel en faveur de l'hindi qui allait plus tard générer des tensions récurrentes.

L'anglais : un pont neutre pour l'Inde

Tout comme la civilisation indienne a pleinement assimilé des cultures non indigènes - pommes de terre, tomates, haricots rouges, piments, maïs, choux-fleurs, potirons, poivrons, goyaves, papayes, ananas, sapotes et pommes-cannelles, toutes introduites au cours des quatre derniers siècles par les Portugais-es, les Néerlandais-es ou les Britanniques -, elle a également intégré l'anglais au cours des deux derniers siècles et demi. L'anglais indien a évolué pour devenir une variété mondiale reconnue, enrichie par les expressions idiomatiques et les modes de pensée indiennes. La véritable question n'est donc pas de savoir si l'anglais est «étranger», mais s'il est utile et équitable. L'histoire et la pratique suggèrent que c'est le cas.

Si le hindi devenait la seule langue officielle, cela privilégierait inévitablement certains États tout en désavantageant d'autres. L'anglais, en revanche, est une langue-pont neutre - appartenant à tous et toutes de manière égale et à personne en particulier. Il ne porte aucune empreinte hégémonique et est aujourd'hui indispensable à l'enseignement supérieur, à la science, à la technologie, au droit, aux affaires et à la diplomatie. Le hindi, aussi précieux soit-il sur le plan culturel, ne peut remplir ces fonctions mondiales incontournables.

L'Irlande offre un parallèle instructif. Sa Constitution de 1937 a déclaré l'irlandais «première langue nationale» et l'anglais «deuxième langue officielle». Pourtant,

malgré des décennies de soutien de l'État, l'irlandais n'a pas pu répondre aux exigences pratiques de l'administration moderne, de l'enseignement supérieur, de la science ou du commerce mondial. L'anglais est devenu la langue de facto du gouvernement et de la vie nationale. L'irlandais survit principalement en tant que symbole, illustrant que la fierté linguistique doit être mise en balance avec la praticité linguistique.

Recommandation 4

L'Inde doit abandonner l'illusion du «une nation, une langue». La véritable unité ne naît pas de l'uniformité linguistique, mais de l'égalité linguistique. Les exemples mondiaux montrent qu'une langue commune ne garantit pas l'unité; en imposer une est le chemin le plus sûr vers la désunion. L'Inde devrait adopter une politique linguistique fondée sur l'équité, l'inclusion et le respect de chaque langue, quel que soit le nombre de ses locuteurs/locutrices.

La formule des trois langues

La formule des trois langues a été introduite en 1968 afin de promouvoir le multilinguisme, l'intégration nationale et les perspectives d'emploi. Elle trouve son origine dans la Politique nationale de l'éducation (1968) et dans la Résolution du Parlement sur les langues officielles (1968). Bien qu'elle ait été réaffirmée dans toutes les politiques éducatives – y compris la Politique nationale sur l'éducation (NEP, 2020) –, elle ne bénéficie d'aucun fondement constitutionnel ou législatif et reste une simple directive administrative. Le rejet récent de la formule des trois langues par le Tamil Nadu, le Karnataka, le Bengale occidental et le Maharashtra révèle que la question linguistique est loin d'être réglée et continue d'animer le débat public.

Si cette politique avait fonctionné, l'Inde – à l'exception du Tamil Nadu qui s'en tient fermement à une formule bilingue depuis 1968 – serait aujourd'hui un modèle de réussite multilingue. Au lieu de cela, le recensement de 2011 met en évidence ses limites: seul·es 7,2 % des Indien·nes connaissent trois langues, et dans les principaux États où l'hindi est parlé, ce chiffre tombe en dessous de 2 % – Uttar Pradesh (1,3 %), Bihar (1,3 %), Rajasthan (1,5 %), Madhya Pradesh (1,7 %), Chhattisgarh (1,7 %) et (1,9 %).

Des enquêtes sur l'éducation telles que l'Enquête nationale sur les acquis scolaires (NAS) et le Rapport annuel sur l'état de l'éducation (ASER) de Pratham confirment ce tableau inquiétant. Elles révèlent de faibles compétences linguistiques chez les élèves indien·nes, même dans leur première langue (langue régionale ou hindi) et dans leur deuxième langue (anglais). Il est significatif que ni la NAS ni l'ASER n'évaluent la maîtrise de la troisième langue – une omission qui masque opportunément l'échec de la «formule des trois langues».

Peu d'initiatives gouvernementales ont perduré aussi longtemps avec si peu de succès. Au lieu de repenser sa pertinence, la NEP 2020 renforce ce modèle en rendant la troisième langue obligatoire à l'échelle nationale – un exemple typique où l'idéologie l'emporte sur les faits. Alors que tant d'enfants ont déjà du mal avec leur première et leur deuxième langue, imposer une troisième est indéfendable. La priorité nationale devrait être d'enseigner deux langues correctement, plutôt que trois médiocrement.

Un quadruple fardeau linguistique pour les plus vulnérables

Pour des millions d'enfants issus de tribus ou de minorités linguistiques, la «formule des trois langues» se transforme en réalité en un quadruple fardeau linguistique. La langue maternelle de l'enfant (L1) – comme le bhili, le gondi ou le tulu – est rarement utilisée en classe et s'effrite ainsi progressivement. La langue de l'État (L2) – par exemple le marathi, l'odia ou le kannada – devient la langue d'enseignement, même si elle peut être initialement peu familière à l'enfant. Une troisième langue «nationale» (L3), généralement l'hindi ou le sanskrit, est ajoutée au nom de l'intégration nationale. Enfin, l'anglais (L4) – indispensable pour l'enseignement supérieur et l'emploi – est introduit, souvent avec un soutien pédagogique limité.

Si plusieurs facteurs contribuent à des taux d'abandon scolaire plus élevés que la moyenne nationale chez les élèves issus des tribus répertoriées, le fardeau que représentent ces quatre langues est un facteur important et évitable. Les données du Système d'information unifié des districts pour l'éducation (UDISE+) pour 2023-2024 montrent que, bien que le taux brut de scolarisation

(TBS) des élèves issus des tribus soit proche de 100 % au niveau primaire, il chute à 48,7 % au niveau du secondaire supérieur.

L'illusion du choix

La NEP 2020 (paragraphe 4.13) promet qu'«aucune langue ne sera imposée à aucun État» et que les élèves pourront choisir trois langues «à condition qu'au moins deux d'entre elles soient originaires de l'Inde». Cette promesse est illusoire. Dans une école type d'un État non hindiphone tel que le Tamil Nadu, les élèves peuvent opter pour plusieurs choix de troisième langue: le télougou, le malayalam, le kannada, l'hindi ou le sanskrit. En théorie, les écoles devraient proposer toutes ces options. En réalité, très peu d'établissements disposent des enseignant·es, des manuels scolaires ou de la flexibilité horaire nécessaires pour prendre en charge plusieurs filières linguistiques. Seul l'hindi bénéficie d'un soutien central constant: offre d'enseignant·es, matériel pédagogique et infrastructure institutionnelle. Aucune autre langue indienne ne bénéficie d'un soutien comparable en dehors de son État d'origine. Ainsi, la liberté de choix supposée se réduit à une seule option viable: l'hindi. Les contraintes opérationnelles transforment donc le choix nominal en un mécanisme subtil d'imposition linguistique.

Insoutenable sur le plan financier

Une estimation prudente concernant le seul Tamil Nadu suffit à illustrer l'ampleur de la charge financière. Le recrutement d'un seul enseignant de langue étrangère dans chacune des 8074 écoles secondaires et lycées publics ou subventionnés de l'État coûterait environ 5,6 milliards de roupies par an en salaires. Si l'on ajoute à cela les manuels scolaires, la formation des enseignant·es, le recrutement et les infrastructures nécessaires, les dépenses doublent. Étendre cette politique aux collèges (à partir de la 6^e), comme le prévoit le Cadre national des programmes scolaires 2023, ferait grimper le coût à plusieurs milliards de roupies. À l'échelle nationale, la dépense annuelle pourrait s'élever à des dizaines de milliards de roupies, sans preuve évidente de bénéfice pédagogique.

Cela représente un coût d'opportunité considérable. Même une fraction de ces ressources pourrait permettre de remédier à la

pénurie d'enseignant·es en mathématiques, en sciences et dans d'autres disciplines fondamentales; de doter les écoles publiques d'une infrastructure numérique moderne, en particulier dans les zones rurales; ou de financer un programme national d'IA et de programmation destiné aux élèves. Alors que la Chine, l'Estonie et la Corée du Sud enseignent déjà l'IA dans les écoles, l'Inde risque de gaspiller des ressources limitées pour un vestige de la politique linguistique du 20^e siècle.

Pertinence à l'ère de la technologie

L'alphabétisation de base dans la langue maternelle et en anglais est indispensable et doit se poursuivre par le biais d'un enseignement structuré en classe. Une troisième langue, cependant, ne nécessite pas le même niveau d'investissement formel. Dans un monde de plus en plus façonné par les outils de traduction en temps réel, les plateformes d'apprentissage adaptatif et les tuteurs/tutrices IA, l'apprentissage de langues supplémentaires peut se faire de manière volontaire, en fonction des intérêts personnels, de l'exposition culturelle et des besoins professionnels. Ce multilinguisme contextuel est flexible et rentable. La «formule des trois langues», en revanche, reste ancrée dans les hypothèses pédagogiques des années 1960.

Perspectives issues des sciences cognitives

Les partisan·es de la «formule des trois langues» affirment souvent que l'apprentissage d'une troisième langue améliore les capacités cognitives. Le NEP 2020 reprend cette affirmation sans citer de recherches psycholinguistiques récentes ni de bonnes pratiques internationales. Les sciences cognitives modernes – en particulier le *Cambridge Handbook of Third Language Acquisition* (2023) – brossent un tableau bien plus nuancé.

Les études menées par Ellen Bialystok et d'autres chercheurs/chercheuses montrent que le bilinguisme peut renforcer les fonctions exécutives telles que le contrôle de l'attention, la résistance à la distraction et la capacité à passer d'une tâche à l'autre. Il pourrait même retarder l'apparition de la démence à un âge avancé. Cependant, ces conclusions ne s'appliquent pas automatiquement au trilinguisme. Les avantages liés

à l'apprentissage d'une langue supplémentaire sont conditionnels – des conditions qui sont rarement remplies dans le système scolaire indien, surchargé et en manque de ressources.

Tout d'abord, le *Cambridge Handbook* remet en cause l'hypothèse simpliste selon laquelle plus de langues équivaut à plus de gains cognitifs. Il souligne que l'acquisition réussie d'une troisième langue (L3) dépend de bases solides dans la première (L1) et la deuxième (L2) langues, qui fournissent le cadre linguistique nécessaire. Lorsque les compétences de base en L1 et L2 sont faibles – comme le montrent à maintes reprises la NAS et l'ASER en Inde –, obliger les élèves à apprendre une L3 peut créer une surcharge cognitive, provoquant confusion et transfert linguistique erroné, et affaiblissant davantage la maîtrise déjà fragile des deux premières langues.

Deuxièmement, la similitude linguistique – ou la distance typologique – influe considérablement sur l'apprentissage d'une troisième langue. Le «modèle de primauté typologique» suggère que le cerveau recherche la langue la plus proche de la nouvelle langue pour s'en servir de modèle d'apprentissage. Pour les locuteurs/locutrices de langues indo-aryennes telles que le marathi, le pendjabi ou le bengali, l'hindi, en tant que troisième langue, partage de nombreuses caractéristiques structurelles avec leur langue maternelle, ce qui facilite son acquisition grâce à un transfert favorable. Pour les locuteurs/locutrices de langues linguistiquement éloignées – telles que le tamoul (dravidien), le santali (austro-asiatique) ou le mizo (sino-tibétain) –, l'hindi en tant que L3 n'offre pas un tel modèle. Il en résulte un transfert non facilitateur et une charge cognitive nettement plus importante.

Troisièmement, le «facteur de statut de la L2» suggère que les apprenant·es s'appuient souvent sur leur L2 comme échafaudage pour acquérir d'autres langues. En Inde, où l'anglais sert couramment de L2 mais est souvent mal enseigné, ses erreurs et ses limites peuvent se répercuter sur la L3, affaiblissant encore davantage les résultats d'apprentissage.

En bref, lorsque les bases en L1 et L2 sont fragiles, l'ajout d'une L3 peut entraver l'apprentissage plutôt que de le faciliter.

Pourtant, la NEP 2020 semble ignorer ces conclusions ou y être indifférente.

Recommandation 5

Reconnaissant que la «formule des trois langues» est un échec politique majeur – dépourvue d'avantages clairs et ignorant les réalités cognitives, financières et opérationnelles, l'Inde devrait s'orienter vers un bilinguisme de haut niveau : l'anglais pour la mobilité économique et la compétitivité mondiale, et la langue régionale ou la langue maternelle pour la continuité culturelle et une gouvernance locale efficace. Toute langue supplémentaire devrait être facultative, apprise de manière flexible à l'aide d'outils numériques modernes, et non imposée comme une exigence scolaire rigide.

5. La Constitution et la question linguistique

Contrairement à une idée reçue, la Constitution ne désigne pas l'hindi comme langue nationale. Elle établit plutôt un cadre linguistique fonctionnel couvrant plusieurs domaines – l'administration de l'Union, l'administration des États, la communication intergouvernementale, les hautes instances judiciaires, le Parlement et les assemblées législatives des États, ainsi que les droits des minorités linguistiques – principalement par le biais de la partie 17 (articles 343 à 351) et de quelques autres articles dispersés dans le texte. Les amendements constitutionnels nécessaires pour rétablir l'équilibre et l'équité linguistiques s'imposent d'eux-mêmes.

5.1 Langue officielle de l'Union

L'article 343 (1) désigne l'hindi en écriture devanagari comme langue officielle de l'Union. Reconnaissant les réalités d'un pays nouvellement indépendant et linguistiquement diversifié, l'article 343 (2) a autorisé le maintien de l'usage de l'anglais pendant une période transitoire de quinze ans. L'article 343 (3) autorisait le Parlement à légiférer pour permettre le maintien de l'usage de l'anglais au-delà de cette date.

À l'approche de l'échéance, de vastes agitations anti-hindi – notamment au Tamil Nadu – ont démontré que le remplacement de l'anglais déstabiliserait l'Union. Le

Parlement a invoqué l'article 343 (3) pour promulguer la loi de 1963 sur les langues officielles, renforcée par la modification de 1967. L'article 3 de la loi autorisait le maintien indéfini de l'anglais, parallèlement à l'hindi, pour toutes les fins officielles de l'Union, pour les communications intergouvernementales et pour les travaux parlementaires. L'article 3 (5) a introduit une garantie supplémentaire : l'anglais ne sera pas supprimé tant que des résolutions en ce sens n'auront pas été adoptées par (i) chaque assemblée législative d'État non hindiphone, et (ii) les deux chambres du Parlement.

Dans la pratique, ces dispositions ont transformé l'anglais, qui n'était qu'une commodité administrative temporaire, en une langue officielle associée semi-permanente de l'Union. Pourtant, cette protection reste législative plutôt que constitutionnelle. La loi sur les langues officielles peut être amendée par une simple majorité parlementaire. De plus, si un État est placé sous le régime présidentiel, le Parlement pourrait théoriquement adopter la résolution requise au nom de cet État. Ces risques justifient une inscription dans la Constitution.

Recommandation 6

Modifier l'article 343 afin d'ancrer constitutionnellement l'anglais en tant que langue officielle permanente de l'Union, en supprimant sa dépendance à l'égard de la Loi sur les langues officielles de 1963. Déclarer toutes les langues de l'annexe 8 comme langues officielles de l'Union, affirmant ainsi la pluralité linguistique sur le modèle de l'UE. Cela est rendu possible par les technologies de traduction modernes. Prévoir une période de transition de quinze ans pour les langues de l'annexe 8 nouvellement reconnues avant de leur accorder le statut officiel à part entière au niveau de l'Union.

5.2 Langue officielle d'un État

L'article 345 habilite l'assemblée législative d'un État à adopter «une ou plusieurs des langues en usage dans l'État ou l'hindi» comme langue officielle. Tant qu'une telle loi n'est pas promulguée, l'anglais reste la langue officielle. Cette formulation est antérieure à la réorganisation linguistique des États de 1956. Dans ce contexte, les mots

«ou l'hindi» sont redondants dans les États où l'on parle l'hindi et constituent une anomalie dans les États où l'on ne parle pas l'hindi, où ils permettent l'adoption d'une langue dépourvue de base sociale organique.

Recommandation 7

Modifier l'article 345 afin de supprimer «ou l'hindi», clarifiant ainsi que les États ne peuvent adopter comme langues officielles que les langues effectivement utilisées sur leur territoire.

5.3 Langue de communication intergouvernementale

L'article 346 dispose que la langue autorisée à des fins officielles de l'Union doit être utilisée pour la communication entre l'Union et les États ainsi qu'entre les États. Une clause restrictive permet aux États de convenir de communiquer entre eux en hindi.

Dans la pratique, la langue autorisée pour ces communications dépend de l'article 343 et de la loi de 1963 sur les langues officielles. L'article 3 de cette loi exige que l'anglais soit utilisé pour les communications entre l'Union et les États non hindiphones et que les communications en hindi soient accompagnées de traductions en anglais. Cependant, la protection de l'anglais reste uniquement légale et doit être inscrite dans la Constitution.

Recommandation 8

Modifier l'article 346 afin de garantir expressément que l'anglais soit la langue de liaison permanente pour toutes les communications officielles entre l'Union et les États ainsi qu'entre les États eux-mêmes. La langue officielle de l'État destinataire peut être utilisée comme langue de liaison supplémentaire lorsque cela est approprié.

5.4. Langues parlées par certaines catégories de la population d'un État

L'article 347 habilite le président à ordonner à un État de reconnaître une langue comme langue officielle supplémentaire si une «proportion substantielle» de la population le demande. Cette disposition a été conçue avant la réorganisation linguistique des États, à une époque où plusieurs États comptaient d'importantes minorités linguistiques. Dans le contexte actuel, cette disposition est inutile, susceptible d'abus

et constitue une porte dérobée constitutionnelle par laquelle l'hindi ou toute autre langue pourrait être imposée à un État sans son consentement. Les décisions concernant les langues officielles associées devraient relever exclusivement des assemblées législatives des États en vertu de l'article 345, et non de l'Union.

Recommandation 9

Supprimer l'article 347, car il est anachronique, porte atteinte à l'autonomie des États et est inutile dans le paysage linguistique postérieur à 1956.

5.5. Langue du pouvoir judiciaire et rédaction législative

L'article 348 impose l'usage de l'anglais à la Cour suprême et aux Hautes Cours, ainsi que pour les textes législatifs faisant autorité. L'article 348 (2) autorise un gouverneur – sous réserve du consentement du président – à permettre l'usage de l'hindi ou de la langue officielle de l'État dans les procédures devant la Haute Cour, bien que les jugements, décrets ou ordonnances doivent normalement être rendus en anglais.

L'article 7 de la loi de 1963 sur les langues officielles autorise les jugements, décrets et ordonnances d'une Haute Cour à être également rendus en hindi ou dans la langue officielle de l'État, à condition qu'ils soient accompagnés d'une traduction certifiée en anglais. À ce jour, seuls quatre États où l'on parle l'hindi – le Rajasthan, l'Uttar Pradesh, le Madhya Pradesh et le Bihar – ont été autorisés à utiliser l'hindi dans leurs Hautes Cours. Les demandes du Tamil Nadu, du Karnataka, du Gujarat, du Bengale occidental et du Chhattisgarh ont été rejetées, ce qui crée une asymétrie linguistique.

Recommandation 10

Modifier l'article 348 afin de maintenir définitivement l'anglais comme langue de la Cour suprême, des Hautes Cours et de la rédaction législative, tout en autorisant chaque État – sans nécessiter l'approbation présidentielle – à utiliser sa langue officielle dans les procédures et les jugements des Hautes Cours, à condition qu'ils soient accompagnés de traductions certifiées en anglais.

5.6. Langue à utiliser pour présenter des requêtes

L'article 350 garantit à toute personne le droit de présenter des requêtes aux autorités de l'Union ou de l'État «dans l'une des langues utilisées dans l'Union ou dans l'État». Cependant, il ne précise pas la langue dans laquelle les autorités doivent répondre. Cette omission a régulièrement été source de tensions, notamment lorsque les services de l'Union répondent uniquement en hindi, ce qui désavantage les citoyen·nes ne parlant pas cette langue.

Recommandation 11

Modifier l'article 350 afin d'exiger des autorités de l'Union qu'elles répondent soit dans la langue de la requête, soit dans la langue officielle de l'État concerné, soit en anglais – selon ce qui garantit le mieux la clarté et l'équité pour la/le citoyen·ne.

5.7 Article 351 – Directive relative à la promotion de l'hindi

L'article 351 charge l'Union de promouvoir la diffusion de l'hindi et de le développer en tant qu'expression de la culture composite de l'Inde. Il envisage d'enrichir l'hindi en s'inspirant de l'hindoustani et des langues énumérées dans l'annexe 8. Cependant, sa clause la plus déterminante exige que le vocabulaire de l'hindi soit dérivé «principalement du sanskrit et secondairement d'autres langues». Cela a transformé l'évolution de l'hindi en un projet linguistique dirigé par l'État – contrairement à la manière organique dont se développent les langues véhiculaires vivantes.

L'anglais, par exemple, a acquis une portée mondiale grâce à son ouverture, absorbant librement des influences du latin, du français, du norrois, de l'arabe, du persan et de nombreuses langues indiennes. Le hindi, en revanche, a souvent recherché la pureté linguistique en remplaçant des expressions couramment utilisées en ourdou, en persan et en anglais par des néologismes fortement sanskritisés. Il en a parfois résulté une forme de hindi que même les locuteurs/locutrices natifs/natives trouvent peu familière. Lorsque Jawaharlal Nehru a examiné une première traduction en hindi de la Constitution en

1948, il a écrit à Rajendra Prasad qu'il n'en comprenait pas un mot.

Recommandation 13

Modifier l'article 351 afin de remplacer la promotion exclusive de l'hindi par un engagement constitutionnel à préserver, entretenir et revitaliser l'ensemble du patrimoine linguistique de l'Inde.

5.8. Les langues au Parlement et dans les assemblées législatives des États

L'article 120 stipule que les travaux parlementaires se déroulent en hindi ou en anglais, un·e député·e ne pouvant s'exprimer dans sa langue maternelle qu'avec l'autorisation du président s'il ne parvient pas à s'exprimer correctement dans l'une ou l'autre de ces langues. L'article 210 impose une règle similaire aux assemblées législatives des États, n'autorisant l'usage de la langue maternelle d'un·e député·e qu'avec une autorisation préalable.

À l'ère de la traduction en temps réel grâce à l'intelligence artificielle, de telles restrictions sont dépassées et antidémocratiques. Les représentant·es élus·es devraient être libres de s'exprimer dans la langue qu'elles et ils maîtrisent le mieux.

Recommandation 14

Modifier les articles 120 et 210 afin d'abolir la règle archaïque de «l'autorisation de prendre la parole» et de garantir à chaque membre du Parlement ou d'une Assemblée législative d'État le droit illimité de s'exprimer dans n'importe quelle langue indienne lors des débats législatifs, et de rendre obligatoire la traduction en temps réel.

6. Conclusions

Ce qui avait commencé en 1950 comme un «compromis timide» et une trêve linguistique précaire s'est rapidement transformé en une contestation récurrente. La réticence de l'Union à réorganiser les États selon des critères linguistiques a été balayée par de puissants mouvements populaires dans les années 1950, tandis que les agitations anti-hindi des années 1960 ont imposé l'assurance que l'anglais serait maintenu aussi longtemps que les États non hindiphones le

souhaiteraient. Pourtant, la question linguistique reste en suspens.

La formule des trois langues continue d'être largement contestée, et la tendance croissante à nommer les projets, programmes et législations du gouvernement central principalement en hindi a ravivé des inquiétudes qui n'avaient jamais complètement disparu.

Peu de parties de la Constitution nécessitent aujourd'hui une réforme aussi urgente que ses dispositions linguistiques. La richesse linguistique de l'Inde n'est pas un problème à gérer, mais un héritage civilisationnel à préserver. Pourtant, le cadre actuel – par négligence et en raison de politiques linguistiques défailtantes – privilégie une seule langue tandis que des centaines d'autres ont disparu ou sont menacées d'extinction.

La réforme constitutionnelle doit donc s'orienter vers un cadre véritablement pluraliste: un cadre qui garantisse un respect égal pour toutes les communautés linguistiques, préserve les langues en danger, élargisse l'annexe 8 et – en s'appuyant sur les capacités technologiques désormais disponibles – construise une architecture linguistique inclusive qui aurait été inimaginable en 1950.

Source : *The India Forum*, juin 2026.
Traduction DE.

Ashok Vardhan Shetty a été fonctionnaire de l'Indian Administrative Service du Tamil Nadu et vice-chancelier de l'Université maritime indienne de Chennai. Il est actuellement membre du Comité sur les relations entre l'Union et les États, mis en place par le gouvernement du Tamil Nadu.

L'assassinat des femmes comme politique sexuelle

Andrea Dworkin

Le 6 décembre 1990, à l'invitation de féministes de Montréal, Andrea Dworkin est venue commémorer devant 500 personnes le massacre de 14 femmes de l'École polytechnique par Marc Lépine, un terroriste antiféministe québécois. Son allocution peut être écoutée sur la page de l'organisation [Vancouver Rape Relief and Women's Shelter](#). Sa transcription et sa traduction que nous publions ici ont été publiées en 2017 dans le recueil de textes d'Andrea Dworkin, *Souvenez-vous, Résistez, Ne cédez pas* (Paris/Montréal Syllepse/Remue-ménage).

Il est très difficile de penser à une façon appropriée d'exprimer le deuil, mais nous savons que les larmes ne suffisent pas. Nous savons comment pleurer. La vraie question est : Comment allons-nous nous défendre ?

Nous aurions pu vouloir revendiquer les bienfaits du féminisme libéral. Nous aurions pu vouloir dire : « Regardez-nous - ne sommes-nous pas merveilleuses ? Savez-vous combien il y a de femmes aujourd'hui dans les facultés de droit ? Savez-vous combien il y a de travailleuses sur les sites de construction ? » Bon, il n'y en a pas suffisamment. Mais depuis un an, depuis que ces quatorze femmes ont été assassinées, les féministes ne peuvent se dresser avec quelque fierté et dire : « Regardez ce que nous avons fait. » Nous nous dressons avec détresse, avec terreur et avec colère, sans crédit à revendiquer pour le féminisme libéral. Nous voulons dire : « Elles étaient dans cette école à cause de nous. C'est nous qui avons abattu les obstacles. » C'est maintenant une épée à deux tranchants. Oui, elles y étaient à cause de nous ; oui, nous avons abattu les obstacles. Et cet homme - cet homme qui n'était pas fou, dont la pensée

et le geste étaient politiques - a compris ce que signifiait la chute de ces obstacles et il a commis un geste politique pour nous faire battre en retraite, pour que de nouveaux obstacles puissent être bâtis et pour que les femmes n'aient pas le cœur ou le courage ou la patience ou l'endurance de continuer à abattre des obstacles.

Bien des gens nous ont invitées à convenir que les femmes font des progrès, à cause de notre présence visible dans ces lieux où nous n'étions pas auparavant. Et celles d'entre nous que l'on dénonce comme radicales ont répondu : « Ce n'est pas comme cela que nous mesurons le progrès. Nous comptons les viols. Nous comptons les femmes agressées par leur mari. Nous tenons le compte des enfants violés par leurs pères. Nous comptons les mortes. Et quand ces statistiques commenceront à changer de façon significative, alors nous vous dirons si l'on peut ou non mesurer des progrès. »

Les différentes avancées du féminisme - pour lesquelles, soit dit en passant, on ne nous remercie pas souvent (ce pourquoi nous sommes si promptes à revendiquer tout ce que nous pouvons) - ont toujours été réalisées sinon avec la plus grande politesse, du moins avec une patience et une retenue extraordinaires, en ce sens que nous n'avons pas utilisé d'armes à feu. Nous avons utilisé des mots. Nous avons défilé en disant des mots. Et nous nous voyons punies d'atteindre le peu que nous atteignons ; punies pour chaque phrase que nous disons ; punies pour chaque geste d'éventuelle autodétermination. Toute assertion de dignité de notre part est punie, soit au plan social par ces grands médias qui nous entourent - quand ils choisissent de tenir compte de notre

existence, c'est habituellement par la dérision ou le mépris -, soit par les hommes qui nous entourent, soldats de cette guerre très réelle où la violence est presque exclusivement dans le même camp. Le message de la punition est très clair, qu'il s'agisse d'un acte sexuel imposé ou de coups ou de mots d'insulte ou de harcèlement dans la rue ou de harcèlement sexuel au travail: «Rentre à la maison. Ferme ta gueule. Fais ce que je te dis.» Ce qui se résume d'habitude à: «Nettoie la maison et écarte les jambes.» Beaucoup d'entre nous avons dit non. Nous le disons de différentes façons. Nous le disons à différents moments. Mais nous disons non, et nous l'avons dit suffisamment fort et de façon suffisamment collective pour que ce non ait commencé à résonner dans la sphère publique. Non, nous n'allons pas le faire. Non.

Il y a une réponse à notre non

Un fusil semi-automatique est une réponse. Il y a aussi des poignards. Ce que nous vivons n'est pas une conversation plaisante.

Les journalistes, les politiciens établis et les faiseurs d'opinion se servent des différences entre la tuerie de Polytechnique et les schémas habituels de violence anti-femmes afin de brouiller les pistes, comme si c'étaient les différences qui importaient et non ce qui est identique. Nous savons ce qui est identique. Alors, analysons d'abord les vraies différences, plutôt que de laisser ces gens les manipuler pour faire de ce massacre un événement qui ne pourrait jamais se répéter dans toute l'histoire de l'humanité.

Nous les femmes, vous le savez, sommes habituellement tuées dans nos propres maisons, dans ce qu'on appelle la vie privée - parce qu'un homme et une femme ensemble ne sont pas considérés comme une unité sociale. L'unité, c'est lui: c'est lui qui est l'être humain. Elle est sa subalterne. La vie privée lui appartient à lui et il peut y faire ce qu'il veut à sa femme. Quand on nous blesse, c'est habituellement hors de vue des caméras et des annonces officielles. Nous sommes blessées d'habitude par des hommes que nous connaissons et particulièrement par des hommes avec qui nous avons eu des rapports intimes, je veux dire un engagement sexuel. Dans la société où nous vivons, le coït est un phénomène

d'appropriation des femmes. Les hommes qui ont un rapport sexuel avec une femme croient ou ressentent ou pensent - quel que soit le mot juste - que cette femme leur appartient alors, d'une certaine façon. Et de fait, en français, tous les euphémismes du coït expriment la propriété: possession - je l'ai possédée; avoir - je l'ai eue; prendre - je l'ai prise; le sexe comme conquête - je l'ai conquise; violation - je l'ai violée. Chacun de ces mots et de ces expressions est utilisé comme synonyme du rapport sexuel. Aucun de ces mots ne fait partie des mots qu'on appelle obscènes.

Les femmes sont habituellement tuées dans l'isolement, pas dans un lieu public. Les femmes sont habituellement tuées simplement parce qu'elles sont des femmes, et non parce qu'elles sont féministes. Les femmes les plus souvent tuées par des étrangers sont les femmes qui vivent dans la rue - les femmes de la prostitution et les femmes sans abri. Cette population de femmes est presque toujours décrite comme doublement désavantagée, ce qui veut dire qu'elles appartiennent aux groupes stigmatisés au plan racial. Ces femmes sont appauvries, même en comparaison des autres femmes, et je crois que c'est vraiment une erreur de dire qu'elles sont blessées par des étrangers parce que, si on examine la transaction, ce qui arrive aux femmes prostituées dans la rue est une forme de viol par un partenaire, de meurtre par un partenaire. Un homme achète une partenaire et il blesse cette femme ou la tue. Un nombre important des femmes qui sont tuées sont officiellement désignées sous le nom de «Jane Doe». Personne ne sait d'où venait Jane Doe. Personne ne sait qui sont ses proches. Il n'y a pas d'endroit pour elle. Elle n'a pas de maison où être tuée.

Avant, les femmes étaient des biens sexuels aux yeux du droit, de sorte que l'homme avait la caution de l'État. Aujourd'hui, les hommes exercent leur sentiment de possession et de propriété de façon plus libérale. Ils prennent une responsabilité plus personnelle dans le maintien actif de votre asservissement. C'est difficile pour eux: vous savez à quel point vous êtes rebelles; ce travail les tient occupés vingt-quatre heures par jour, ce qui ne peut être facile. Voilà ce que vous lisez dans les journaux quand des hommes parlent de ces meurtres - vous lisez que ce sont eux,

les hommes, qui souffrent. Mais pas assez. Pas encore assez.

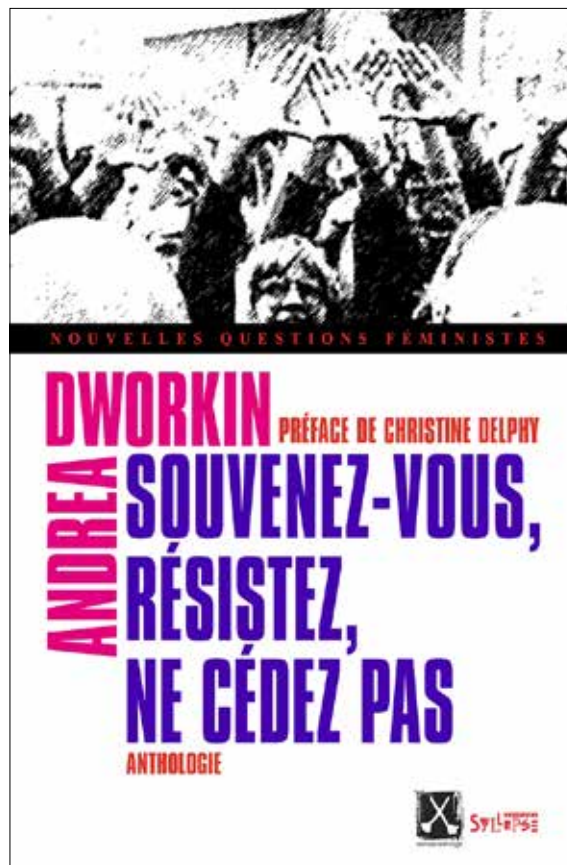
Une des différences dans la façon dont Marc Lépine a tué ces femmes est que, quand des femmes sont tuées, on ne parle presque jamais d'un meurtre. Il y a beaucoup d'euphémismes: «C'était une querelle de famille», «Un père emporte dans la mort sa femme et ses enfants». On nous parle de «tragédie familiale» plutôt que de tuerie. Marc Lépine s'est livré à une tuerie. Ce n'était pas l'habituel petit téléroman familial où un homme tue plusieurs personnes, qui ont en commun la même impuissance face à lui, et le fait qu'aux yeux de la société, il est propriétaire de ces personnes ou a implicitement le droit de l'être.

On nous dit fréquemment que chaque meurtrier vivait un stress terrible, que ses affaires allaient très mal, que c'est vraiment pathétique et dommage - pour lui. On nous dit aussi que sa femme a provoqué son geste. Et lorsque des prostituées sont violées ou tuées, la police a longtemps eu pour politique, aux États-Unis, de ne pas commencer à prendre ces meurtres au sérieux avant que les cadavres ne se chiffrent par dizaines. C'était la politique officielle

Tuées parce qu'elles empiétaient sur un territoire masculin sacré

Ces quatorze femmes ont été assassinées - parce qu'elles étaient des femmes mais aussi parce qu'elles étudiaient le génie; parce qu'elles apprenaient une science masculine; parce qu'elles désiraient un savoir masculin sacré. Elles empiétaient sur un territoire masculin sacré. Elles voulaient devenir ingénieures, et cela a été assimilé à un geste militant d'agression de leur part.

Ce que leur mort a d'identique à celles des autres femmes, c'est que Marc Lépine, comme les autres hommes qui blessent ou tuent des femmes, ne peut pas, ne pouvait pas coexister hors d'un contexte où les femmes sont complètement soumises. Il ne pouvait tolérer cela. Et quand les hommes ne peuvent pas supporter quelque chose, ils agissent. Et voici la critique la plus lourde que l'on puisse formuler à notre égard: lorsque nous ne pouvons supporter quelque chose, il arrive souvent que nous n'agissons



pas. Marc Lépine se considérait en droit de faire ce qu'il a fait. Il a écrit: «La vie ne m'apporte plus de joie.» Le gars cherchait de la joie; il voulait remettre du plaisir dans sa vie. Mais il y a une condition préalable à la joie dans le code masculin, et cette condition, c'est que les femmes soient à leur place, une place subalterne. Vous ne pouvez pas avoir beaucoup de plaisir en tant qu'homme dans le monde si des femmes sont hors de contrôle quelque part dans votre champ de perception.

J'ai vu beaucoup de journalistes d'ici dire l'équivalent de «Je ne veux pas être associé à Marc Lépine». Et il est vrai que ce ne sont pas tous les hommes qui saisissent un fusil semi-automatique. Mais beaucoup d'entre eux n'ont pas à le faire parce qu'ils ont des stylos. Beaucoup d'entre eux n'ont pas à le faire parce qu'ils ont d'autres façons d'exercer un pouvoir destructeur, annihilant sur les femmes. Ils détruisent des femmes, leur corps et leur âme, mais c'est vrai, les coquilles peuvent continuer à se mouvoir. Les coquilles ont leur utilité: rappelez-vous l'injonction de se coucher et d'écarter les jambes. Pas besoin d'avoir un cœur. Pas besoin d'avoir un esprit. Marc Lépine a réagi de la même

façon que les Blancs du Sud américain ont réagi quand ont commencé à tomber les panneaux «Réservé aux Blancs» - il a réagi par la violence. Et ce sont les féministes qui ont imposé ce changement. Nous sommes les gens responsables d'avoir pollué son environnement. Nous avons fait cela - en faisant entrer des femmes dans les professions, dans des emplois de classe ouvrière dont les femmes étaient exclues, et en faisant entrer des femmes dans l'histoire. J'espère que vous avez lu la lettre de Marc Lépine, qui vient tout juste d'être rendue publique - la police l'a envoyée aux médias un an après les meurtres¹. Il y disait que la guerre est un territoire masculin, un élément de l'héroïsme masculin, de l'identité masculine, et que la suggestion même que des femmes aient fait preuve d'héroïsme en temps de guerre était pour lui une grave insulte politique. Voilà une masculinité basée sur l'effacement des femmes, au sens métaphorique et littéral, et ce que je veux que vous notiez à ce sujet est son extraordinaire, son incroyable lâcheté. La lâcheté est évidente dans le massacre de quatorze femmes, mais elle l'est également dans chaque acte de viol. Aux États-Unis, 43 % des viols signalés sont collectifs: 27 % sont commis par trois hommes ou plus et 16 % à deux. Nous vivons dans le monde tel qu'il est non parce que les hommes sont physiquement plus forts que nous, mais parce qu'ils se mettent à plusieurs pour nous attaquer et nous blesser.

Dans chaque acte de brutalité à notre égard, ce que nous voyons, c'est un lâche. Le mari qui bat sa femme a besoin du soutien de l'État pour continuer. Et il l'obtient - il a la caution de la société; il a celle des médias qui lui disent que la violence conjugale est vraiment sexy; il a son industrie pornographique de 10 milliards \$ par an où les femmes sont la matière première achetée et vendue à son intention, pour lui fournir un peu de cette joie dont parlait Marc Lépine. Les hommes qui utilisent les femmes comme prostituées sont aussi de grands et courageux gaillards. Ils prennent des femmes qui ont été agressées sexuellement dans l'enfance, des femmes pauvres, sans abri, qui n'ont ni aide ni repos dans cette société, et

ils les utilisent. Si vous regardez la violence masculine contre les femmes, ce que vous verrez, c'est la lâcheté de cette violence.

La façon dont les hommes utilisent les femmes dans la prostitution ressemble beaucoup au viol collectif en ce sens que ce que les hommes font aux femmes, ils le font les uns pour les autres: «Je suis un homme, un autre homme est passé ici avant moi, un autre homme passera ici après moi, lui et moi avons la masculinité en commun parce que nous utilisons tous les deux cette femme - elle est simplement le véhicule qui me permet de vivre notre supériorité collective sur quiconque est comme elle. Je la possède parce que je l'ai achetée. Je la possède parce que je l'ai achetée - aussi bien épouse que prostituée; je suis moralement supérieur à elle parce que je l'ai achetée; elle m'appartient et j'ai le droit de contrôler tout ce qu'elle fait.»

J'ai vu un sociologue à la télévision hier soir, un sociologue masculin, un type très bien sous tous rapports. À son éminent avis, basé sur une érudition exceptionnelle, le massacre de Polytechnique était le «tout premier» - je l'ai noté parce que je ne voulais pas exagérer ses dires - «le tout premier geste politique commis contre des femmes». Les tribunaux ne commettent pas de gestes politiques contre les femmes, non, lorsqu'ils sont organisés pour appuyer les violeurs et les batteurs de femme, ni quand ils enlèvent les enfants aux femmes - comme ils le font aux États-Unis - pour les donner aux pères qui les violent. Cela n'est pas politique. Rien de ce qui nous est jamais arrivé par le passé n'est politique. Nous sommes censées croire que nous avons chacune notre vie privée et, que voulez-vous, ce n'est pas facile de trouver un bon gars. Mais continue à chercher et à chercher et un jour, de préférence avant de tomber dans le coma à force d'être battue, tu finiras par le trouver. Cela n'est pas politique, c'est personnel et c'est pour cela que tout le monde nous parle des psychologues. Ils sont ici pour vous convaincre que cela est personnel et non politique. Et les autorités d'ici à Montréal essaient de vous convaincre que si vous vous organisez politiquement contre la violence masculine, vous serez responsable de rendre les hommes plus agressifs. À chaque émission de télévision, dans chaque journal, au forum d'hier soir où des

1. Pour lire le manifeste laissé par l'assassin de ces 14 femmes, voir Sisyph.org.

fonctionnaires municipaux sont venus répondre à des questions, on nous a dit : « Les hommes ne se sont pas vraiment habitués à ces nouveaux rôles des femmes. Voilà pourquoi ils font mal aux femmes. »

Ah bon... Autrefois, les hommes avaient légalement le droit de battre leurs femmes, alors pourquoi le faisaient-ils à l'époque ? Quelque chose a changé, mais leur comportement est resté le même. Ils battaient leurs femmes lorsque l'État disait qu'ils pouvaient battre leurs femmes, et maintenant que la loi a changé, ils battent leurs femmes...

« C'est nous qui avons fait cela »

Je crois que ce que toutes ces autorités masculines essaient de nous dire est ceci : « Nous ne comprenons pas pourquoi il les a tuées, parce qu'il n'a pas eu de rapports sexuels avec elles. S'il en avait eus, nous comprendrions. Et cela aurait quelque chose à voir avec nous. Cela serait privé - cela ne vous regarderait pas - mais nous comprendrions. Mais quand un homme tue une femme avec qui il n'a pas cette relation-là, c'est qu'il est fou. Pas stressé, fou. »

Le contrôle masculin des femmes par le biais du droit et de l'Église s'est considérablement détérioré. Voilà le genre de chose qu'on a le droit de dire tant que l'on n'ajoute pas : « *C'est nous qui avons fait cela.* » Mais nous l'avons fait. La raison pour laquelle nous ne sommes pas des biens dans le mariage, c'est que nous avons changé ces maudites lois. Nous avons créé une révolte des femmes dans le mariage. Il y a maintenant des femmes qui n'acceptent pas que le mariage signifie que les hommes ont acheté un droit d'accès à leur sexe. Nous avons changé cela ; nous l'avons fait. Alors, que font les hommes s'ils n'ont pas le droit qu'ils avaient avant, la police qui va avec le droit qu'ils avaient avant, le pouvoir de l'Église qu'ils avaient avant ? Laissez-moi vous dire ce qu'ils font : une industrie de la pornographie de 10 milliards de dollars par an aux États-Unis seulement, une industrie qui fait de chaque homme son propre État, sa propre Église et qui lui dit comment contrôler les femmes et leur faire mal. Les systèmes de pouvoir sont capables de se réorganiser, et le fait que les choses semblent différentes ne signifie pas que la hiérarchie a changé. C'est la hiérarchie qu'il nous faut regarder, pas le fait

que certains modèles sociaux de comportement sont différents. Il nous faut regarder qui est au-dessus et qui est en dessous, et ensuite, si nous avons le cœur de le faire, nous devons regarder ce qu'il lui fait pendant qu'il est au-dessus et qu'elle est en dessous.

Évidemment, je m'étonne que les gens intelligents qui assurent le fonctionnement de cette mécanique ne comprennent pas pourquoi nous reconnaissons dans ce massacre quelque chose de familier plutôt que de complètement atypique. Ce que nous reconnaissons comme familier, c'est la haine qui anime le geste, la haine à l'égard des femmes, l'amertume et le ressentiment à l'égard des femmes qui ne sont pas sexuellement soumises - du moins pas à ce moment - et sa rage, sa rage à notre égard. Je doute qu'il y ait ici une seule femme qui ne reconnaisse pas, à partir de sa propre vie, ces réalités chez les hommes, et nous les reconnaissons dans ce geste, et ce geste nous semble donc familier, plutôt que bizarre et tout à fait exceptionnel.

Certaines des femmes qui ont été assassinées étaient peut-être des féministes, et d'autres, non. Les femmes n'obtiennent pas le droit de dire « Je suis » ceci ou cela. Nous sommes « toutes les mêmes », d'une manière ou d'une autre. Nous pouvons regarder cela et comprendre que les hommes qui nous entourent ressentiront généralement tout acte de dignité de notre part comme un acte de féminisme, que c'en soit un ou non ; ils ressentiront tout acte de sortie du cercle de la soumission comme un acte de féminisme, que c'en soit un ou non. Je veux que nous comprenions cela aussi clairement que Marc Lépine l'a compris.

Il existe deux stratégies courantes pour régler le cas d'une femme morte quand elle a été assassinée par un homme. La première est celle que vous voyez ici, qui consiste à regarder l'homme et à créer de l'empathie pour lui dans la sphère sociale. L'autre consiste à regarder la femme ou les femmes et à découvrir ce qu'elle ou elles ont fait de mal. Peut-être que s'il n'y avait eu que trois femmes tuées, on nous ferait lire toutes sortes de choses sur ce qu'elles avaient fait d'immonde - avant même d'atteindre vingt et un ans. Et les médias essaieraient de convaincre le grand public que les victimes méritaient ce qui leur est arrivé parce que, après tout,

étaient-elles vierges, hein? Avec combien d'hommes avaient-elles couché? Voilà la façon dont les femmes assassinées sont couramment traitées. Mais à cause de l'ancrage de ces quatorze femmes dans la collectivité, à cause du pouvoir social de leurs familles, à cause de leur propre participation à une élite comparativement à d'autres gens, elles ne sont pas traitées de cette façon – pas encore. Les journaux ne le feront pas. Des livres écrits par des hommes misogynes le feront. Un intrépide journaliste d'enquête ou sociologue ou psychologue ira sur le terrain et trouvera des hommes qui diront connaître le fond de l'histoire et il publiera un livre. Cette affaire est loin d'être terminée.

J'aimerais ajouter quelque chose que je trouve très difficile à dire. Ce n'est pas une remarque superficielle. Je crois qu'un des engagements les plus importants que vous puissiez prendre face à la vie ou au féminisme est de vous assurer que si vous mourez aux mains d'un misogyne, vous méritez votre mort. Que vous avez fait tout ce dont il vous accuse mentalement, que tout acte de trahison pour lequel il vous tue en est un que vous avez commis. Comme beaucoup de femmes, j'ai un lourd passé de violence commise à mon égard et je vous dis, à ma honte grandissante, que tous ceux qui m'ont fait mal sont encore debout. Ils se portent à merveille. Rien ne leur est arrivé. Et quand je regarde ma vie, je pense à la différence entre être battue parce que je n'ai pas nettoyé le réfrigérateur et être menacée de mort parce que je combats les pornographes. Il y a mieux et il y a pire, et mieux vaut faire face à l'inconnu quand vous avez fait un choix qui vous place là où vous voulez être, à lutter pour votre liberté et pour la liberté des femmes qui vous entourent. Les féministes devraient garder à l'esprit que, même s'il nous arrive souvent de ne pas nous prendre au sérieux, les hommes qui nous entourent, eux, nous prennent au sérieux, souvent. Je crois que la façon dont nous pouvons faire honneur à ces femmes qui ont été exécutées, pour des crimes qu'elles peuvent ou non avoir commis – c'est-à-dire, pour des crimes politiques –, est de commettre chacun des crimes pour lesquels elles ont été exécutées, des crimes contre la domination masculine, des crimes contre le droit de violer, des crimes contre l'appropriation

masculine des femmes, des crimes contre le monopole masculin de l'espace public et du discours public. Nous devons empêcher les hommes de faire mal aux femmes dans la vie quotidienne, dans la vie ordinaire, à la maison, au lit, dans la rue, et à l'École polytechnique. Nous devons enlever le pouvoir public aux hommes, que cela leur plaise ou non et quoi qu'ils fassent. Si nous devons nous défendre avec des armes, eh! bien, nous devons nous défendre avec des armes. D'une façon ou d'une autre, il nous faut désarmer les hommes. Nous devons être les femmes qui s'interposent entre les hommes et les femmes à qui ils veulent faire mal. Nous devons mettre fin à l'impunité des hommes, car c'est cela qu'ils possèdent, l'impunité de faire mal aux femmes de toutes les façons dont ils nous font systématiquement mal.

La féministe est la femme qui est là non parce qu'elle est l'épouse de l'homme, mais parce qu'elle est la sœur de la femme contre qui l'homme agit comme une arme. Le féminisme existe pour qu'aucune femme n'ait jamais à faire face à son oppresseur dans le vide, seule. Il existe pour briser le secret où les hommes violent, battent et tuent les femmes. Ce que je dis, c'est que chacune d'entre nous a la responsabilité d'être la femme que Marc Lépine voulait assassiner. Il nous faut vivre avec cet honneur, ce courage. Nous devons repousser la peur. Nous devons tenir bon. Nous devons créer. Nous devons résister, et nous devons arrêter de consacrer les 364 autres jours de l'année à oublier tout ce que nous savons. Nous devons nous en souvenir chaque jour, et pas seulement le 6 décembre. Nous devons mettre nos vies au service de ce que nous savons et de notre résistance au pouvoir masculin utilisé contre nous.

Traduction: Martin Dufresne.

Féministe radicale, Andrea Dworkin est l'auteure de nombreux ouvrages consacrés à la pornographie, au viol et plus largement aux violences contre les femmes, dont *Pouvoir et violence sexiste* (Sisyphé), *Les femmes de droite* (Remue-ménage), *Souvenez-vous, résistez, ne cédez pas* (Syllepse/Remue-ménage), *Coït* (Syllepse/Remue-ménage), *Pornographie: les hommes s'approprient les femmes* (Éditions Libre), *Notre sang: discours et prophéties sur la politique* (Des femmes).



L'ASSOCIATION SOLIDARITÉ FREEAZAT ET SON COMITÉ DE SOUTIEN ALERTENT : AZAT MIFTAKHOV, MATHÉMATICIEN RUSSE ET DISSIDENT, EST SOUMIS À LA TORTURE DANS LES GEÔLES POUTINIENNES

Depuis 2019, Azat Miftakhov est incarcéré dans le cadre d'une procédure judiciaire fabriquée, reconnue comme un procès politique par de nombreuses organisations internationales. Ces derniers jours, la situation s'est dramatiquement aggravée : Azat a été transféré de force dans la prison de haute sécurité de Kharp (IK-18).

Située sur le cercle polaire arctique (région autonome de Jamalo-Nénétsie), cette prison est isolée dans une zone inhospitalière aux températures extrêmes (descendant jusqu'à -50°C d'octobre à mai). Elle est tristement célèbre pour ses conditions carcérales inhumaines et se trouve dans la même ville que celle où l'opposant Alexei Navalny a été assassiné.

Azat y a déjà été victime de tortures. Selon un témoignage direct daté du 21 avril 2026, Azat a été soumis à des sévices physiques et psychologiques atroces : déshabillage forcé, ligotage, étouffement, coups répétés, électrocution et prémices de viol. Ces actes de barbarie avaient pour unique objectif de briser sa volonté.

Le comité de soutien, déjà mobilisé pour la libération immédiate d'Azat, dénonce fermement ces agissements criminels, en violation totale du droit international et des conventions contre la torture. Ces méthodes démontrent la volonté du régime actuel d'éliminer toute dissidence.

Nous exigeons l'arrêt des tortures et la libération d'Azat Miftakhov.

Nous appelons les citoyennes et les citoyens, quelle que soit leur nationalité, à soutenir et diffuser notre appel.

Nous exhortons les gouvernements, l'Union européenne, le Conseil de l'Europe et les Nations Unies à intervenir pour la libération d'Azat.

La vie d'Azat Miftakhov est en danger immédiat. Sauvons Azat avant qu'il ne soit trop tard !

Paris, le 11 mai 2026



D'HIER À AUJOURD'HUI



Un néo-bundisme bricolé : l'exemple de l'Union des progressistes juifs de Belgique

Henri Goldman

63

Fondée en 1945, l'UPJB est l'une des associations de la gauche juive les plus anciennes en Europe. Aujourd'hui, elle accompagne, sans s'y noyer, le renouveau d'un judaïsme antisioniste, en gardant un certain pluralisme issu de sa longue histoire.

Dans un article enthousiaste publié sur [Yaani](#), Yoav Shemer-Kunz décrivait les associations de la nouvelle mouvance antisioniste rassemblée dans le réseau EJP (European Jews for Palestine), lancé le 3 octobre 2024 au Parlement européen :

La plupart sont informels, sans entité légale ni compte bancaire et la majorité a été créée suite au 7 octobre 2023, et dans un mouvement de mobilisation contre le génocide à Gaza.

En passant, l'article relève que deux associations, qui ont pourtant accompagné le processus au niveau européen depuis le début, sont restées en marge de ce réseau. L'une des deux étant l'UPJB, il apparaît pertinent de revenir sur l'histoire, le positionnement et les évolutions de celle-ci.

Près de quatre-vingts ans après sa création, l'UPJB compte plus de 200 membres cotisants, de tous les âges, pour la ville de Bruxelles qui rassemble environ 11 000 Juifs. Contrairement à la vigueur démographique des Juifs d'Anvers, capitale européenne de l'orthodoxie juive, la communauté de Bruxelles est de tradition libérale et décroît lentement. L'organisation compte un mouvement de jeunes fréquenté par une centaine d'enfants et un club de seniors dont les aînés furent des enfants cachés pendant la Seconde guerre mondiale. Chaque année, l'UPJB organise ses deux principales activités rituelles : le [seder de la Pâque juive](#) et le [bal](#)

[yiddish](#), devenus des rendez-vous majeurs de la vie culturelle bruxelloise. Enfin, l'organisation occupe une place centrale dans le mouvement de [solidarité avec la cause palestinienne](#) et dans le [mouvement antiraciste](#), entretenant de bonnes relations avec les différents partis de la gauche belge.

De la honte à la fierté

Voici ce que relevait la gazette du Centre communautaire laïc juif (CCLJ), sioniste ex-de gauche, principal concurrent de l'UPJB sur la place de Bruxelles, et relais local des thèses de Manuel Valls et Caroline Fourest :

Au sein du monde juif, ils sont nombreux à considérer les membres de groupuscules juifs antisionistes comme des Juifs honteux ou des Juifs portés par la haine de soi.

Mais ce n'est plus vrai. Aujourd'hui, non seulement ils « ne dissimulent pas leur identité juive, mais ils la brandissent fièrement comme un étendard ». Dans le discours qu'il prononce lors d'une manifestation organisée à Bruxelles le 11 novembre 2023 pour exiger un cessez-le-feu immédiat à Gaza, le porte-parole de l'UPJB le prouve admirablement lorsqu'il déclare :

Nous tenons à affirmer qu'une autre voix juive existe. Une voix juive qui soutient les droits et la justice pour les Palestiniens. Nous ne nous exprimons pas ici bien que nous soyons juifs, mais parce que nous sommes juifs.

À l'UPJB, cette nouvelle fierté juive vient se greffer sur une longue tradition qui a épousé son temps à chaque époque de son existence. Mais c'est probablement la première fois qu'un de ses porte-parole met de telle

façon sa judéité en avant. Comme si, dans le passé, nous nous étions interdit de contester le monopole de la droite communautaire et des sionistes sur toute parole juive, en n'osant pas leur dire: «Nous sommes aussi juifs que vous.» Alors même que cette identité juive crevait les yeux.

En 1945, les fondateurs de l'UPJB cochent toutes les cases du petit peuple ashkénaze (Juifs occidentaux). Ils ont émigré d'Europe de l'Est entre les deux guerres. Leur langue maternelle est le yiddish. Les hommes sont tailleurs ou maroquiniers, les femmes commerçantes ou couturières. Revenus des camps ou sortis de la clandestinité, ils sont fiers d'avoir été des résistants et d'être communistes. L'organisation qu'ils créent - qui s'appellera *Solidarité juive* jusqu'en 1966 -, est dirigée en sous-main par le Parti communiste belge, un petit parti qui n'eut jamais le rayonnement du Parti communiste français. Adossés au prestige de l'Union soviétique, les communistes juifs damèrent alors le pion au courant qui était jusqu'alors dominant dans le monde populaire juif, à savoir le **Bund** (Union générale des travailleurs juifs). Fondé en 1897 à Vilnius, le Bund a été très populaire au sein du prolétariat juif dans l'ensemble du «Yiddishland» de l'Empire russe, prônant une autonomie culturelle juive extra-territoriale, mais le mouvement sorti blessé à mort de la Seconde Guerre mondiale sous les coups de boutoir du nazisme et du stalinisme.

Et pourtant, en comparaison avec ce Bund agonisant dont les protagonistes leur ressemblent comme deux gouttes d'eau, il y avait de la honte dans cette génération. Car, contrairement aux bundistes, aux religieux et aux sionistes, les Juifs communistes n'avaient aucun projet autonome à proposer aux Juifs dont ils auraient pu être les acteurs. Un tel projet ne cadrerait pas avec les théories lénino-staliniennes de la question nationale. Au Bund, on apprenait le yiddish aux enfants, mais pas à l'UPJB, comme si transmettre cette langue avait pu porter malheur.

Pendant des années, la seule identité positive qui fut honorée fut la mémoire de la Résistance antinazie. Ce n'était pas rien mais, pour le reste, il n'y avait pas d'autre horizon que de s'abandonner à la pente naturelle de l'assimilation «à la française». C'est ce qui s'est passé avec l'**UJRE**, organisation des

Juifs communistes de France qui fut florissante mais qui peine aujourd'hui à pérenniser ses activités. Mais, en Belgique, le milieu se rebiffa et la tradition d'ouverture culturelle du pays l'y aida: malgré les injonctions à se dissoudre dans la «rue belge», ces Juifs communistes ne voulurent pas renoncer aux solidarités chaudes que leur association entretenait.

Réinvention d'un esprit bundiste

Jusqu'en 1949, les fondateurs communistes de l'UPJB eurent le droit d'aimer simultanément l'Union soviétique et le jeune État juif, créé en 1948. La rupture entre l'URSS et Israël plongea la génération des fondateurs dans un nœud de contradictions qui ne se dénoua, dans la douleur, qu'à la relève des générations. Celle qui suivit fut emportée par la tourmente de Mai 68 et de ses suites. À partir de là, l'UPJB rompt définitivement avec sa conscience malheureuse de Juifs communistes écartelés, reformulant et radicalisant son orientation politique.

Mais ce qui a permis sa survie et sa vigueur actuelle n'est pas d'ordre politique. À la Libération, l'urgence était ailleurs. Il fallait pourvoir à tous les besoins des Juifs rescapés et déracinés, leurs besoins matériels - logement, alimentation, soutien scolaire - mais aussi leurs besoins sociaux et culturels. Il s'agissait de reconstruire, à partir des décombres, une vie sociale juive que rien n'aurait pu alors remplacer de façon satisfaisante. Il a fallu organiser des colonies de vacances pour les enfants, programmer des conférences littéraires, inscrire des équipes de basket dans les championnats, fêter Pâque, Pourim et Hanoucca comme il se doit, monter des ciné-clubs, des chorales et des troupes de théâtre... L'UPJB s'est construite comme un centre communautaire et culturel rayonnant sans que la conscience politique soit forcément présente au même degré chez chacun de ses membres.

En 1998, l'UPJB organisa un colloque pour le centenaire de la naissance du Bund. Ce fut l'occasion pour elle de découvrir une expérience historique qui avait été longtemps refoulée. Parmi les invités: Richard Marienstras, le fondateur en 1967 du **cercle Gaston Crémieux**, auteur en 1975 de l'essai

Être un peuple en diaspora, premier manifeste du « diasporisme », qui s'inscrivait lui-même dans la filiation du Bund. La démarche de Marienstras n'était pas encore une démarche décoloniale, mais elle l'annonçait. Aujourd'hui, alors que la déculturation de la population juive est déjà très avancée, nous pouvons mieux comprendre pourquoi cela fait sens de reconstituer, autant que faire se peut, un bagage qui fut broyé par l'exil, le déracinement et le rouleau compresseur d'un pseudo-universalisme assimilateur.

Faire vivre le diasporisme

Désormais, l'UPJB est mue par le postulat implicite qu'il est encore possible de donner de la chair à nos diasporas. Cette chair ne saurait se réduire à un positionnement politique. D'autant plus que, contrairement à de nombreux groupes de la nouvelle constellation antisioniste où ce sont souvent des Israéliens expatriés qui donnent le ton, l'UPJB, en cohérence avec son affirmation diasporiste, n'a pas placé Israël et la Palestine au centre de ses préoccupations.

C'est la raison pour laquelle l'UPJB est objectivement une association bundiste. Comme le Bund historique, elle pratique la « *doykait* », ce mot yiddish intraduisible qui suggère que vivre en diaspora, pour les Juifs, ce n'est ni une anomalie ni un état transitoire. Mais en même temps, elle n'est pas complètement bundiste, tout au plus néo-bundiste à cause de trois manques.

D'abord celui d'un univers social et mental structuré par l'usage quotidien de la langue yiddish et par la proximité avec une religion qui a codifié toutes les pratiques sociales, même si les bundistes historiques s'en étaient détachés. Ce manque est propre à toute la diaspora juive en voie d'acculturation, mais il n'est pas question ici de déléguer à l'État d'Israël et au sionisme le soin de combler une angoisse de perte. Ensuite, un manque de la référence à une classe ouvrière juive, puisque celle-ci a bien profité des opportunités offertes par les Trente Glorieuses en Occident pour investir massivement les couches moyennes, ce qui distingue la minorité juive d'autres minorités où la domination sociale s'imbrique dans la domination ethnoculturelle. Enfin, un manque quantitatif. En 1940, à Varsovie, à Cracovie et à Lodz, la population était encore juive à plus de 30 %.

Aujourd'hui, il reste New York, Miami et la Californie. Mais, en Europe, le compte n'y est plus nulle part.

En dépit de ses manques, l'UPJB a pu résister aux périodes de tension politique qui, ailleurs, auraient débouché sur des ruptures douloureuses. Aujourd'hui, elle réussit le tour de force de faire cohabiter des personnes proches de [Tsedek](#) et d'autres proches de [Golem](#). C'est parfois tendu – et ça l'est particulièrement depuis le 7 octobre 2023, les évolutions sont lentes car elles doivent tenir compte d'un pluralisme interne exigeant qui est le produit de sa longue histoire, mais ça tient grâce aux fils solides qui relient les membres de cette petite contre-société.

Certains d'entre eux, insatisfaits de cette pesanteur et attirés par l'agilité d'un entre-soi plus resserré, ont participé au lancement de l'Alliance juive antisioniste en Belgique ([AJAB](#)) cette année. Ils ne quittent pas l'UPJB pour autant. Celle-ci reste attachée à ce néo-bundisme bricolé, avec des éléments empruntés au patrimoine historique et culturel juif, réinvestis ou réinventés. Il s'agit d'une proposition exigeante mais fragile qui semble tenir la route pour le présent et pour le futur proche.

Mais pour un futur plus lointain ? Comme on dit en yiddish : *Ver vaist* ? Qui sait ?

Source : [Yaani](#), 11 novembre 2024. Avec les aimables autorisations de l'auteur et du site.

[Henri Goldman](#) est membre du conseil d'administration de l'UPJB, ancien rédacteur en chef de la revue *Politique*, chroniqueur sur le blog *Cosmopolite*. Ses parents furent parmi les fondateurs de l'association à la Libération.

Le Bund est de retour !

Joseph Mogul

Dans quelques villes des États-Unis et d'Europe, des socialistes juifs/juives font revivre une institution légendaire du début du 20^e siècle.

Lorsque Max Ewart a découvert l'histoire du Bund juif pour le travail grâce à un podcast durant l'été 2024, il a été stupéfait de constater qu'il n'avait jamais entendu parler de cette organisation auparavant. « Je me suis dit : "Qu'est-ce que c'est que ça ? Je suis juif. Je milite dans le mouvement syndical ; comment se fait-il que je n'en aie jamais entendu parler ?" », raconte-t-il. « Je me sens mal pour ma femme, parce que je ne parlais que de ça – c'était un véritable tourbillon de recherches. »

En 1897, l'année même où le premier Congrès sioniste se réunissait en Suisse pour élaborer un programme politique visant à établir un État juif en Palestine, un mouvement politique juif très différent, appelé le bundisme, prenait racine à travers l'Europe de l'Est. Le Bund – un mot yiddish dont la forme nominale signifie « union » et la forme verbale « être ensemble », « rester ensemble » ou « s'organiser ensemble » – s'opposait à la fois au sionisme et à l'assimilation dans la culture européenne non juive. Alors que l'antisémitisme gagnait du terrain à travers l'Europe, en particulier à l'encontre des travailleurs/travailleuses juifs/juives, le Bund développa une solidarité locale avec les mouvements socialistes, notamment lors de la révolution russe de 1905.

La famille d'Ewart a des racines profondes dans le militantisme juif d'Europe de l'Est, et il avait le sentiment que les premiers bundistes « étaient mon peuple non seulement par l'esprit, mais aussi par le sang ». Mais son enthousiasme face à cette nouvelle

découverte a rapidement cédé la place à une colère écrasante. « Il y a tout cet héritage du radicalisme juif », dit-il. « Et aucune des institutions juives traditionnelles dont j'ai fait partie en grandissant n'a jugé nécessaire de m'en parler ou de me le faire découvrir. »

Après la révolution d'octobre 1917, l'insistance du Bund à préserver une culture juive distincte a conduit à une rupture avec l'Union soviétique. Alors que le parti politique a finalement été interdit par l'Union soviétique, le Bund a trouvé un nouveau foyer en Pologne, atteignant les 100 000 membres à son apogée en 1938. Pendant des décennies, le bundisme a trouvé un écho auprès des masses de travailleurs/travailleuses juifs/juives d'Europe de l'Est, tandis que la vision sioniste de coloniser la Palestine restait une idéologie relativement marginale. Mais après l'Holocauste, qui a laissé les Juifs/Juives européennes survivant·es déplacé·es et vulnérables, le soutien à un État juif s'est accru, tandis que « le Bund, quant à lui, semblait s'effacer jusqu'à devenir insignifiant », écrit Molly Crabapple, artiste et autrice du livre à paraître *Here Where We Live Is Our Country: The Story of the Jewish Bund*.

Le flambeau bundiste

Mais des décennies plus tard, alors que le soutien public à Israël et l'identification à ce pays s'effondrent au milieu du génocide des Palestinien·nes qui se poursuit, les socialistes et syndicalistes juifs/juives reprennent le flambeau bundiste.

Fin 2023, un groupe de passionnés du Bund a publié une brève déclaration appelant à la reconstitution de l'International Jewish Labor Bund (IJLB). Leur déclaration

renvoyait à un formulaire d'intérêt; en six mois, plus de 600 personnes s'étaient inscrites. Selon le nouvel IJLB, il existe désormais huit organismes locaux officiels d'organisation bundiste, dont six dans des villes des États-Unis, un à Vienne et un en France.

Les sections du Bund qui renaissent adoptent un cadre organisationnel fondé sur les principes bundistes originaux: le «*doikayt*», qui signifie «ici» en yiddish et désigne la construction de relations de solidarité mutuelle au sein de sa communauté; et le «*Yiddishkayt*», ou «judéité», qui consiste à préserver la culture juive dans la diaspora, en particulier la langue yiddish. Ewart estime que le «*doikayt*» est à l'origine de la renaissance du Bund. «Avoir une organisation dont la philosophie politique est: «C'est ici, là où je vis, que je vais m'ancrer et me battre.» Cela trouve un écho chez beaucoup de personnes», explique Ewart. «À mesure qu'elles en apprennent davantage, elles se disent: "Oh putain, ouais. C'est tout à fait moi."»

Après avoir été exclu des cercles juifs pendant la majeure partie de sa vie en raison de ses opinions antisionistes, Ewart – qui milite désormais au sein d'une section locale du Bund dans la région du District de Columbia, du Maryland et de la Virginie (DMV) – a trouvé une conception de la judéité qui lui correspondait. «Je me suis tout de suite senti chez moi, dit-il. Je ne me suis jamais senti aussi proche de mon identité juive qu'au cours de ces deux dernières années. Ça a été vraiment incroyable.»

Il n'est pas le seul. Partout dans le monde, des Juifs/Juives se sont retrouvés dans l'opposition historique du Bund au sionisme, son accent sur l'organisation locale et son engagement en faveur d'une culture juive révolutionnaire.

En 2024, Michael Simon a commencé à entendre des «rumeurs et des murmures» au sein de ses réseaux militants juifs new-yorkais concernant la renaissance d'un parti socialiste du début du 20^e siècle appelé le Bund juif. Simon, qui a grandi dans une famille critique envers le sionisme, a eu une réaction viscérale. Il ressentait une affinité intellectuelle avec l'histoire du Bund, mais craignait que sa renaissance ne soit freinée par des luttes intestines au sein de la gauche.

«J'étais terrifié, dit-il, je me disais: "Je ne veux pas que ça tourne mal. C'est quelque

chose qui me tient à cœur. Je ne veux pas que ce soit un feu de paille ou un fiasco embarrassant".»

Mais lorsqu'il s'est impliqué dans la section new-yorkaise du Bund renaissant en mai 2025, Simon s'est vite rendu compte que sa crainte était infondée. Alors que la section cherchait encore ses marques, il a été soulagé de rejoindre un groupe d'organisateur/organisatrices intègres, déterminé-es à construire une culture juive alternative à New York. Il est depuis devenu l'un des principaux organisateurs de la section, siégeant au sein d'un comité de pilotage informel qui facilite les réunions et aide le groupe à préciser ses priorités.

Simon explique qu'il a fallu environ un an pour mettre en place la direction de la section new-yorkaise du Bund, mais que finalement, le 22 juin 2025, la section a été officiellement lancée lors de sa première réunion publique, et organise désormais des réunions saisonnières qui rassemblent généralement une vingtaine de participant-es. La section a également mis en place un comité de pilotage informel de cinq personnes chargé des tâches administratives, ainsi qu'un groupe de lecture mensuel.

La solidarité syndicale : une priorité pour le Bund de New York

La section locale apporte son soutien au syndicat Breaking Breads, un syndicat pré-autorisé au sein de la chaîne de boulangeries Breads Bakery, détenue par des Israélien-nes, dont les membres se mobilisent à la fois pour obtenir de meilleurs salaires et pour s'opposer au soutien apporté par leur employeur à l'armée israélienne. Alors que des militant-es sionistes ont calomnié les travailleurs/travailleuses en les qualifiant d'antisémites pour avoir formulé ces revendications auprès de leurs employeurs – qui, selon les travailleurs/travailleuses, les ont contraint-es à cuisiner pour des organisations sionistes –, les membres du Bund de New York ont saisi l'occasion de se rendre à la boulangerie et d'afficher publiquement leur soutien au syndicat en tant que Juifs/Juives antisionistes. «Cela peut paraître insignifiant et ridicule, dit Simon, mais c'est significatif, surtout parce

qu'elles et ils sont la cible de nombreuses attaques virulentes de la part des sionistes.»

La section en est aux prémices de l'élargissement de ses efforts de solidarité syndicale, y compris des aspirations à long terme pour un fonds de grève visant à protéger les travailleurs/travailleuses de la précarité financière liée à la syndicalisation de leurs lieux de travail. Construire un système durable de solidarité ouvrière, explique Simon, fait partie de leur objectif de concrétiser la vision plus que centenaire des premiers bundistes.

Le retour d'un spectre

Un autre fruit de la renaissance du Bund est *Der Spekter* [Le spectre], une publication indépendante dédiée au discours bundiste qui «s'est créé naturellement» en avril 2024, alors que de nouvelles sections du Bund commençaient à se former, selon le journaliste et membre du comité de rédaction de *Der Spekter*, Mark Misoshnik.

Der Spekter, qui publie en ligne, s'efforce de perpétuer l'héritage des bundistes qui ont lutté contre la répression de l'art et de la littérature juives depuis sa création. «Le Bund a joué un rôle historique crucial dans la production culturelle juive», explique Alex Lantsberg, un autre rédacteur. «Pas seulement dans la presse, mais aussi dans le théâtre, la poésie et la danse.» *Der Spekter* a publié un large éventail d'œuvres, notamment de la poésie bundiste, des histoires politiques bundistes et une bande dessinée satirisant l'Anti-Defamation League, une organisation pro-israélienne.

La publication reflète le projet plus vaste du bundisme, que Mishoshnik décrit comme la construction d'une identité juive alternative à celle proposée par le sionisme. «Il existe une soif de judéité qui ne soit pas liée à une nation belliqueuse et militaro-industrielle, explique Mishoshnik, qui ne consiste pas à nous isoler et à retirer l'échelle derrière nous.»

Lantsberg établit un lien historique avec le Bund polonais, qui a publié des journaux pendant l'occupation nazie de la Pologne, notamment dans le cadre d'opérations de presse clandestines qui ont joué un rôle crucial dans le déclenchement du soulèvement du ghetto de Varsovie. «Nous puisons beaucoup d'inspiration dans ces personnes qui ont vécu les pires épreuves possibles et ont

néanmoins trouvé un moyen de résister à travers l'écriture et l'art», explique-t-il.

Après s'être passionné pour l'histoire du Bund, Ewart s'est mis à la recherche d'un espace d'organisation bundiste. Il a découvert que le Bund, qui avait été rétabli, disposait d'une section dans la région de Washington, bien qu'elle fût alors pratiquement inactive. Il a contacté un membre et a été ajouté au groupe de discussion Signal du collectif. Ce groupe, a-t-il expliqué, était principalement composé de membres de Jewish Voice for Peace qui s'étaient épuisés face aux exigences de l'organisation. Ewart s'est rapidement impliqué, organisant en septembre 2024 une session d'éducation politique sur l'histoire de la gauche juive, inspirée en partie par sa propre colère face à l'effacement de l'histoire du Bund.

Un·e participant·e, un·e musicien·ne parlant couramment le yiddish, a proposé d'organiser des soirées de chant en yiddish dans un bar du quartier; aujourd'hui, le groupe se réunit tous les deux mois pour chanter des chants ouvriers en yiddish et a depuis élargi son programme pour y inclure des soirées cinéma. «Ce type de programmation régulière a été essentiel à notre développement», explique Ewart, «car dans ce monde où tout se passe en ligne, il est important d'avoir des lieux où l'on peut se rencontrer en personne pour créer une communauté.»

Ewart suit désormais des cours de yiddish, ce qui lui a permis de renouer avec sa grand-mère, la dernière personne encore en vie de sa famille à avoir grandi en parlant yiddish. «Elle est capable de comprendre ce que je dis en yiddish. C'est tout simplement révolutionnaire.»

Au cours des décennies qui ont suivi l'Holocauste, le yiddish est devenu une langue marginalisée, parallèlement à l'adoption de l'hébreu en Israël. Ewart décrit l'hébreu moderne comme «un outil du colonialisme», rappelant que cette langue était à l'origine utilisée uniquement à des fins liturgiques, avant de devenir la langue nationale d'Israël, qui a renommé les toponymes arabes en hébreu dans le but de remplacer l'histoire palestinienne par une revendication infondée d'indigénité.

Lors d'une séance de chant en yiddish, un·e ami·e d'un·e organisateur·rice : organisatrice du DMV a invité ses grands-parents. «Elles et



ils n'étaient pas antisionistes, mais elles et ils avaient grandi en parlant yiddish et étaient intéressé·es par l'idée de se joindre à nous», explique Ewart. «La grand-mère souffrait de démence, mais dès que nous avons commencé à chanter, on a vu son visage s'illuminer, puis elle s'est mise à chanter elle aussi. Ces chansons sont éternelles.»

Le grand-père de l'organisateur, quant à lui, a déclaré aux membres du Bund qu'il était un «sioniste travailliste de la première heure» et qu'il avait participé au mouvement initial visant à créer des kibboutz en Israël. «Je me souviens du Bund à l'époque», se souvient Ewart que le grand-père avait dit. «On se battait tout le temps.» Les organisateur·trices ont répondu qu'ils étaient des bundistes. Après une courte pause, il a ajouté: «Eh bien, vous avez de bonnes chansons.» elles et ils ont ri ensemble et ont continué à chanter.

«Les sionistes existent, mais nous pouvons essayer de les faire évoluer», dit Ewart.

«Peut-être qu'elles et ils ne sont pas d'accord avec nous, peut-être qu'elles et ils ne pourront pas s'organiser avec nous, mais elles et ils peuvent quand même venir chanter en yiddish avec nous. Quel que soit le pourcentage, j'ai bon espoir que certaines personnes puissent être touchées par cette vision de ce à quoi pourrait ressembler l'avenir du judaïsme.»

Source: *The Progressive Magazine*, 31 mars 2026. Traduit par DE. Les intertitres sont de la rédaction d'*Adresses*.

Joseph Mogul est journaliste indépendant et stagiaire à la rédaction du magazine *The Progressive*.

Ici, là où nous vivons, c'est notre pays

Sam Adler-Bell

*Here Where We Live Is Our Country: The Story of the Jewish Bund*¹, le nouvel ouvrage de Molly Capable retrace l'ascension et la chute d'un parti juif révolutionnaire qui a lutté contre le sionisme et pour la « solidarité au-delà des différences ».

Il n'y a peut-être pas d'illustration plus frappante du nadir moral atteint par Israël que l'adoption par la Knesset, deux jours avant la Pâque, d'une loi sur la peine de mort qui s'applique uniquement aux Palestiniens. Cette mesure, dont l'approbation a été saluée par des larmes de joie et des bouchons de champagne qui sautaient dans l'hémicycle, est l'expression juridique concise de l'idée fondamentale qui anime l'Israël moderne: il n'existe aucune obligation humaine dans la tradition juive ayant une portée universelle durable. L'idée selon laquelle les Juifs/Juives devraient se soucier tout particulièrement du sort de l'humanité tout entière, indépendamment de l'origine ethnique ou de la croyance, gît morte sous les décombres de Gaza.

Il fallait toutefois le tuer, car il fut un temps où il existait. Le cosmopolitisme plutôt que le nationalisme, la social-démocratie plutôt que le capitalisme rapace, la libération collective plutôt que la construction de forteresses ethno-chauvines – telles étaient les valeurs qui animaient le Bund juif, un parti révolutionnaire fondé en 1897 dans l'empire tsariste. « Pour les Juifs/Juives de gauche qui cherchent dans notre propre passé les ressources nécessaires pour combattre le culte de la mort sioniste », comme le dit l'autrice,

militante et artiste Molly Capable, « le Bund est un modèle ». Un modèle qui trouve son public: le nouvel ouvrage de Capable sur l'histoire du Bund en était déjà à sa seconde réimpression la semaine précédant sa sortie.

Capable, qui s'exprime avec le franc-parler et le langage savamment grossier d'une New-Yorkaise de souche, participe et rend compte des mouvements de résistance – à travers l'art, des articles et deux ouvrages précédents (dont l'un coécrit avec Marwan Hisham) – depuis quinze ans. Son nouveau livre est, selon elle, « l'histoire du 20^e siècle vue par les vaincus ». En 380 pages riches, rythmées et d'une poignante intensité, ponctuées de ses propres illustrations des personnages clés, Capable retrace l'extraordinaire ascension et la chute du Bund.

Pendant un demi-siècle, les bundistes se sont battus pour la libération en tant que Juifs/Juives et marxistes – le Bund fut pendant un temps le mouvement socialiste le plus populaire de Russie – avant que les bouleversements du 20^e siècle ne scellent leur triste fin.

Les bundistes se sont battus, en tant que Juifs/Juives, pour la libération de tous et toutes

« D'un côté, ses membres croyaient farouchement en la valeur et la dignité de la culture juive d'Europe de l'Est à une époque où celle-ci faisait l'objet de railleries », explique Capable. « Mais d'un autre côté, c'étaient des internationalistes. » Elles et ils ont mené des campagnes de sensibilisation et d'éducation dans les shtetls. Elles et ils ont formé des groupes d'autodéfense contre les pogroms. Elles et ils ont défendu la langue yiddish. Et

1. « Ici, là où nous vivons, c'est notre pays: l'histoire du Bund juif ».

elles et ils se sont battu-es sur les barricades lors des révolutions de 1905 et 1917.

Après la révolution d'Octobre, lorsque Léoline a réprimé leurs rangs, les bundistes se sont reconstitués de l'autre côté de la frontière, en Pologne, construisant, comme le dit Capable, «un magnifique monde alternatif à partir de rien d'autre que de l'amour et de la détermination». Le Bund polonais, me raconte Capable, a construit «des écoles, des syndicats, un mouvement de femmes, un mouvement d'enfants, des camps d'été, un sanatorium pour les enfants tuberculeux des bidonvilles, et des journaux extraordinaires», qui rendaient compte du sort des mouvements ouvriers de l'Alabama à la Chine. Lorsque les nazis sont arrivés, elles et ils ont mis en place une résistance antifasciste clandestine et ont contribué à mener le soulèvement du ghetto de Varsovie.

Leur défaite, cependant, fut totale et profondément tragique: malgré leurs efforts, le nationalisme s'est développé et a envenimé la situation; les Juifs/Juives d'Europe de l'Est, tant le prolétariat que la bourgeoisie, ont été systématiquement anéantis; le socialisme de la Russie soviétique est devenu tyrannique; et leurs ennemis de toujours, les sionistes, ont fondé un État-nation colonial de peuplement, alimenté par ce même chauvinisme contre lequel elles et ils avaient lutté pendant des générations. À mesure que la communauté juive mondiale s'alignait de plus en plus sur Israël, la mémoire du Bund a été largement reléguée à des études obscures et aux archives yiddish.

Ce qui perdure – bien que faiblement – ce sont les principes sur lesquels elles et ils s'étaient organisés, et un héritage que Capable voit aujourd'hui dans un mouvement croissant de Juifs/Juives luttant pour la libération palestinienne. «La solidarité au-delà des différences», résume Capable. «Cette insistance sur le fait que l'on pouvait rester soi-même, sans avoir à changer qui l'on était, tout en luttant aux côtés des autres pour un monde meilleur et plus beau: voilà pourquoi le Bund reste aujourd'hui une source d'inspiration morale.»

Capable et moi sommes assise-s à une table en bois dans son appartement de Williamsburg, un vaste espace ouvert – elle et son compagnon, l'illustrateur et peintre Fred Harper, ont abattu les cloisons intérieures

lorsqu'elle et il ont emménagé –, mais la pièce regorge tellement d'œuvres d'art, de matériel artistique, de tissus et de bibelots venus du monde entier que cet espace de type loft dégage une atmosphère chaleureusement intime.

«Je lui ai lu le livre en entier cinq fois», dit Capable en désignant la nuque de Harper, qui, pendant notre entretien, est assis en silence à son bureau dans un coin de la pièce, en train de dessiner. «Plus que ça», dit Harper, sans la moindre trace de dépit. Au-dessus de la tête de Capable est accrochée une grande réplique de l'horloge de Château-Thierry, et à sa gauche, un portrait nu de l'auteure, réalisé par Harper, mesurant 90 cm sur 120 cm. Par la fenêtre, sur l'escalier de secours, un petit drapeau à une seule étoile flotte au vent; à l'image du quartier, Capable est en partie juive et en partie portoricaine.

La plupart des œuvres qui ornent les murs sont de Capable, de Harper ou de leurs ami-es. Mais on y trouve également plusieurs sculptures et des peintures impressionnistes saisissantes – une jeune femme vêtue d'une tunique et d'un gilet de paysanne blancs; une mère et son enfant au regard ironique similaire – réalisées par Samuel Rothbort, l'arrière-grand-père de Capable. «J'ai grandi en étant obsédée par mon arrière-grand-père», raconte Capable. «Il a appris à ma mère à peindre, et ma mère m'a appris à peindre. J'ai donc toujours eu le sentiment qu'être artiste était en quelque sorte un don que j'avais hérité de lui.»

«Shabbat est un bon jour pour fumer», Israël Joshua Singer, *Les frères Ashkenazi*

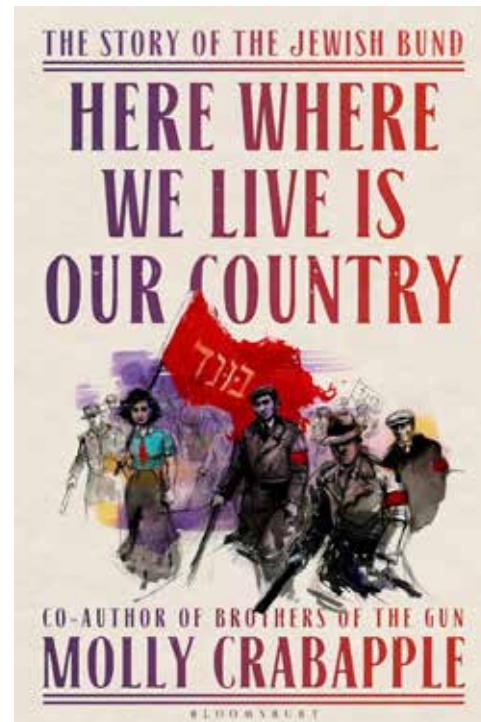
Mais ce n'est pas tout ce qu'elle a hérité de son arrière-grand-père Sam. Rothbort est né en 1882 à Volkovysk, une petite ville de Biélorussie, où il travaillait dans une tannerie. À l'été 1898 – au milieu d'une grève contre les patrons qui l'obligeaient, lui et ses collègues, à travailler le samedi soir après le shabbat – Rothbort a rejoint le Bund. «C'est ainsi que mon arrière-grand-père a abandonné sa place au sein d'une communauté sûre, quoique confinée, pour se lancer dans une insurrection moderne», écrit Capable. Cinq ans plus tard, estime-t-elle, Rothbort a été impliqué dans la mort par balle d'un policier

lors d'un pogrom à Volkovysk; à la suite de cet événement, il s'est enfui clandestinement du pays, a traversé la frontière vers l'Allemagne, puis a pris le train pour Anvers, et de là, par la mer, s'est rendu à New York, où d'anciennes membres du Bund, comme David Dubinsky, dirigeant du syndicat International Ladies' Garment Workers Union, construisaient le socialisme dans le Lower East Side.

Vers la fin de sa vie, Rothbort avait réalisé plus de 600 aquarelles - que Capable qualifie de « peintures de mémoire » - représentant Volkovysk. Elles illustrent tous les aspects de la vie dans le *shtetl*. « Il a peint des rabbins lisant la Torah, raconte-t-elle, puis lui-même en train de mettre le feu aux chaussures de son rabbin à l'école religieuse. Puis encore lui-même en train d'espionner les bains publics des femmes et en train d'apprendre aux autres enfants à fumer. Des personnes se battant le jour du marché... juste ce mélange incroyable de sacré, de profane, de drôle, de sérieux, tout cela - une vision à 360 degrés de la vie. »

Enfant, Capable était fasciné par ces petites scènes peintes. Mais l'une d'elles se démarquait des autres: elle montre une jeune femme dans une rue crépusculaire en train de lancer une pierre à travers une fenêtre, tandis que son petit ami attend, dans un coin de la toile, pour lui en donner d'autres. « Elle s'intitulait Itka la bundiste brisant des vitres », raconte Capable. « Il avait écrit ça en bas. Et je me suis dit: « Qu'est-ce que c'est? C'est quoi, le Bund? » Et c'est cette question qui m'a amenée à découvrir ce mouvement par moi-même. »

Capable intègre cet aspect personnel dans son ouvrage avec une grâce admirable; cela rehausse le contenu historique sans jamais en détourner l'attention. « Je me suis vraiment engagée, explique Capable, lorsque j'ai écrit ce livre: si je devais mener à bien ce projet qui m'a pris sept ans, je suivrais en quelque sorte mon plaisir à le faire. » À la lecture, on ressent sa complicité avec ses personnages; sa propre expérience de militante - souvent aux prises avec les mêmes grandes questions, endurant les mêmes petits désagréments et les mêmes déceptions douloureuses - lui confère une empathie rare. « Malgré un siècle qui nous sépare », écrit-elle, « Itka et moi partageons quelques expériences communes. Nous avons toutes



deux envahi une rue et l'avons prise pour notre pays, nous avons toutes deux serré la main d'un·e inconnu·e et l'avons pris pour un serment.»

Une pertinence contemporaine

Il est impossible d'ignorer la pertinence de son sujet pour notre époque. Les bundistes ont vu dès le début la vérité sur le mouvement sioniste - fondé la même année que le Bund, dans le but d'établir un État-nation juif dans la « Terre d'Israël » biblique. « Au début, en 1897, les bundistes pensaient simplement que le sionisme était incroyablement stupide », explique Capable. « Elles et ils se disaient: "OK, donc votre brillante idée, c'est de prendre toutes ces millions et millions de personnes qui vivent ici, qui ont des maisons et des vies, et de les faire déménager au Levant pour qu'elles deviennent des agriculteurs/agricultrices en collectifs?" Ça semble extrêmement stupide. »

À mesure que le sionisme prenait de l'ampleur, les bundistes en sont venus·e à le considérer comme intrinsèquement dangereux et autodestructeur lui aussi. « L'un des aspects du racisme européen envers les Juifs/Juives a toujours été cette idée que les Juifs/Juives sont des étranger·es au teint basané venu·es de Palestine et qu'elles et ils devraient probablement retourner là-bas », explique Capable. « Et le Bund dit aux sionistes: "Êtes-vous en

train de leur donner publiquement raison? Qu'est-ce qui ne va pas chez vous?" » Le sionisme a cessé d'être simplement cette «putain d'hallucination», explique Capable, après que les Britanniques se sont engagés à soutenir une «patrie juive» en Palestine par le biais de la déclaration Balfour de 1917. «À ce moment-là, le Bund disait: "Vous devenez les serviteurs de l'Empire britannique. C'est ça, votre brillante idée? Et vous prenez les terres des gens et essayez de leur refuser leurs droits politiques."»

En 1933, le dirigeant bundiste Henryk Ehrlich a formulé une critique prophétique :

Si le nationalisme juif, en règle générale, n'est pas sanguinaire, c'est uniquement par nécessité, et non par vertu; si une occasion propice se présentait, le nationalisme juif montrerait ses crocs et ses griffes tout autant que les nationalismes des autres nations.

Ehrlich ajoutait :

Les soldats en chemises brunes de [Ze'ev] Jabotinsky [la milice de l'Irgoun en Palestine et le Betar en Europe] ne sont rien d'autre qu'une caricature tragicomique de la [*Sturmabteilung*, organisation paramilitaire] d'Hitler. Mais la seule chose qui leur manque pour devenir les mêmes bêtes, c'est un peu de force physique, un peu de territoire et une opportunité politique... Non, nous ne sommes pas un peuple élu. Notre nationalisme est tout aussi laid, tout aussi nuisible, et a la même propension à la débauche fasciste que le nationalisme des autres nations.

Qui peut nier qu'il avait raison ?

Les bundistes rejetaient le sionisme parce qu'il heurtait le principe fondamental de leur projet: que la particularité ethnique ne doit pas nécessairement mener au nationalisme, qu'elle peut servir de base à une organisation transcendant les différences.

À plusieurs reprises dans le livre, Capable revient sur une description du Bund donnée par le socialiste juif Meyer London, qui travaillait en étroite collaboration avec les bundistes dans le Lower East Side. «Savez-vous, disait London, qu'en Russie, en Pologne, des milliers de garçons et de filles juifs prient Dieu non pas de les faire sortir à nouveau d'Égypte, mais de les aider à

libérer l'Égypte?» Cette phrase résume le conflit du Bund avec le nationalisme - juif ou autre - et souligne l'extraordinaire radicalisme de leurs objectifs. Les bundistes rêvaient d'une délivrance sans exode; de la libération des Juifs/Juives de concert avec la libération de leurs voisins.

«Ce que le modèle sioniste nous a montré, c'est qu'il aboutit au génocide», Molly Capable

L'Holocauste, bien sûr, a fait paraître ce rêve - aux yeux de nombreuses personnes juives - ridicule, téméraire, d'une naïveté imprudente. Croire que leur propre liberté pouvait être liée à la libération de leurs oppresseurs était une cruelle plaisanterie; les bundistes se sont battus avec acharnement tout au long de la guerre, mais ont connu le même sort que le reste de la communauté juive polonaise. Capable raconte une scène qui s'est déroulée dans une cachette bundiste pendant la liquidation du ghetto de Varsovie; alors qu'une femme âgée évoquait la «Vienne rouge» - se souvenant



comment les enfants viennois l'acclamaient lorsqu'elle portait la bannière du Bund sur la Ringstrasse –, un jeune bundiste ricana : «Où sont maintenant, tes Autrichiens au cœur noble?»

De même, l'Holocauste fit paraître la réponse sioniste, du moins pendant un temps, comme prudente. Au moins, les colons avaient survécu. Un ami qui avait lu le manuscrit de Capable lui dit : «D'accord, elles et ils avaient raison. Raison et mort-es.» Après tout, dit-il : «Le Bund a échoué.»

Capable n'est pas d'accord. Le Bund n'a pas échoué ; il a été vaincu. «La différence entre l'échec et la défaite, c'est que l'on échoue lorsque ce sont nos propres erreurs qui mènent à notre effondrement, dit-elle. Alors que perdre, c'est simplement être vaincu par une force supérieure. Et la vérité, c'est qu'aucun groupe juif n'aurait pu tenir tête aux nazis... La Palestine n'offrait aucune protection aux Juifs,/Juives si ce n'est qu'elle se trouvait derrière les lignes britanniques, et ces lignes n'ont pas cédé.»

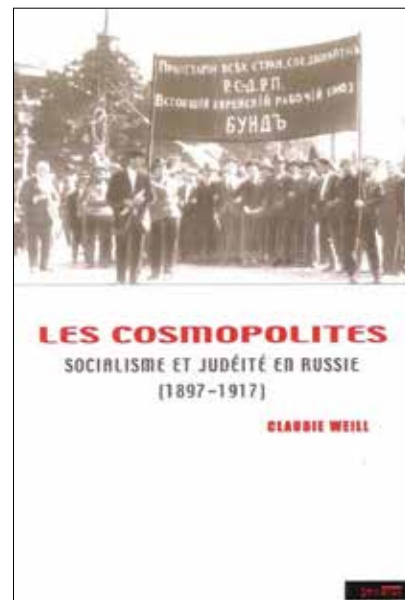
Les sionistes, quant à elles et eux, en adoptant leur propre ethno-nationalisme, ont pris leur tour sur la roue de l'histoire, créant un État assez fort pour infliger ses propres cruautés aux faibles et aux apatrides. «Est-ce mieux, plus pratique, de se livrer sans fin à des massacres de masse?», demande Capable. «Ce que le modèle sioniste nous a montré, c'est qu'il aboutit lui aussi au génocide. C'est inacceptable.»

Comme le savaient les bundistes, «c'est soit la solidarité au-delà des différences, soit la barbarie». Les masses de Juif-ves qui dénoncent aujourd'hui Israël et soutiennent la Palestine, les habitant-es du Minnesota qui risquent leur vie pour leurs voisin-es immigré-es, et les mouvements du monde entier qui contestent la montée du nationalisme forteresse, sont tous et toutes parvenues à la même conclusion.

Source : [The Guardian](#), 7 avril 2026. Traduit par DE. Les intertitres sont de la rédaction d'Adresses.

Sam Adler-Bell est journaliste. Il réside à New York et publie notamment dans *The New Republic* et *Dissent*.

Molly Capable : *Here Where We Live Is Our Country*, Londres, Bloomsbury Publishing, 2026.



ADRESSES À VISITER

Du numéro 00 (janvier 2024) au numéro 19 (avril 2026), 227 adresses ont été visitées. Elles sont ici présentées par grands thèmes avec toutes les limites qu'une telle organisation suggère. Les «Adresses» introductives ont été signées par Didier Epzstajn, Michel Lanson, Christian Mahieux, Carol Mann, Yorgos Mitralias, Patrick Silberstein, Richard Smith.

Chine		
00/2	Rivalité entre les États-Unis et la Chine, «coopération antagoniste» et anti-impérialisme au 21 ^e siècle	Entretien de Federico Fuentes avec Promise Li
01/12	L'ascension de la Chine comme puissance mondiale	Au Loon Yu
08	L'énigme chinoise	Richard Smith
08/72	La révolution de Mao : une réinterprétation marxiste	Richard Smith
08/73	La tyrannie du productivisme d'État	Au Loong-Yu
08/74	Pourquoi la Chine ne peut pas se décarboner	Richard Smith
08/75	Droits de douane ou droits démocratiques ?	Richard Smith
08/77	Le genre et la classe ouvrière chinoise	Zoe Zhao et Olia Shu
08/78	Solidarité ouvrière États-Unis-Chine	Propos recueillis par Andrew Sebald
08/79	L'internationalisme et la classe ouvrière chinoise	Ruo Yan et Andrew Sebald
08/80	Regarder l'impérialisme chinois en face	Au Loong-Yu
08/81	Le début de la fin de la montée en puissance	Au Loong-Yu
16/191	La Chine sous pression : mobilisations populaires et fractures systémiques	Andrea Ferrario
17/193	Comment la Chine redessine l'Asie du Sud-Est	Andrea Ferrario
17/194	La crise de la reproduction sociale, la position des femmes et le féminisme en Chine	Yige Dong
19/222	Que reste-t-il de la gauche chinoise ?	Au Loong-Yu
Demain commence aujourd'hui		
01/8	Manifeste «Monde durable : notre vision»	Collectif
02/20	Contre la domination et ouvrir la perspective d'un autre monde	Monique Chemillier-Gendreau
04/30	Guerre de l'eau : une réponse démocratique	Roman Krznic
04/36	Un nouveau réseau international étudiant-es-travailleur-euses	Déclaration
06/61	Une économie au service des communautés	Steve Fischer
07/69	Cuba : «libre» marché ou planification démocratique ?	Sam Farber
11/110	L'«Économie des travailleur-euses», un réseau international et un concept en construction	Richard Neuville
11/111	Entreprises récupérées : la résistance à l'ultralibéralisme	Andrés Ruggeri
11/112	L'improbable résistance en Turquie	Cihan Tuhali
12/133	Ukraine : «Les coopératives sont une façon de propager les principes de l'auto-organisation»	Entretien à ReSeew Coop
13/136	Ukraine : les habitants des villages détruits organisent une reconstruction «populaire»	Oleksandr Kitral
13/146	Serbie : sur l'auto-organisation du mouvement étudiant	Christos Pozidis

Demain commence aujourd'hui		
13/147	La mobilisation étudiante qui change radicalement la société serbe	Aida Kapetanović
16/176	Ne parlez pas de rébellion de la génération Z	Will Shoki
16/177	Sept thèses sur les insurrections de la génération Z dans le Sud global	Vijay Prashad
16/178	Génération Z : troubles mondiaux et révolutions	Tim Casement
16/179	La GenZ du Maroc et le volcan régional	Gilbert Achcar
17/204	Sicile : coopératives contre mafia (1893-2018)	Patrick Le Tréhondat
18/209	Une longue tradition : les villes sanctuaires et les réseaux de défense communautaire	Rachel Ida Buff
19/223	L'économie des travailleur-euses confrontée au libéralisme	Richard Neuville
19/224	Comment les Afghanes reconstruisent le savoir en dehors des institutions	Amna Mehmood

Environnement		
01/8	Manifeste « Monde durable : notre vision »	Collectif
04/30	Guerre de l'eau : une réponse démocratique	Roman Krznaric
08/74	Pourquoi la Chine ne peut pas se décarboner	Richard Smith
14/154	Les États ont l'obligation légale de réduire leurs émissions et de protéger le climat	
17/197	Les BRICS et l'Afrique : reproduction des logiques extractivistes	Patrick Bond

États-Unis		
00/2	Rivalité entre les États-Unis et la Chine, « coopération antagoniste » et anti-impérialisme au 21 ^e siècle	Entretien de Federico Fuentes avec Promise Li
06/46	USA : l'élection de tous les dangers	Dan La Botz
06/47	Un argument marxiste en faveur du vote pour Kamala Harris	Cliff Conner
06/48	Marxisme et racisme	Cornel West
07/61	Comment se défendre dans la nouvelle période Trump	Bill Fletcher Jr.
07/62	Donner du sens à la victoire de Trump et à la résistance	Frieda Afary
09/84	Le salut nazi d'Elon Musk, George Orwell et cinq leçons	Bart Cammaerts
09/87	Comprendre la réélection de Trump	Sam Farber
10/95	Ce qui nous attend	Kevin B. Anderson
11/108	L'effondrement constitutionnel	Aziz Rana
11/113	Trump, la science et la création d'ignorance	Joelle Palmieri
14/153	Réflexions sur l'arbitraire	Samuel Farber
16/184	La promesse de Zohran	Nikhil Pal Singh
16/185	Résistance contre Trump : manifestations, rébellions locales et victoires électorales	Dan La Botz
17/192	« Blâmer les victimes », le retour	Samuel Farber

États-Unis

17/199	Comment un syndicat noir a changé l'histoire américaine	Paul Prescod
17/203	Zohran Mamdani doit créer des assemblées populaires	Gabriel Hetland et Bhaskar Sunkara
18/205	Le fascisme trumpiste : le vent tourne	Kevin B. Anderson
18/206	Une première grève générale depuis 1946	Museum of Protest
18/207	Comment étendre la grève générale au-delà des Twin Cities	Stéphanie Luce
18/208	Mensonges et illégalité	Timothy Snyder
18/209	Une longue tradition : les villes sanctuaires et les réseaux de défense communautaire	Rachel Ida Buff
18/210	Les enseignant-es au cœur de la résistance	Sou Mi et Luigi Morris
18/211	L'ICE mène une guerre des classes	Anthony Teso
18/212	Le syndicalisme à l'ère de Trump	Martin Gallié
18/213	Comment s'organise l'autodéfense populaire contre l'ICE	Collectif
18/214	Le monde va regretter l'hypocrisie occidentale	Matias Spektor

Fascisme(s) et régimes autoritaires

03/26	La «boîte à outils» de la droite américaine reflète celle de l'Inde	Entretien avec Kavita Krishnan
04/45	Tous contre l'extrême droite, comme un seul homme !	Éliane Viennot et Joëlle Wiels
07/63	La fin du néolibéralisme préfigure la montée du fascisme	Taki Manolakos
07/64	Naissance du postfascisme dans la Hongrie de Orban	Gaspar Miklos Tamas
09/82	Fascism or not fascism ?	Frieda Afary
09/83	Sur le post-fascisme	Gaspar Miklos Tamás
09/84	Le salut nazi d'Elon Musk, George Orwell et cinq leçons	Bart Cammaerts
09/85	Le poutinisme, c'est le fascisme	Ilya Budraitskis
09/86	L'ère du néofascisme et ses particularités	Gilbert Achcar
09/88	Les Croix-de-Feu et la tentation autoritaire à la française	Didier Leschi
09/89	Dernière station avant l'abattoir	Patrick Le Tréhondat, Robi Morder, Patrick Silberstein
11/119	Trump et Poutine : une alliance autoritaire qui nous met tous en danger	Li Andersson
12/123	Pourquoi le trumpisme est un fascisme	Raphaël Canet
12/124	La montée du fascisme et la fin des temps	Naomi Klein et Astra Taylor
13/134	La crise de l'hégémonie libérale explique la montée de l'extrême droite	Ilya Budraitskis
13/135	Un siècle plus tard : une nouvelle lettre ouverte contre le fascisme	Tribune
14/151	Autoritarisme et démocratie au 20 ^e siècle	Enzo Traverso
15/168	Les «gens ordinaires» et le fascisme	Olga Reznikova
15/169	Vers le fascisme	Zakhar Popovitch

Fascisme(s) et régimes autoritaires		
15/170	Le poutinisme, c'est le fascisme. Pourquoi est-il nécessaire de le dire aujourd'hui ?	Ilya Budraitskis
15/172	Trois utilisations du concept de fascisme pour comprendre la guerre menée par la Russie contre l'Ukraine	Andreas Umland
16/188	Un spectre inquiétant hante le monde : peut-on le nommer sans le comprendre ?	Stéfanie Prezioso

Féminismes		
01/10	Droits des femmes, contradictions de classe, fondamentalisme islamique et erreurs de la gauche	Frieda Afary
04/38	Le féminisme : une révolution : pour la souveraineté populaire et nos corps	Rencontre nationale de la Marche mondiale des femmes
05/49	La réélection de Trump pourrait compromettre l'accès à l'avortement à travers le monde	Lalique Browne et Thomas Druetz
05/53	Viol et justice : des victimes présumées consentantes	Entretien avec Catherine Le Margueresse, propos recueillis par Fran-cine Sporenda
05/54	Adresse féministe au Comité pour la reprise des relations internationales	Hélène Brion
06/57	Les enjeux du féminisme au Sénégal	Fatou Sow
07/71	Les femmes africaines victimes de Trump	Joy Asasira
08/77	Le genre et la classe ouvrière chinoise	Zoe Zhao et Olia Shu
09/90	8 Mars : grève féministe !	Un appel unitaire
10/96	Violences : dépasser l'indignation	Joelle Palmieri
10/102	Pour une Syrie démocratique fondée sur la liberté des femmes	Lettre ouverte
11/109	Flora Tristan et l'Union ouvrière	Eleni Varikas
12/130	Iran : la peine de mort est une question féministe	Elahe Amani
12/131	Quand les adolescentes résistent	Carol Mann
12/132	Où est l'indignation face aux violences sexuelles « systématiques » contre les Palestinien·nes ?	Samah Salaime
13/139	Le rôle des Israélien·nes dans le mouvement de libération palestinien	Fadi Shabita
13/142	Les femmes, l'État et le sacré	Fatou Sow
13/145	Violences, genre, ethnicité et racisme	Ravi K. Thiara, Stéphanie Condon, Monika Schröttle
14/158	La résistance féministe	Liliya Vejevatova
15/175	Féminisme et résistance à la guerre	Liliya Vejevatova
16/186	De la rue à la maison : le mouvement « Femme, vie, liberté » ?	Entretien avec Shima Tadrissi
16/187	Masculinité toxique, antiféminisme et menaces sur la démocratie	Raphael Rashid
16/189	Les femmes africaines sont là, encore une fois !	Groupe de femmes et de genre et partenaires africains
17/194	La crise de la reproduction sociale, la position des femmes et le féminisme en Chine	Yige Dong
17/195	Il est temps de reconnaître l'apartheid sexuel comme un crime contre l'humanité	Maryam Namazie

Féminismes

17/200	Ce que l'amitié de Noam Chomsky avec Jeffrey Epstein révèle sur la politique progressiste	Kavita Krishnan
19/217	Ni turban ni couronne, mais femme, vie, liberté	Maryam Namazie
19/224	Comment les Afghanes reconstruisent le savoir en dehors des institutions	Amna Mehmood

Guerre, militarisme, défense populaire

01/7	Sept conclusions pour un 24 février	Vitalyi Dudin
03/22	Une paix populaire, pas une paix impériale	Déclaration
11/114	Aux armes citoyens/Valmy 2.0	Patrick Le Tréhondat et Patrick Silberstein
11/115	L'isolationnisme de gauche : le chemin vers l'insignifiance po-litique dans le débat sur la défense européenne	Hanna Perekhoda
11/116	Danemark: la gauche face à la fin de l'alliance avec les États-Unis	Mikael Hertoft
11/117	Rejeter le faux dilemme entre justice sociale et sécurité nationale	Hanna Perekhoda
11/118	Comment gérer les dilemmes de défense de l'Europe ?	Christian Zeller
11/120	Soutenir la résistance ukrainienne, pas les plans de réarmement monstrueux	Simon Pirani
19/220	Socialisme européen, militarisme et défense de l'Ukraine	Simon Pirani

Impérialismes, colonialismes, mondialisation

00/2	Rivalité entre les États-Unis et la Chine, «coopération antagoniste» et anti-impérialisme au 21e siècle	Entretien de Federico Fuentes avec Promise Li
00/3	Lutter contre l'impérialisme multipolaire	Promise Li
00/4	Multipolarité : une doctrine au service des autoritarismes	Kavita Krishna
00/5	L'Ukraine prisonnière de l'enchevêtrement des impérialismes : pistes pour un internationalisme socialiste	Promise Li
01/12	L'ascension de la Chine comme puissance mondiale	Entretien avec Au Loon Yu
02/13	Contre l'impérialisme multipolaire	Joey Ayoub, Romeo Kokriatski, Kavita Krishnan et Promise Li
03/23	Kanaky : du méfait colonial à la mondialité	Patrick Chamoiseau
03/24	BRICS+ : une perspective critique	Laurent Delcourt
03/27	L'impérialisme et l'anti-impérialisme aujourd'hui	Ashley Smith
03/28	«Si nous restons à patauger dans l'imaginaire colonial, la guerre des langues restera en vigueur»	Patrick Chamoiseau
04/31	Violences en colonialité : «Angola 1961. Gaza-Israël 2023»	Michel Cahen
04/34	S'opposer à tous les oppresseurs et à tous les impérialismes concurrents	Entretien avec Leila Al-Shami
04/37	Faut-il tolérer l'impérialisme russe ?	Entretien avec Christian Zeller
05/50	Mondialisation : pourquoi la décolonialité cache la colonialité	Joëlle Palmieri
06/55	Un changement de période historique	Gus Massiah

Impérialismes, colonialismes, mondialisation		
06/56	Le «système-outremer» génère une invivabilité qui, malgré des convulsions fréquentes, ne cesse de perdurer	Patrick Chamoiseau
06/59	BRICS et Afrique : nouveau partenariat «win-win» ou «colonialisme new look» ?	Laurent Delcourt
07/67	L'échec du droit international à devenir universel et ses raisons	Monique Chemillier-Gendreau
08/80	Regarder l'impérialisme chinois en face	Au Loong-Yu, entretien avec Federico Fuentes
10/92	Minorités ethniques en Russie et impérialisme	Vlada Baranova et Tsypylma Darieva
10/93	Le colonialisme russe n'est pas réformable	Botakoz Kassymbekova, propos recueillis par Dinara Khalilova
10/94	Une critique marxiste précoce de la périphérie impériale	Hanna Perekhoda
10/98	Campisme et géopolitisation de la société civile africaine	François Polet
10/100	Haïti, notre dette	Frédéric Thomas
11/107	Colonialité et système-monde capitaliste	Michel Cahen
12/122	Massacres du 8 mai 1945 : la reconnaissance indispensable	Olivier Lecour Grandmaison
12/125	États-Unis-Amérique latine : retour de la politique du gros bâton et doctrine Monroe 2.0	Laurent Delcourt
12/128	Les nouveaux centres d'accumulation du capital	Adam Hanieh
15/164	L'impérialisme russe et ses monopoles	Michael Pröbsting
15/166	La guerre de Poutine contre l'Ukraine n'est pas une question de sécurité mais d'intérêts impérialistes	Ilya Matseev
17/202	Les Émirats et le Soudan : un sous-impérialisme contre-révolutionnaire	Husam Mahjoub
19/226	Les menaces croissantes de Trump contre Cuba	Entretien avec Samuel Farber
19/227	La croisade de Trump : nationalisme chrétien et guerre sainte	Henry A. Giroux

Internationalisme, démocratie, émancipation		
00/1	Pour une gauche démocratique et internationaliste	Ben Gidley, Daniel Mang, Daniel Randall
00/5	L'Ukraine prisonnière de l'enchevêtrement des impérialismes : pistes pour un internationalisme socialiste	Promise Li
00/6	Pour un renouvellement du socialisme	Victor Serge
02/14	Chute et essor ambivalent de l'anticolonialisme est-européen	Joseph Grim Feinberg
02/16	À propos des révolutions déficientes et des tendances autoritaires	Volodymyr Ishchenko
04/39	Les clés de la crise post-électorale au Venezuela	Entretien avec Luz Mely Reyes et Andrés Caleca
04/40	Solidarité avec les revendications démocratiques du peuple vénézuélien	Déclaration
04/42	La météo du progrès social : résultats des élections européennes 2024	Arthur Borriello & Pierre-Étienne Vandamme
04/43	Solidifier, enraciner le Nouveau Front populaire	Maxime Combes
04/44	Les exigences sociales doivent être entendues !	CFDT, CGT, FO, CFE-CGC, FSU, UNSA, Solidaires

Internationalisme, démocratie, émancipation		
05/51	Venezuela : de l'imbrication du civil, du militaire et du policier	Entretien avec Emiliano Terán Mantovani conduit par Raúl Zibech, présenté par Mariana Sanchez
06/60	Le pacifisme et le campisme risque de submerger la gauche à jamais	Marco Noris
07/66	L'impérialisme politique russe et la nécessité d'une alternative de gauche mondiale	Ilya Budraitskis
08/76	Solidarité syndicale mondiale au travers des chaînes d'approvisionnement	Zhang Mazi
08/78	Solidarité ouvrière États-Unis-Chine	Propos recueillis par Andrew Sebold
08/79	L'internationalisme et la classe ouvrière chinoise	Ruo Yan et Andrew Sebold
09/81	Combattre l'abolition de la démocratie	Carl Davidson et Bill Fletcher Jr.
10/97	S'opposer aux sanctions contre la Cour pénale internationale et pour préserver l'accès des victimes à la justice	Coalition française pour la Cour pénale internationale
11/103	De quoi parle-t-on quand on parle de changement de système ?	Saša Savanovič
12/129	Les fausses promesses de la gouvernance «experte» imposée d'en haut : un appel à la démocratie radicale	Nemanja Drobnjak
13/137	Le Tribunal Russell sur le Vietnam	Bertrand Russell
14/151	Autoritarisme et démocratie au 20 ^e siècle	Enzo Traverso
14/155	Les chemins de la révolution et le marxisme aujourd'hui	Kevin Anderson
14/159	Repenser un programme de gauche	Vladyslav Starodubtsev
16/180	Nous avons besoin d'une alternative humaniste au capitaliste	Entretien avec Frieda Afary
16/181	Face au déni du réel, comment redonner sens à l'expérience comme à la réflexion collective ?	Michèle Riot-Sarcey, avec Antoine Duwa
16/182	La langue comme arme de guerre	Oleksandr Kyselov
17/201	Ce que l'effondrement d'El-Fasher nous apprend sur la guerre au Soudan, sur la révolution et la nécessaire solidarité	Mena Solidarity Network
19/215	La guerre contre l'Iran : quelle approche pour une gauche socialiste attachée à ses principes ?	Frieda Afary
19/225	Ce que la nuit enseigne : vers une nouvelle gauche indienne à l'ère de la non-liberté	Sushovan Dhar
Iran		
01/10	Droits des femmes, contradictions de classe, fondamentalisme islamique et erreurs de la gauche	Frieda Afary
01/11	La rébellion iranienne, le rôle de la Russie et la responsabilité des intellectuels	Frieda Afary
11/105	La révolution au Moyen-Orient et l'«axe de la résistance»	Joseph Daher
12/130	Iran : la peine de mort est une question féministe	Elahe Amani
13/144	La guerre israélo-iranienne	Déclarations
17/196	Iran : lutte pour la liberté et racisme des antiracistes : leçons de Bourdieu, Saïd et l'orientalisme inversé	Siavash Shahabi
19/215	La guerre contre l'Iran : quelle approche pour une gauche socialiste attachée à ses principes ?	Frieda Afary

Iran		
19/216	Le capitalisme politique iranien et les hésitations de la gauche occidentale : une révolte filtrée par l'idéologie	Sepehr Haghighi
19/217	Ni turban ni couronne, mais femme, vie, liberté	Maryam Namazie
19/219	Déclaration de la Confédération syndicale iranienne	

Nations et nationalités		
01/13	Pour une «laïcité nationale»	Otto Bauer
02/18	Émancipation nationale, internationalisme et révolution en Irlande et en Grande-Bretagne	Richard Poulin
02/19	Un dialogue irlando-ukrainien	Conor Kostick et Vladyslav Starobutsev
02/21	Auto-administration communale et loi linguistique	Rosa Luxemburg
04/41	L'histoire des discriminations est liée à celle de la revendication nationale	Déclaration de l'Union internationale romani
06/58	Nous devons être riches de toutes les langues du monde	Patrick Chamoiseau
10/91	Intégrer l'ethnicité à la démocratie politique	Michel Cahen, propos recueillis par Paul Martial
10/92	Minorités ethniques en Russie et impérialisme	Vlada Baranova et Tsypylma Darieva
10/94	Une critique marxiste précoce de la périphérie impériale	Hanna Perekhoda
12/127	Syrie : justice transitionnelle et confessionnalisme	Joseph Daher
13/138	Les socialistes et la question nationale en Ukraine, hier et aujourd'hui	Andriy Movchan
13/141	Appel kurde pour une Syrie fédérale et démocratique	Maxime Azadī
13/145	Violences, genre, ethnicité et racisme	Ravi K. Thiara, Stéphanie Condon, Monika Schröttle
15/162	Poutine et le nationalisme grand-russe	Denis Paillard
15/163	Décoloniser la Fédération de Russie	Appel
16/190	Appel des trois peuples de Mindanao contre la corruption	
19/218	Les Kurdes d'Iran lancent un appel à l'unité des nations opprimées	

Palestine/Israël		
01/9	Sept réalités	Alex Gourevitch
02/17	Déclaration sur le génocide à Gaza	Feminist Dissent
03/25	L'occupation du territoire palestinien est frappée d'une triple illégalité	Monique Chemillier-Gendreau
03/29	Transformer toute bonne terre en un désert desséché	Lettre ouverte du Matzpen au Front démocratique de libération de la Palestine
04/31	Violences en colonialité : «Angola 1961. Gaza-Israël 2023»	Michel Cahen
04/32	Les groupes armés qui détiennent des otages doivent les libérer immédiatement	Human Rights Watch
04/33	Des rapports venus de l'intérieur d'Israël	Documents
04/35	Gaza, l'opposition entre le droit et sa représentation	Rateb Shabo
05/52	«Les sionistes hors de Finchley»? Questions aux antifascistes et aux antiracistes	Daniel Randall et Ben Gidley

Palestine/Israël

07/70	Conversations inégales	Meron Rapoport
11/105	La révolution au Moyen-Orient et l'«axe de la résistance»	Joseph Daher
11/106	Le devoir de la gauche israélienne en période de génocide	Hadas Binyamini
12/132	Où est l'indignation face aux violences sexuelles «systématiques» contre les Palestiniens ?	Samah Salame
13/139	Le rôle des Israéliens dans le mouvement de libération palestinien	Fadi Shabita
13/140	Poursuivre notre travail essentiel	Un appel de +972
14/152	«Notre génocide»	Shatha Yaish
17/198	Comment le plan de Trump pour Gaza permet une nouvelle appropriation de terres par Israël	Anne Irfan

Russie

01/11	La rébellion iranienne, le rôle de la Russie et la responsabilité des intellectuels	Frieda Afary
04/37	Faut-il tolérer l'impérialisme russe ?	Entretien avec Christian Zeller
07/65	Poutine mène une guerre culturelle contre le peuple russe	Ilya Budraitskis
09/85	Le poutinisme, c'est le fascisme	Ilya Budraitskis
10/92	Minorités ethniques en Russie et impérialisme	Vlada Baranova et Tsypylma Darieva
10/93	Le colonialisme russe n'est pas réformable	Botakoz Kassymbekova, propos recueillis par Dinara Khalilova
10/94	Une critique marxiste précoce de la périphérie impériale	Hanna Perekhoda
12/121	La «Grande Guerre patriotique», un outil de propagande de Poutine	Hanna Perekhoda
12/126	Menaces russes contre la Lituanie et monde de travail	Jurgis Valiukevičius
14/157	Protestations en temps de guerre à l'intérieur des frontières de la Fédération de Russie	Kirill Medvedev
14/158	La résistance féministe	Liliya Vejevatova
15/160	Ce régime ne peut pas évoluer	Ilya Budraitskis
15/161	Le régime de Poutine se débat dans ses propres contradictions	Entretien avec Ilya Matveev, propos recueillis par Rafael Khachatouria
15/162	Poutine et le nationalisme grand-russe	Denis Paillard
15/163	Décoloniser la Fédération de Russie	Appel
15/164	L'impérialisme russe et ses monopoles	Michael Pröbsting
15/165	Sur la nature du régime russe et ses perspectives	Volodymyr Ischenko et Ilya Matveev
15/166	La guerre de Poutine contre l'Ukraine n'est pas une question de sécurité mais d'intérêts impérialistes	Ilya Matveev
15/167	Pour Poutine, ce qui compte vraiment ce n'est pas l'Ukraine mais le contrôle sur la Russie	Hanna Pekhoda
15/170	Le poutinisme, c'est le fascisme. Pourquoi est-il nécessaire de le dire aujourd'hui ?	Ilya Budraitskis
15/171	La vie sous l'empire russe	Adélaïde Burgundets
15/173	Poutine et la paix impossible	Giovanni Savino

Russie		
15/174	Mensonge, fraude et sacrilège	Yorgos Mitralias
15/175	Féminisme et résistance à la guerre	Liliya Vejevatova
Syrie		
10/101	Menaces sur une Syrie démocratique et progressiste	Joseph Daher
10/102	Pour une Syrie démocratique fondée sur la liberté des femmes	Lettre ouverte
11/104	Manifeste pour une nouvelle Syrie	
12/127	Syrie : justice transitionnelle et confessionnalisme	Joseph Daher
13/141	Appel kurde pour une Syrie fédérale et démocratique	Maxime Azadi
13/148	Assad est tombé, mais la révolution n'a pas gagné	Yassin al-Haj Saleh
Ukraine		
00/5	L'Ukraine prisonnière de l'enchevêtrement des impérialismes : pistes pour un internationalisme socialiste	Promise Li
01/7	Sept conclusions pour un 24 février	Vitaliy Dudin
02/15	Des pensées décoloniales à l'épreuve de la guerre en Ukraine	Pierre Madelin
02/19	Un dialogue irlando-ukrainien	Conor Kostick et Vladyslav Starobutsev
03/22	Une paix populaire, pas une paix impériale	Déclaration
07/68	La force vient de l'intérieur	Oleksandr Kyselov
10/99	La résistance de la société ukrainienne à l'invasion	Vitaliy Dudin
11/120	Soutenir la résistance ukrainienne, pas les plans de réarmement monstrueux	Simon Pirani
12/133	«Les coopératives sont une façon de propager les principes de l'auto-organisation»	Entretien avec ReSeew Coop
13/136	Les habitants des villages détruits organisent une reconstruction « populaire »	Oleksandr Kitral
13/138	Les socialistes et la question nationale en Ukraine, hier et aujourd'hui	Andriy Movchan
13/141	«Drill, baby, drill!»	Maryna Larina
16/182	La langue comme arme de guerre	Oleksandr Kyselov
16/183	L'Ukraine comme «berceau» civilisationnel russe	Hanna Perekhoda
19/220	Socialisme européen, militarisme et défense de l'Ukraine	Simon Pirani
19/221	Le peuple ukrainien contre l'envahisseur russe	Marc Bonhomme

Entre les lignes entre les mots

Un blog de notes de lectures, textes, controverses et quelques notes de musique

Trop souvent, la pensée émancipatrice fait l'impasse sur certains domaines, ânonne des évidences, évite d'emprunter certains sentiers peu fréquentés ou perd la mémoire des réflexions antérieures. La vulgate marxiste, les réductions économistes ou sociologiques, les lectures sans espérance dominent trop souvent, pour que les lecteurs et les lectrices ne soient plus attentives ou soucieuses de recherches iconoclastes, de démarches exploratrices, non abouties ou parsemées d'interrogations.

L'objectif du blog était et reste de donner envie de lire, susciter la curiosité et le désir de mieux cerner les réalités, en pointant des éventuelles difficultés ou les disputes souhaitables; d'essayer de présenter les divergences ou les problématiques sans figer les réponses; ou donner parfois, des appréciations sans dénier d'autres points de vue.

Les premiers textes publiés furent souvent des présentations «sympathiques» d'ouvrage en privilégiant les paroles d'autrices et d'auteurs. Au fil du temps, et grâce aux lectrices et lecteurs, le blog a été enrichi...

Il y a peu de temps, le blog, créé en 2010, a enregistré la trois millionième consultations de texte, une statistiquement un peu symbolique. Les entrées sur le blog sont beaucoup plus nombreuses, les consultations par les abonné-es (+ de 2000 à ce jour) n'étant pas comptabilisées dans la statistique indiquée. Par ailleurs de nombreux textes sont repris sur d'autres sites, sans oublier les copies de textes circulant directement par courriel.

Les mises en ligne de nouveaux textes sont effectuées à 8h30, 11h30 (généralement sur le féminisme ou des luttes de femmes), 14h30 et 17h30

Des textes complémentaires sont mis en commentaires de textes déjà publiés (sans envoi aux abonné-es) - consultables sur la colonne de droite du blog

Les mercredis et dimanche, la mise en ligne de 17h30 concerne souvent des musiques (petites chroniques de cd).

Merci donc à tous et toutes les lectrices

N'hésitez pas à reprendre des textes, à les faire circuler.

N'hésitez pas à me proposer des textes et encouragez vos ami-es à s'abonner au blog - c'est gratuit.

Didier Epsztajn

ADRESSES

internationalisme et démocr@tie

N° 8 - 12 janvier 2025



ADRESSES

internationalisme et démocr@tie

N° 18 - 23 février 2026



